



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

MAI 2017

N°04

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	02
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	06
Séance du jeudi et vendredi 06 et 07 avril 2017	07
Séance du jeudi et vendredi 18 et 19 mai 2017	12

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MAI – 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 06 ET 07 AVRIL 2017

N° 17-61 -1 – PORTANT APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES JEUDI 15 ET VENDREDI 16 DÉCEMBRE 2016 07

N° 17-102 -1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À LA «CAESM- PLAN LOCAL POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI DANS LE SUD MARTINIQUE N° MDFSE : 201603920» 09

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 18 ET 19 MAI 2017

N° 17-156 -1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNER L'ACTE MODIFICATIF N°1 DU CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC DE TRANSPORT MARITIME DE PASSAGERS RELATIF A LA DESSERTE DE LA BAIE DE FORT-DE-FRANCE LIGNE FORT-DE-FRANCE/ CASE PILOTE (N°4) (DSP N°158374) 12

N° 17-157 -1 – PORTANT MODIFICATION DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL RÉGIONAL DE MARTINIQUE N° 12-995-1, 15-64-2, 15-1233-1, 15-2304-2, 15-2304-4 ET 15-2304-5 20

N° 17-162 -1 – PORTANT REJET DE LA DEMANDE D'AIDE EXCEPTIONNELLE SOUS LA FORME D'UNE AVANCE REMBOURSABLE SOLlicitÉE PAR LA SARL SPORTS CENTER 22

N° 17-163 -1 – PORTANT ACCEPTATION DE LA RETROCESSION PAR L'ÉTAT À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DU RELIQUAT DU DOMAINE DE TIVOLI CADASTRÉ SECTION K N° 1247 24

N° 17-163 -2 – PORTANT ACCEPTATION DE LA RÉTROCESSION PAR L'ÉTAT À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DE L'EX CASERNE DE GENDARMERIE DU CARBET CADASTRÉE SECTION A N°S 224 ET 225 26

N° 17-165 -1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION POUR LE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES PARAMÉDICALES ET DE SAGES-FEMMES AGRÉÉES AU TITRE DE L'ANNÉE 2017 28

N° 17-166 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UN COMPLÉMENT DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À L'URASS-IFMES AU TITRE DE L'ANNÉE 2017 35

N° 17-167 -1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION AU PÔLE MARTINIQUE DE L'UNIVERSITÉ DES ANTILLES AU TITRE DE L'ANNÉE 2017 42

N° 17-168 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CARBET DES SCIENCES POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS 2017 48

N° 17-169 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CARBET DES SCIENCES POUR LA RÉALISATION DE LA PHASE 1 DU PROJET DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE CULTURE SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE (CCSTI) 50

N° 17-179 -1 – PORTANT COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX 52

N° 17-180 -1 – PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN D'INTERVENANTS EXTÉRIEURS À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DANS LE CADRE DE LA DEUXIÈME RÉUNION BILATÉRALE ENTRE LES PRÉSIDENTS DES CONSEILS RÉGIONAUX DE LA MARTINIQUE ET DE LA GUADELOUPE LE 23 JANVIER 2015 54

N° 17-181 -1 – PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN DE PARTICIPANTS AU CHAMPIONNAT EUROPÉEN DES MINI-ENTREPRISES À BERLIN 56

N° 17-182 -1 – PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT ET D'HÉBERGEMENT DES PARTICIPANTS DES PAYS DE LA CARAÏBE AU COMITÉ DE PILOTAGE DU PROJET CYCLOTRON DU 4 MAI 2017 58

N° 17-183 -1 – PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN DU RÉVÉREND JESSE JACKSON ET DE MONSIEUR JONATHAN JACKSON ENTRE LA GUADELOUPE ET LA MARTINIQUE LORS D'UNE VISITE OFFICIELLE EN MARTINIQUE 60

N° 17-184 -1 – PORTANT DISPOSITIF CADRE POUR LA PRISE EN CHARGE PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DES FRAIS DE TRANSPORT ET D'HÉBERGEMENT AU BÉNÉFICE DE TIERS 62

N° 17-186 -1 – PORTANT AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC LA SOCIÉTÉ EXODATA 64

N° 17-187 -1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ÉTABLISSEMENT ET SERVICE D'AIDE PAR LE TRAVAIL KARAIBA 69

N° 17-188 -1 – PORTANT VERSEMENT D'UNE INDÉMNITÉ À LA SOCIÉTÉ ZOUC MULTIMÉDIA DANS LE CADRE D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE 75

N° 17-189 -1 – PORTANT CRÉATION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL) 80

N° 17-189 -2 – PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL) 82

N° 17-191 -1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES 85

N° 17-192 -1 – PORTANT AUTORISATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE METTRE EN ŒUVRE LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 58 DE LA LOI A.S.V. DU 28 DÉCEMBRE 2015 SUR LA TARIFICATION ET LA CONTRACTUALISATION DANS LES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX RELEVANT DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES (CASF) 87

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MAI – 2017

N° 17-193 -1 – PORTANT FIXATION DE L'OBJECTIF ANNUEL D'ÉVOLUTION DES DÉPENSES DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX POUR 2017

89

N° 17-194 -1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA CAISSE GÉNÉRALE DE SÉCURITÉ SOCIALE ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

92

N° 17-195 -1 – PORTANT MISE EN PLACE DE LA CARTE MOBILITÉ INCLUSION SIGNATURE DE LA CONVENTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) LA MAISON DÉPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPÉES (MDPH) ET L'IMPRIMERIE NATIONALE

99

N° 17-196 -1 – PORTANT PASSATION DE LA CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2017 ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ÉTAT RELATIVE À LA MOBILISATION D'AIDES AUX POSTES EN FAVEUR DE L'INSERTION DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA DANS LE SECTEUR NON MARCHAND ET DANS LE SECTEUR DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

118

N° 17-197 -1 – PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UN AVENANT N°2 AU PROTOCOLE DU FOND RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT FONCIER URBAIN (FRAFU)

130

N° 17-198 -1 – PORTANT ANNULATION DE SUBVENTIONS ATTRIBUÉES DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'INTERET GÉNÉRAL DEAN PAR LES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL GÉNÉRAL N°CP/141-11/2011 OU 17 FÉVRIER 2011 ET N°CP/402-11 DU 09 JUIN 2011

134

N° 17-199 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION AGIR SANS VOIR (ASV)

136

N° 17-200 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ D'ACTION SOCIALE EN FAVEUR DES ORIGINAIRES DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER EN MÉTROPOLE (CASODOM)

147

N° 17-201 -1 – PORTANT LANCEMENT DE LA PREMIÈRE PHASE D'ACCOMPAGNEMENT DU GROUPEMENT ASSOCIATIF GRAP TI MOUN AUX STRUCTURES DE LA PETITE ENFANCE DE SON RÉSEAU

158

N° 17-202 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'OEUVRE DES PUPILLES ORPHELINS ET FONDS D'ENTRAIDE DES SAPEURS-POMPIERS DE FRANCE (ODP) AU TITRE DE L'EXERCICE 2017

160

N° 17-203 -1 – PORTANT ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION D'ÉQUILIBRE À LA SAEM-PSRM DU GALION AU TITRE DE L'ANNÉE 2017

170

N° 17-203 -2 – PORTANT ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SAEM-PSRM DU GALION POUR LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS AU TITRE DE L'ANNÉE 2017

175

N° 17-204 -1 – EFFACEMENT DES DETTES DE LA SAEM-PSRM DU GALION AUPRÈS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

180

N° 17-208 -1 – PORTANT AUTORISATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE DE DEMANDER AU MINISTRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, DE PROROGER DE TROIS ANS LA DURÉE DE CLASSEMENT DU PARC NATUREL RÉGIONAL DE LA MARTINIQUE

182

N° 17-209 -1 – PORTANT MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF CADRE DU PLAN DE RESTRUCTURATION DE L'AGRICULTURE MARTINICAISE SUITE AUX INTEMPÉRIES DE L'ANNÉE 2016

184

N° 17-210 -1 – PORTANT ANNULATION DE DÉLIBÉRATIONS ET OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA SNSM POUR L'ACQUISITION D'UNE VEDETTE POUR LA STATION DE CASE-PILOTE

186

N° 17-211 -1 – PORTANT PROJET D'AMÉNAGEMENT DE SUPERSTRUCTURES - PORT DE PÊCHE TERRITORIAL DE GRAND-RIVIÈRE

188

N° 17-212 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA LIGUE DE FOOTBALL DE MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2016-2017

190

N° 17-212 -2 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA LIGUE DE HANDBALL DE MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2016-2017

195

N° 17-212 -3 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ RÉGIONAL CYCLISTE DE MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2016-2017

200

N° 17-213 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA LIGUE DE FOOTBALL DE MARTINIQUE POUR L'ORGANISATION DE LA COUPE DES NATIONS DE LA CARAÏBES ET SA PARTICIPATION À LA GOLD CUP 2017

205

N° 17-214 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CLUB TCHIMBÉ RAID POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2016-2017

210

N° 17-215 -1 – PORTANT COMPLÉMENT SUR LE FSE-INCLUSION DU PO FSE ÉTAT DE LA DÉLIBÉRATION N°16-128-1 DU 19 JUILLET 2016 RELATIVE À LA VALIDATION DU CIRCUIT DE PROGRAMMATION DES DOSSIERS COFINANCÉS PAR LES FONDS EUROPÉENS ET MODALITÉS DE GESTION DU PO FEDER/FSE, FEAMP, FEADER

212

N° 17-220 -1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT AU SYNDICAT MIXTE DE TRAITEMENT ET DE VALORISATION DES DECHETS (SMTVD) SYNERGIE MQ0007782 « COMPLEXE ENVIRONNEMENTAL DE VALORISATION ET DE TRAITEMENT DES DECHETS DU PETIT-GALION »

214

N° 17-221 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE CASE-PILOTE POUR LA RÉALISATION D'UN PARKING AU QUARTIER L'AUTRE BORD

230

N° 17-222 -1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE CASE-PILOTE POUR LA RÉALISATION D'UN PARKING RUE VICTOR SÉVÈRE

232

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MAI – 2017

N° 17-226 -1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'IFREMER POUR LA CARACTÉRISATION INITIALE DU MILIEU MARIN EN VUE DE LA MISE EN OEUVRE DE LA STEP DE PONTALÉRY AU ROBERT

234

N° 17-227 -1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ RÉGIONAL DES PÊCHES MARITIMES ET DES ÉLEVAGES MARINS (CRPMEM) (PARTICIPATION FINANCIÈRE AU BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'ANNÉE 2016)

236

N° 17-228 -1 – PORTANT MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE CONVENTION AVEC LE GIE PROVIDENS POUR LA RELANCE DE SON ACTIVITÉ (REMISE EN CULTURE DE SES PARCELLES)

242

N° 17-229 -1 – PORTANT APPROBATION DU PROJET DE CLASSEMENT EN RÉSERVE NATURELLE RÉGIONALE DE LA BAIE DE GÉNIPA EN VUE DES CONSULTATIONS RÉGLEMENTAIRES

247

N° 17-230 -1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA CAESM POUR LA MISE EN OEUVRE DE SON CONTRAT LITTORAL

249

N° 17-231 -1 – PORTANT ATIRIBUTION D'UNE AIDE EXCEPTIONNELLE À LA SOCIÉTÉ «CHEZ GRACIEUSE» SUITE À L'INCENDIE DU 29 SEPTEMBRE 2016

251

N° 17-232 -1 – PORTANT FORMALISATION DU DISPOSITIF DE PAIEMENT DIFFÉRENTIEL DES FRAIS D'HÉBERGEMENT DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES HABILITÉS À RECEVOIR DES BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE

258

N° 17-233 -1 – MOTION DES ÉLUS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE EN SOUTIEN AUX SALARIÉS DE FRANCE ANTILLES

266



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-61-1-DE
Date de télétransmission : 23/06/2017
Date de réception préfecture : 23/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2017
DÉLIBÉRATION N° 17-61-1

**PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE
MARTINIQUE DES JEUDI 15 ET VENDREDI 16 DÉCEMBRE 2016**

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique des jeudi 15 et vendredi 16 décembre 2016, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-102-1-DE
Date de télétransmission : 23/05/2017
Date de réception préfecture : 23/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE: 23 MAI 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-102-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À LA «CAESM- PLAN LOCAL POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI DANS LE SUD MARTINIQUE – N° MDFSE : 201603920»

L'An deux mille dix-sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européens pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'approbation du PO FSE par la Commission Européenne du 17 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SIEG n°2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et R 7211-1 à D 72-104-16 et en particulier son article L 7224-14;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 25 août 2016 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenariale en date du 15 mars 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 31 mars 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 3 avril 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique, administrateurs à la CAESM n'ont pas assisté au vote ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FSE/CTM d'un montant de deux millions deux cent soixante-quatre mille cent quatre-vingt-dix-neuf euros et quatre-vingt-un centimes (2 264 199,81 €), soit 85,58% de l'assiette éligible de 2 645 551,68 €, est attribuée à la « CAESM - Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi dans le Sud Martinique- n°MDFSE : 201603920 ».

Cette aide est accordée dans le cadre de la subvention globale FSE Inclusion pour la part FSE.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée comme suit :

- Pour la part CTM, s'élevant à trois cent un mille sept cent huit euros et quatre-vingt-huit centimes (301 708,88 €), soit 11,40 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 934-4 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.
- Pour la part FSE, s'élevant à un million neuf cent soixante-deux mille quatre cent quatre-vingt-dix euros et quatre-vingt-treize centimes (1 962 490,93 €), soit 74,18 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 50% en crédit de paiement 2017
- 50% en crédit de paiement 2018.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré en Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-156-1-DE
Date de télétransmission : 18/05/2017
Date de réception préfecture : 18/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N° 17-156-1

AFFICHAGE LE : 18 MAI 2017

**PORTANT AUTORISATION DE SIGNER L'ACTE MODIFICATIF N°1 DU CONTRAT DE
DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC DE TRANSPORT MARITIME DE PASSAGERS
RELATIF A LA DESSERTE DE LA BAIE DE FORT-DE-FRANCE
LIGNE FORT-DE-FRANCE / CASE PILOTE (N°4)
(DSP N°158374)**

L'An deux mille dix sept, le dix huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Michelle BONNAIRE (pouvoir donné à Clément CHARPENTIER-TITY), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à Catherine CONCONNE), Manuella CLEM-BERTHOLO, Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-France TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-claude DUVERGER), Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.7211-1 à L.7331-3, et les articles L.1411-1 et suivants ;

Vu le code des transports, notamment son article L.5714-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l'ordonnance n°2016-65 en date du 29 janvier 2016, relative aux contrats de concessions, notamment l'article 55 ;

Vu le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatifs aux contrats de concessions notamment l'article 36 (alinéas 5 et 6) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le contrat de délégation de service public n°158374 relatif à la desserte maritime de la baie de Fort-de-France notifié le 08 octobre 2015 ;
Vu le projet d'acte modificatif n°1 du contrat de délégation de service public précité ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif, en charge du développement durable, de l'énergie, et de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et la croissance verte (agriculture...), les transports et les sports ;
Vu l'avis émis par la commission d'ouverture des plis pour les délégations de service publics le 19 avril 2017 ;
Vu l'avis favorable émis par la commission transports le 15 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer l'acte modificatif n°1 du contrat de délégation de service public de transport maritime de passagers, relatif à la desserte de la baie de Fort-de-France, conclu avec la Compagnie Martiniquaise de Navigation (SAS).

ARTICLE 2 : Cet acte modificatif joint en annexe, a pour objet d'adapter pour la ligne 4 Fort-de-France (Pointe-Simon) / Case Pilote (Bourg), les conditions d'exécution du contrat susvisé, s'agissant des points suivants :

- les services
- la grille horaire
- la tarification
- la durée.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous actes et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 18 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

DESSERTE MARITIME DE LA BAIE DE FORT-DE-FRANCE

Novembre 2015 / Décembre 2023

DSP N°158374

**Titulaire : Compagnie Martiniquaise de Navigation
SAS**

ACTE MODIFICATIF N°1

AUTORITE DELEGANTE
COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

**Direction Générale Adjointe Infrastructures, Equipement
Direction des Transports**

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC N°158374

Acte modificatif n°1

ACTE MODIFICATIF N°1

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'ordonnance 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, notamment l'article 55,

Vu le décret 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession,

Vu le contrat de délégation de service public n° 158374 relatif à la desserte maritime de la baie de Fort-de-France notifié le 08 octobre 2015,

ENTRE

→ d'une part, **LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE**, représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment autorisé à signer les présentes en vertu de la délibération

Ci-après désigné « L'autorité Délégante »

ET

→ d'autre part, **LA COMPAGNIE MARTINICAISE DE NAVIGATION SAS**, représentée par son représentant légal Monsieur _____, Directeur Général

Forme Juridique : Société par actions simplifiée (SAS)

N° Siret :

Siège Social : Quai Ouest, Terminal Inter-îles 97200 FORT-DE-FRANCE

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

DSP n° 158374
Acte modificatif n°1

PREAMBULE

Par contrat de délégation de service public conclu le 1er octobre 2015, les parties ont convenu de la desserte maritime de la baie de Fort-de-France, selon les termes arrêtés d'un commun accord.

Au titre des 4 lignes de desserte contractualisées, celle de Case Pilote devait débuter le 1er juillet 2016. Or, les conditions de mise en service de cette desserte n'étant pas réunies pour un démarrage à la date indiquée, le lancement de cette ligne a été suspendu.

Suite à l'achèvement des travaux nécessaires à l'organisation de ce service dans les conditions optimales, l'ouverture de cette ligne est désormais envisagée par la CTM.

Le présent acte modificatif vise à définir les modalités de mise en service de la ligne 4.

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACTE MODIFICATIF

Le présent acte modificatif N°1 du contrat de délégation de service public n° 158374 relative à la desserte maritime de la Baie de Fort-de-France, définit les conditions de lancement et d'exploitation de la ligne 4 Fort-de-France Pointe Simon/Case Pilote Bourg, ainsi que les conditions financières.

ARTICLE 2 – MODIFICATIONS DES SERVICES

L'article 10.1alinéa 3 est ainsi modifié : « Il est en outre demandé au délégataire de mettre en place une nouvelle ligne (4) entre Pointe-Simon et Case Pilote Bourg **à compter de la prise d'effet du présent acte modificatif.** »

Les mentions de l'article 10.2 se rapportant à la ligne 4 sont ainsi modifiées :

Ligne 4	FDF/CASE PILOTE/FDF		
	Lundi à vendredi	Samedi	Dimanche
Type de jour			
Nombre de rotations	9	5	
Premier départ de Case-Pilote	6h00	7h30	
Dernier départ de Fort-de-France	18h30	15h30	
Amplitude	5h30 – 19h30	7h00 – 17h00	
Fréquence HP	Cadencement à l'heure		

Nota : les modifications sont portées en italique gras

DSP n° 158374
Acte modificatif n°1

ARTICLE 3 – GRILLE HORAIRE

Les modifications de service, objet de l'article 2 du présent acte modificatif, se traduisent par la grille horaire suivante :

FORT-DE-FRANCE /CASE-PILOTE (Ligne 4)			
Départs de Case-Pilote		Départs de Fort-de-France	
Lundi-vendredi	Samedi	Lundi-vendredi	Samedi
		5h30	
6:00	7:30	6:30	7:00
7:00	9:00	7:30	8:30
8:00	12:00	8:30	11:00
9:00		10:00	12:30
10:30		11:00	
12:00		13:00	
14:30	15:00	15:00	15:30
16:30	17:00	17:00	
17:30		18:30	
19 :00			

DSP n° 158374
Acte modificatif n°1

ARTICLE 4 – GRILLE TARIFAIRE

Une grille tarifaire spécifique à la ligne 4 est mise en place en phase de lancement, et arrêtée comme suit :

Titres	Publics concernés	Périmètre	Prix
Ticket unité aller simple	Tout public	1 destination	2,80 €
Ticket unité aller-retour	Tout public	1 origine-destination	5 €
Titre 12 trajets	Tout public	Toute origine-destination	25 €
Titre 12 trajets réduit	Séniors de 65 ans et plus + Juniors de 5 à 9 ans	Toute origine-destination Non nominatif, présentation documents d'identité à l'achat et au contrôle Validité 6 mois	20 €
Abonnement mensuel	Tout public	Toute origine-destination Nominatif -Usage illimité pendant la période de validité.	80 €
Abonnement mensuel jeunes	Tous les jeunes de 10 à 25 ans	Toute origine-destination Nominatif -Usage illimité pendant la période de validité	70 €
Abonnement mensuel réduit	Personnes dont les ressources sont égales ou inférieures au plafond fixé en application de l'article L861-1 du Code de la sécurité sociale* (Réduction minimum -50 %)	Toute origine-destination Nominatif Usage illimité pendant la période de validité	40 €

Gratuité pour les enfants de moins de 5 ans (date d'anniversaire faisant foi)

Seuls les titres à l'unité sont vendus à bord : l'utilisation des titres de fidélisation est fortement encouragée par le délégataire avec l'appui de l'Autorité organisatrice pour trouver des points de distribution

ARTICLE 5 – DELAI

Le présent acte modificatif vise à définir les conditions de lancement de l'exploitation de la ligne 4 Pointe Simon-Case Pilote Bourg afin de rendre la ligne attractive pour les usagers. Compte tenu de la modification tarifaire et de l'offre de service, ainsi que des incertitudes sur l'accroissement de fréquentation susceptible d'être générée par le tarif de lancement, **le délégataire s'engage à fournir un compte-rendu mensuel conformément à l'article 47.2.**

Au terme d'une période de 12 mois suivant la prise d'effet du présent acte modificatif, les parties conviennent de procéder à un bilan de l'exploitation de la ligne et des attentes de la clientèle.

DSP n° 158374
Acte modificatif n°1

Un délai maximal de 6 mois de traitement administratif (bilan, négociation, examen par les commissions et instances délibérantes) **est prévu pour procéder aux adaptations qui pourraient être rendues nécessaires.**

Durant ce délai, l'exécution du contrat se poursuivra aux conditions définies par le présent acte modificatif. La durée totale maximale de l'acte modificatif est ainsi fixée à 18 mois.

Dans l'hypothèse où aucune modification ne serait apportée, le présent acte se poursuit jusqu'à l'échéance du contrat.

ARTICLE FINAL

Toutes les clauses et conditions générales de la délégation de service public initiale demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent acte modificatif, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Fait en un seul original

A _____, le
(Mention manuscrite "Lu et approuvé")

Signature du Délégué,

A _____, le
L'Autorité Délégante
Monsieur le Président du Conseil Exécutif

VISAS :

Est accepté le présent acte modificatif
Pour valoir acte d'engagement

Date d'effet de l'acte modificatif :

Reçu notification de l'acte modificatif
A _____, le



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-157-1-DE
Date de télétransmission : 23/06/2017
Date de réception préfecture : 23/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N°17-157-1

PORTANT MODIFICATION DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL RÉGIONAL DE MARTINIQUE N°s 12-995-1, 15-64-2, 15-1233-1, 15-2304-2, 15-2304-4 ET 15-2304-5

L'An deux mille dix-sept, le dix-huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Catherine CONCONNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-Claude DUVERGER), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Régional Martinique n°12-995-1 du 10 juillet 2012 portant octroi de subventions à divers établissements ;

Vu la délibération du Conseil Régional Martinique n°15-64-2 du 20 janvier 2015 portant octroi d'une subvention exceptionnelle au lycée Saint-Joseph de Cluny pour son projet d'immersion dans les grandes écoles intitulé « accompagnement vers l'excellence » ;

Vu la délibération du Conseil Régional Martinique n°15-1233-1 du 21 juillet 2015 portant octroi d'une subvention à différents établissements (organisation de voyages pédagogiques et culturels) ;

Vu la délibération du Conseil Régional Martinique n° 15-2304-2 du 17 novembre 2015 portant octroi de subventions à divers lycées pour l'organisation de voyages éducatifs et culturels ;

Vu la délibération du Conseil Régional Martinique n°15-2304-4 du 17 novembre 2015 portant octroi de subventions à divers lycées pour l'organisation de voyages éducatifs et culturels ;
Vu la délibération du Conseil Régional Martinique n°15-2304-5 du 17 novembre 2015 portant stages à l'international ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Sylvia SAITHSOOTHANE, conseillère exécutive en charge de l'éducation, des collèges et des lycées ;
Vu l'avis émis par la commission éducation jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 11 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Les articles 2 des délibérations du Conseil Régional de Martinique n° 12-995-1, 15-64-2, 15-1233-1, 15-2304-2, n° 15-2304-4 et n° 15-2304-5 susvisées sont modifiés comme suit :

« La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique. »

ARTICLE 2 : Les autres dispositions des délibérations mentionnées à l'article 1 demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-162-1-DE
Date de télétransmission : 23/06/2017
Date de réception préfecture : 23/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N°17-162-1

AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2017

PORTANT REJET DE LA DEMANDE D'AIDE EXCEPTIONNELLE SOUS LA FORME D'UNE AVANCE REMBOURSABLE SOLLICITÉE PAR LA SARL SPORTS CENTER

L'An deux mille dix-sept, le dix-huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Catherine CONCONNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-Claude DUVERGER), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le Règlement (UE) N° 1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;

Vu le règlement (UE) n°651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 15 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La demande d'avance remboursable d'un montant de deux cent mille euros (200 000 €) sollicitée par la société SPORTS CENTER est rejetée.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 15 abstentions, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-163-1-DE
Date de télétransmission : 13/06/2017
Date de réception préfecture : 13/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N°17-163-1
AFFICHAGE LE : 13 JUIN 2017

**PORTANT ACCEPTATION DE LA RETROCESSION PAR L'ÉTAT
À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
DU RELIQUAT DU DOMAINE DE TIVOLI CADASTRÉ SECTION K N° 1247**

L'An deux mille dix-sept, le dix-huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Catherine CONCONNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-Claude DUVERGER), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu l'arrêté interministériel du 30 juin 1948 portant dévolution des biens de l'ancienne colonie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 02 janvier 2017 portant remise du domaine de TIVOLI situé rue Paul VALERE, quartier TIVOLI, 97200 Fort-de-France à la Collectivité Territoriale de la Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;

Vu la lettre du 23 janvier 2017 du Préfet de Région informant de la remise à la Collectivité Territoriale de Martinique de cet ensemble immobilier ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 12 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Considérant que cet ensemble immobilier n'est plus utile aux besoins de l'État ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est acceptée la remise par l'État à la Collectivité Territoriale de Martinique de l'ensemble immobilier (terrain et bâtiments) cadastré section K n° 1247, d'une superficie de 5 054 m² et sis rue Paul VALERE à Tivoli, Fort-de-France.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

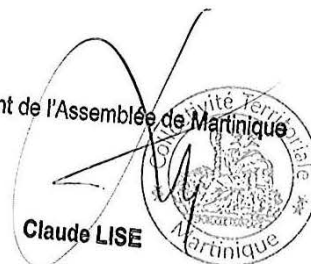
ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-163-2-DE
Date de télétransmission : 13/06/2017
Date de réception préfecture : 13/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N°17-163-2

AFFICHAGE LE : 13 JUIN 2017

PORTANT ACCEPTATION DE LA RÉTROCESSION PAR L'ÉTAT À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DE L'EX CASERNE DE GENDARMERIE DU CARBET CADASTRÉE SECTION A N°S 224 ET 225

L'An deux mille dix-sept, le dix-huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Catherine CONCONNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-Claude DUVERGER), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu l'arrêté interministériel du 30 juin 1948 portant dévolution des biens de l'ancienne colonie ;
Vu l'arrêté préfectoral du 02 janvier 2017 portant remise de la caserne de gendarmerie du Carbet situé route de Saint-Pierre lieu dit quartier le Four, 97221 le Carbet à la Collectivité Territoriale de la Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;

Vu la lettre du 23 janvier 2017 du Préfet de Région informant de la remise à la Collectivité Territoriale de Martinique de cet ensemble immobilier ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 12 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Considérant que l'ancienne caserne de gendarmerie du Carbet n'est plus utile aux besoins de l'État ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est acceptée la remise par l'Etat à la Collectivité Territoriale de Martinique de l'ancienne caserne de gendarmerie du Carbet, cadastrée section A n^{os} 224 et 225 et sise route de Saint-Pierre, au quartier « Le Four » au Carbet.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-165-1-DE
Date de télétransmission : 13/06/2017
Date de réception préfecture : 13/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 JUIN 2017
DÉLIBÉRATION N°17-165-1

**PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION POUR LE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES
PARAMÉDICALES ET DE SAGES-FEMMES AGRÉÉES AU TITRE DE L'ANNÉE 2017**

L'An deux mille dix-sept, le dix-huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Catherine CONCONNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-Claude DUVERGER), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 11 mai 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 15 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de deux millions six cent vingt mille euros (2 620 000 €) au centre hospitalier universitaire de Martinique (CHUM), pour le fonctionnement de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI), de l'Institut de Formation des Masseurs Kinésithérapeutes, de l'Ecole IBODE et de l'Ecole de sages-femmes au titre de l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique, et versée selon les modalités fixées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer la convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 17-165-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

**CONVENTION N°17- -1
ENTRE LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE
MARTINIQUE ET LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE
MARTINIQUE POUR LE FONCTIONNEMENT DES
INSTITUTS PARAMEDICAUX ET DE SAGES-FEMMES
AGREES**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ; au 3^{ème} alinéa de son article 10, l'obligation de conclure une convention avec tout organisme de droit privé s'applique aux subventions dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 €.

Vu la délibération n° 16-418-1 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017,

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, rue Gaston Defferre CS 50601 97261 FORT-DE-FRANCE CEDEX représenté par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité par délibération n° 15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président, d'une part,

Et

Le Centre Hospitalier Universitaire de Martinique BP 632 - 97261 Fort-de-France, Représenté par son Directeur général, Monsieur d'autre part, ci-après dénommé « le CHUM » ou « le bénéficiaire »

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement de la dotation accordée au Centre Hospitalier Universitaire de Martinique(CHUM) à titre de participation de la Collectivité Territoriale de Martinique aux dépenses de fonctionnement : de l'Ecole de Sages-femmes, de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI), de l'Institut de Formation des Masseurs Kinésithérapeutes (IFMK) et de l'Ecole d'Infirmiers au Bloc Opératoire (IBODE) au titre de l'exercice 2017.

Article 2 : Dispositions financières

La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au CHUM une dotation d'un montant de **deux millions six cent vingt mille euros (2 620 000 €)** au titre de l'exercice 2017 la subvention au Centre hospitalier Universitaire de Martinique, pour le fonctionnement de pour le fonctionnement des structures mentionnées à l'article 1 ci-dessus.

Ces crédits sont prélevés sur le chapitre 932 sous fonction 27 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017.

Cette subvention, d'un montant de **2 620 000 €**, sera liquidée comme suit:

- **1 310 000 €**, représentant 50 % de la subvention dès la notification de la convention signée des deux parties,
- 30 % sur présentation des justificatifs de l'utilisation des sommes déjà versées au titre des exercices antérieurs,
- Le solde sur présentation des dépenses réalisées et d'un bilan qualitatif, quantitatif et financier de l'exercice 2017, certifié par le responsable financier chargé de la certification des comptes du CHUM.

Article 3 : Obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de cofinancements,

- faciliter le contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique de l'utilisation des fonds alloués ;

➤ **Obligations financières et comptables**

Il s'engage à fournir:

- ✓ dès leur approbation, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) du dernier exercice clôt, certifiés par le comptable supérieur et arrêtés par le conseil de surveillance comme le prévoit les articles R-6145-43 et suivants du code de la santé publique.
- ✓ le compte d'emploi de la subvention allouée et distinguer pour ce faire dans ses écritures la comptabilité propre à chaque formation (formation initiale),

Il s'engage en outre à :

- ✓ informer la Collectivité Territoriale de Martinique des autres subventions demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention,
- ✓ fournir, le cas échéant, le dernier bilan pédagogique et financier prévu aux articles L.4151-9, L4244-1 et L.4383-1 du code de la santé publique.

➤ **Obligations en matière de communication**

Le bénéficiaire s'engage à faire figurer sur tous ses documents publics de communication et de promotion le logotype de la Collectivité Territoriale de Martinique et à préciser que la formation est financée par la Collectivité Territoriale de Martinique. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Collectivité Territoriale selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

La Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Les photos pourront aussi être librement utilisées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Les services concernés de la Collectivité Territoriale de Martinique sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

➤ **Obligations à l'égard des étudiants**

- ✓ proposer à tout candidat, à titre d'information, avant la réalisation de toute action, un document descriptif présentant les objectifs, le contenu et le coût de cette action, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique, l'échéancier de paiement ainsi que le coût éventuel restant à la charge de l'étudiant
- ✓ préciser à tout candidat les frais d'inscription acquis au bénéficiaire en toutes circonstances,
- ✓ préciser à tout candidat les frais qui lui seront remboursés ou pas, par la structure en cas d'un abandon à son initiative ou en cas de force majeure, au prorata de la durée effectuée,
- ✓ fournir le règlement intérieur conformément aux dispositions de l'arrêté du 15 juillet 1986 relatif à l'agrément et au fonctionnement des écoles de sages-femmes, de l'arrêté du 21 avril 2007 relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux et des articles D4311-16 à D4311-23 du Code de la Santé Publique relatif à l'organisation des études.
- ✓ s'assurer de la protection sociale des étudiant-e-s.

➤ **Suivi des diplômés**

Outre le rapport d'activité visé à l'article 2, le CHUM s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice, un rapport faisant notamment apparaître :

✓ ***Le taux de diplômés concernant les formations de l'année***

Ce taux revêt une grande importance pour la Collectivité Territoriale de Martinique dans la mesure où celui-ci servira pour l'évaluation quantitative du dispositif.

✓ **Taux de placement à 6 mois du dispositif diplômant**

1^{er} ratio : nombre de diplômés ayant été recrutés par rapport aux lauréats.

Nombre de diplômés placés/ Nombre de diplômés sortis du dispositif

2^{ème} ratio : nombre de diplômés embauchés par rapport au nombre de stagiaires ayant suivi la formation.

Article 4 : Annulation – Reversement

En cas de non exécution des prestations afférentes à la présente convention ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le CHUM.

Article 5 : Date d'effet

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} Janvier 2017 et prendra fin lorsque les parties auront rempli leurs engagements respectifs.

Article 6 : Litiges

Chacun des cocontractants tentera de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre eux à propos de l'interprétation ou de l'exécution des termes de la présente convention.

En cas de non aboutissement amiable, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

Fait à Fort-de-France,

**Le Directeur Général du Centre
Hospitalier Universitaire de Martinique**

**Le Président du Conseil
exécutif de la Collectivité Territoriale
de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-166-1-DE
Date de télétransmission : 07/06/2017
Date de réception préfecture : 08/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 8 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N°17-166-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UN COMPLÉMENT DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À L'URASS-IFMES AU TITRE DE L'ANNÉE 2017

L'An deux mille dix-sept, le dix-huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Catherine CONCONNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-Claude DUVERGER), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 11 mai 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 15 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'U.R.A.S.S. une subvention d'un montant de un million cinq cent vingt-cinq mille deux cents euros (1 525 200 €) pour le fonctionnement de l'institut de formation aux métiers éducatifs, sanitaires et sociaux (I.F.M.E.S) au titre de l'année 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de la Martinique, et versée selon les modalités fixées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer la convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-166-1



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

**CONVENTION N° 17- RELATIVE A L'OCTROI D'UNE
SUBVENTION
ENTRE L'U.R.A.S.S ET LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE
MARTINIQUE POUR LE FONCTIONNEMENT DE L'I.F.M.E.S**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ; au 3^{ème} alinéa de son article 10, l'obligation de conclure une convention avec tout organisme de droit privé s'applique aux subventions dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 €.

Vu la délibération n° 16-418-1 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, rue Gaston Defferre CS 50601 97261 FORT-DE-FRANCE CEDEX représenté par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité par délibération n° 15-0003 de l'assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président, d'une part

Et

L'Union Régionale des Associations du Secteur Social, Immeuble Pythagore, 30 lotissement Dillon Stade, 97252 Fort-de-France, représentée par le Président du Conseil d'administration de l'U.R.A.S.S, monsieur
; d'autre part, ci-après dénommée « URASS-IFMES » ou le bénéficiaire

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement de la subvention de fonctionnement accordée à l'U.R.A.S.S, destinées à couvrir une partie des dépenses prévisionnelles de l'Institut de Formations aux Métiers Educatifs Sanitaires et Sociaux (I.F.M.E.S) au titre de l'année 2017.

Article 2 : Dispositions financières

La Collectivité territoriale de Martinique s'engage à verser une subvention de montant de **un million cinq cent vingt-cinq mille deux cent euros (1 525 200 €)** au titre de la subvention 2017 à l'U.R.A.S.S, pour le fonctionnement de l'Institut de Formations aux Métiers Educatifs Sanitaires et Sociaux (I.F.M.E.S) .

Ces crédits sont prélevés sur le chapitre 932 du budget territorial au titre de l'exercice 2017.

Cette subvention, d'un montant de **1 525 200 €** sera liquidée conformément à

l'échéancier suivant :

- **763 000 €**, dès la notification de la convention signée des deux parties,
- **30 %** sur présentation d'un bilan intermédiaire pour l'exercice 2017,
- Le solde sur présentation d'un bilan qualitatif et quantitatif et financier de l'exercice 2017 certifié par le responsable financier chargé de la certification des comptes de l'I.F.M.E.S.

Article 3 : Obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de cofinancements,
- faciliter le contrôle par la Collectivité territoriale de l'utilisation des fonds alloués ;

➤ **Obligations financières et comptables**

Il s'engage à fournir, lors de la demande de subvention:

- ✓ le budget
- ✓ dès leur approbation, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) du dernier exercice clôt, certifiés par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L 822-1 du code de commerce
- ✓ le compte d'emploi de la subvention allouée et distinguer pour ce faire dans ses écritures la comptabilité propre à chaque formation (formation initiale),
- ✓ la fiche pédagogique certifiant de l'ouverture des formations

Il s'engage en outre à :

- ✓ informer la Collectivité des autres subventions demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention,
- ✓ fournir, le cas échéant, le dernier bilan pédagogique et financier prévu aux articles L 920-5, L 920-8 et R 921-7 du Code du Travail.

➤ **Obligations en matière de communication**

Le bénéficiaire s'engage à faire figurer sur tous ses documents publics de communication et de promotion le logotype de la Collectivité Territoriale de Martinique et à préciser que la formation est financée par la Collectivité Territoriale de Martinique. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Collectivité selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

La Collectivité se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers. Les photos pourront aussi être librement utilisées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Les services concernés de la Collectivité Territoriale de Martinique sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

➤ **Obligations à l'égard des étudiants**

- ✓ proposer à tout candidat, à titre d'information, avant la réalisation de toute action, un document descriptif présentant les objectifs, le contenu et le coût de cette action, la participation financière de la Collectivité, l'échéancier de paiement ainsi que le coût éventuel restant à la charge de l'étudiant
- ✓ préciser à tout candidat les frais d'inscription acquis au bénéficiaire en toutes circonstances,
- ✓ préciser à tout candidat les frais qui lui seront remboursés par la structure en cas d'un abandon à son initiative ou en cas de force majeure, au prorata de la durée effectuée,
- ✓ fournir le règlement intérieur conformément aux dispositions des articles L.6352-3 et suivants du code du Travail,
- ✓ s'assurer de la protection sociale des étudiant-e-s.

➤ **Suivi des diplômés**

Outre le rapport d'activité visé à l'article 2, l'URASS s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice, un rapport faisant notamment apparaître :

✓ ***Le taux de diplômés concernant les formations de l'année***

Ce taux revêt une grande importance pour la Collectivité dans la mesure où celui-ci servira pour l'évaluation quantitative du dispositif.

✓ ***Taux de placement à 6 mois du dispositif diplômant***

1^{er} ratio : nombre de diplômés ayant été recrutés par rapport aux lauréats.

Nombre de diplômés placés/ Nombre de diplômés sortis du dispositif

2^{ème} ratio : nombre de diplômés embauchés par rapport au nombre de stagiaires ayant suivi la formation.

Article 4 : Annulation – Reversement

En cas de non exécution des prestations afférentes à la présente convention ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par l'URASS.

Article 5 : Date d'effet

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} Janvier 2017 et prendra fin lorsque les parties auront rempli leurs engagements respectifs.

Article 6 : Litiges

Chacun des cocontractants tentera de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre eux à propos de l'interprétation ou de l'exécution des termes de la présente convention.

En cas de non aboutissement amiable, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

Fait à Fort-de-France,

**Le Président du Conseil
d'Administration de l'URASS**

**Le Président du Conseil
exécutif de la Collectivité Territoriale
De Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-167-1-DE
Date de télétransmission : 13/06/2017
Date de réception préfecture : 13/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N°17-167-1
AFFICHAGE LE : 13 JUIN 2017

**PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION AU PÔLE MARTINIQUE DE L'UNIVERSITÉ
DES ANTILLES AU TITRE DE L'ANNÉE 2017**

L'An deux mille dix-sept, le dix-huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Catherine CONCONNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-Claude DUVERGER), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 11 mai 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 15 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est accordée une subvention d'un montant d'un million cent mille euros (1 100 000 €) au Pôle Martinique de l'Université des Antilles pour la réalisation des appels à projets et des investissements du Pôle Martinique au titre de l'année 2017 répartis comme suit :

- Sept cent quatre-vingt-dix-huit mille sept cent quatre-vingt-dix-huit euros (798 798 €) au titre du fonctionnement
- Trois cent un mille deux cent deux euros (301 202 €) au titre de l'investissement.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique aux chapitres 932 pour le fonctionnement et 902 pour l'investissement, et est versée selon les modalités fixées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer la convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

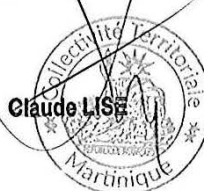
ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



ANNEXE A LA DELIBERATION N°17-167-1



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

**CONVENTION N° 17-
ENTRE L'UNIVERSITE DES ANTILLES ET LA COLLECTIVITE
TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR LE FONCTIONNEMENT
DU POLE MARTINIQUE**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1,

Vu la délibération n° 16-418-1 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, rue Gaston Defferre CS 50601 97261 FORT-DE-FRANCE CEDEX représenté par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité aux présentes par délibération n° 17... de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance de ... mai 2017,

Et

L'UNIVERSITE DES ANTILLES, Pôle Martinique Campus de SCHOELCHER BP 7209 97275 SCHOELCHER représentée par **Madame la Vice- Présidente** d'autre part, ci-après dénommée le bénéficiaire

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions de partenariat entre la **Collectivité territoriale de Martinique** et le Pôle Martinique de l'Université des Antilles au titre de l'année 2017.

Article 2 : Engagements de la Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité territoriale de Martinique s'engage à verser une subvention **d'un million cent mille euros (1 100 000 €)** répartie comme suit :

- **301 202 euros** au titre des investissements pour le développement des infrastructures du Pôle Martinique de l'Université des Antilles,
- **798 798 euros** au titre du fonctionnement du Pôle et de la mise en œuvre des appels à projets

Ces crédits sont prélevés sur le chapitre 932 pour le fonctionnement et le chapitre 902 pour l'investissement

Cette subvention, d'un montant global de **1 100 000€**, sera liquidée conformément à l'échéancier suivant :

- 50 % des dotations d'investissement et de fonctionnement prévues ci-dessus
- 30 % desdites dotations sur présentation des justificatifs de l'utilisation des sommes déjà perçues au titre des exercices antérieurs,
- Les soldes respectifs sur présentation de bilans qualitatifs et quantitatifs et financiers de l'exercice 2017 certifiés par l'agent comptable chargé de la certification des comptes de l'Université des Antilles.

Article 3 : Engagements de l'Université des Antilles

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation des projets
- réaliser le programme d'actions tel qu'arrêté conjointement

- faciliter le contrôle par la Collectivité territoriale de l'utilisation des fonds alloués notamment par l'accès à toutes pièces justificatives de dépenses et tout document dont la production serait jugée utile
- présenter un bilan d'exécution du programme d'actions
- faire mention de la participation de la Collectivité sur tous les documents écrits, sonores, audiovisuels rendus publics. Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Les services concernés de la Collectivité Territoriale de Martinique sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus.

Article 4 : Annulation – Reversement

En cas de non exécution des prestations afférentes à la présente convention ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par l'UA

Article 5 : Date d'effet

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} Janvier 2017 et prendra fin lorsque les parties auront rempli leurs engagements respectifs.

Article 6 : Litiges

Chacun des cocontractants tentera de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre eux à propos de l'interprétation ou de l'exécution des termes de la présente convention.

En cas de non aboutissement amiable, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

Fait à Fort-de-France, le

La Vice-Présidente du Pôle Martinique
Exécutif de la
Martinique

Le Président du Conseil
Collectivité de



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-168-1-DE
Date de télétransmission : 13/06/2017
Date de réception préfecture : 13/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-168-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 JUIN 2017

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CARBET DES SCIENCES POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS 2017

L'An deux mille dix-sept, le dix-huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Catherine CONCONNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-Claude DUVERGER), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération n° 16-418-1 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu la demande formulée par le Carbet des Sciences en date du 21 novembre 2016 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 11 mai 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 15 mai 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de deux cent cinquante-huit mille soixante-treize euros (258 073 €) à l'association Carbet des Sciences pour la réalisation de son programme d'activités au titre de l'année 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Glaude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-169-1-DE
Date de télétransmission : 13/06/2017
Date de réception préfecture : 13/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N°17-169-1

AFFICHAGE LE : 13 JUIN 2017

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CARBET DES SCIENCES POUR LA RÉALISATION DE LA PHASE 1 DU PROJET DE CONSTRUCTION DU CENTRE DE CULTURE SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE (CCSTI)

L'An deux mille dix-sept, le dix-huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Catherine CONCONNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-Claude DUVERGER), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération n°16-418-1 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu la demande formulée par le Carbet des Sciences en date du 21 novembre 2016 ;

Vu la décision n°2012-IEEC-007 du 2 janvier 2013 relative au financement de l'ANRU par les investissements d'avenir dans le cadre du projet « Territoires de la CSTI » ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu la convention pluriannuelle relative au projet « Territoires de la CSTI » entre l'ANRU et l'association « Territoires de la CSTI » en date du 4 décembre 2013 ;
Vu la convention pluriannuelle relative au projet « Territoires de la CSTI » entre l'association « Territoires de la CSTI » et le Carbet des Sciences en date du 7 avril 2014 ;
Vu l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle entre l'agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) et l'association « Territoires de la CSTI » en date du 3 juillet 2014 ;
Vu l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle entre l'association « Territoires de la CSTI » et le Carbet des Sciences ;
Vu la convention de mise à disposition du foncier entre la commune de Saint-Joseph et le Carbet des Sciences en date du 7 février 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la Commission Éducation, Jeunesse, Enseignement supérieur recherche et innovation le 11 mai 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 15 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de sept cent mille euros (700 000 €) à l'association Carbet des Sciences pour la réalisation de la phase 1 du projet de construction du centre culturel scientifique, technique et industriel de Martinique (CCSTI).

Le coût total de la phase 1 du projet s'élève à un million quatre cent mille euros (1 400 000 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique selon la programmation prévisionnelle suivante :

- 560 000 € imputable à l'exercice 2018
- 140 000 € imputable à l'exercice 2019.

ARTICLE 3 : La subvention mentionnée à l'article 1 sera versée selon les modalités établies par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tous actes et tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170518-17-179-1-DE
Date de télétransmission : 13/06/2017
Date de réception préfecture : 13/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 13 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N°17-179-1

PORTANT COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX

L'An deux mille dix-sept, le dix-huit mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir à Catherine CONCONNE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jean-Claude DUVERGER), Marius NARCISSOT (pouvoir donné à Richard BARTHELERY), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-2-1 du 5 janvier 2016 donnant délégation générale d'attributions en matières contentieuses – autorisation d'intenter des actions en justice et de défendre aux actions intentées, de déposer plainte et de se constituer partie civile au nom de la collectivité territoriale ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-49-1 du 29 mars 2016 portant remplacement de la délibération n°16-2-1 du 5 janvier relative aux actions contentieuses de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation confiée à Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de contentieux pour la période du 10 mars au 19 avril 2017.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-180-1-DE
Date de télétransmission : 13/06/2017
Date de réception préfecture : 13/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 JUIN 2017
DÉLIBÉRATION N°17-180-1

**PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN D'INTERVENANTS
EXTÉRIEURS À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DANS LE CADRE DE LA
DEUXIÈME RÉUNION BILATÉRALE ENTRE LES PRÉSIDENTS DES CONSEILS RÉGIONAUX DE LA
MARTINIQUE ET DE LA GUADELOUPE LE 23 JANVIER 2015**

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 adoptant le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu la saisine du représentant de l'Etat en date du 24 Mars 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 16 mai 2017;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la prise en charge par la Collectivité Territoriale de Martinique des frais de transport aérien de Messieurs générés lors de leur déplacement en Guadeloupe en qualité d'intervenants extérieurs à la collectivité régionale, dans le cadre de la réunion bilatérale entre les deux Présidents des Conseils régionaux de Martinique et de Guadeloupe.

Le montant de ces frais s'élève à sept cent vingt-neuf euros vingt-huit centimes (729,28 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

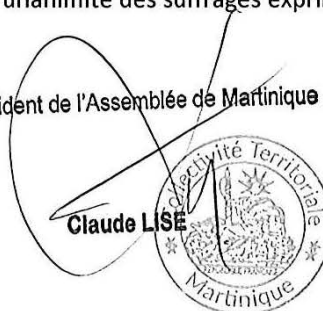
ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-181-1-DE
Date de télétransmission : 13/06/2017
Date de réception préfecture : 13/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-181-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 JUIN 2017

PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN DE PARTICIPANTS AU CHAMPIONNAT EUROPÉEN DES MINI-ENTREPRISES À BERLIN

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 adoptant le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 16 mai 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la prise en charge des frais de transport aérien de participants au championnat européen des mini-entreprises, organisé à Berlin par l'Entreprise Pour Apprendre, pour un montant de onze mille trois cent quarante trois euros trente trois centimes (11 343,33 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-182-1-DE
Date de télétransmission : 29/05/2017
Date de réception préfecture : 29/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N°17-182-1
AFFICHAGE LE : 29 MAI 2017

**PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT ET D'HÉBERGEMENT DES
PARTICIPANTS DES PAYS DE LA CARAÏBE AU COMITÉ DE PILOTAGE DU PROJET CYCLOTRON
DU 4 MAI 2017**

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 adoptant le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 16 mai 2017;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la prise en charge des frais de transport et d'hébergement des participants listés ci-dessous au comité de pilotage du projet Cyclotron du 4 mai 2017 :

- Madame
- Monsieur
- Monsieur
- Monsieur

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.


ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-183-1-DE
Date de télétransmission : 13/06/2017
Date de réception préfecture : 13/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N°17-183-1
AFFICHAGE LE : 13 JUIN 2017

PORTANT PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN DU RÉVÉREND JESSE JACKSON ET DE MONSIEUR JONATHAN JACKSON ENTRE LA GUADELOUPE ET LA MARTINIQUE LORS D'UNE VISITE OFFICIELLE EN MARTINIQUE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 adoptant le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 16 mai 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la prise en charge des frais de transport aérien de Monsieur Jesse Jackson et de Monsieur Jonathan Jackson, invités à animer une conférence publique pour le compte du Conseil Régional de Martinique. Les frais de transport s'élèvent à un montant de quatre cent vingt euros (420 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-184-1-DE
Date de télétransmission : 29/05/2017
Date de réception préfecture : 29/05/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique AFFICHAGE LE : 29 MAI 2017

DÉLIBÉRATION N°17-184-1

PORTANT DISPOSITIF CADRE POUR LA PRISE EN CHARGE PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DES FRAIS DE TRANSPORT ET D'HÉBERGEMENT AU BÉNÉFICE DE TIERS

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 adoptant le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 16 mai 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;


ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour décider par arrêté délibéré pris en Conseil Exécutif de la prise en charge des frais de transport, hébergement et restauration au bénéfice de tiers.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 29 voix pour et 16 voix contre, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-186-1-DE
Date de télétransmission : 07/06/2017
Date de réception préfecture : 08/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N°17-186-1

APPICHAGE LE : 8 JUIN 2017

PORTANT AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC LA SOCIÉTÉ EXODATA

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil et en particulier ses articles 2044 et 2058 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 11 janvier 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société EXODATA d'un montant de deux mille six cent quarante-quatre euros (2 644 €), suite à la réalisation de prestations d'hébergement de deux applications (Gimaweb et ODM).

L'indemnité est versée dans un délai maximum de 30 jours suivant la notification de la convention de ladite transaction à la société.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision, notamment la convention transactionnelle y afférente.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





ANNEXE A LA DELIBERATION 17-186-1

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

CONVENTION DE TRANSACTION

ENTRE

*La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE représentée par
le Président du Conseil exécutif, Alfred MARIE-JEANNE, et désignée ci-
après par le terme :
« La Collectivité »*

d'une part,

ET

*La Société EXODATA représentée par Mr
cet effet et désigné ci-après par le terme :*

habilité à

« EXODATA »

Vu le Code Civil et notamment ses articles 1371 et 2044 à 2058,

Vu la délibération n°17-.-1 de l'Assemblée de Martinique en date du 2017 portant autorisation de signer une convention transactionnelle avec la société EXODATA suite à l'hébergement des applications GIMAWEB et ODM

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

La Collectivité a confié à la société Exodata en Octobre 2015, l'hébergement des applications GimaWeb et ODM et ce jusqu'au 31/12/2015 ; et a renouvelé la prestation pour 1 période de 6 mois allant du 1/01 au 31/05/16 par bon de commande N° 2015-4328 en date du 13/12/2015 signé par le Directeur des Systèmes d'Information conformément au règlement en vigueur à l'ex-Conseil Général.

Afin d'assurer la continuité de service, il a été demandé à EXODATA de fournir un devis pour une période supplémentaire de 6 mois, du 1/06 au 31/12/2016.

Ce devis n'ayant pas été validé par un bon de commande, EXODATA a tout de même poursuivi sa prestation d'hébergement au-delà de la date de fin de contrat initial.

Le devis pour la période du 1/06 au 31/12/2016 s'élevait à :

- GimaWeb : 2 580 € HT
- ODM : 1 120 € HT

Soit un total de : 3 700 € HT

Un mail de résiliation a été transmis le 9 Septembre 2016 pour un arrêt de la prestation au 30/09/16. Après négociation, un nouveau devis a donc été transmis pour 1 période de 4 mois (période du 1/06-30/09/16) :

- GimaWeb : 2 064 € HT
- ODM : 580 € HT

Soit un total de : 2 644 € HT

Il ne peut être proposé le règlement de ses prestations en l'état, faute de support contractuel pendant la période du 1/06/16 au 30/09/16.

Les prestations ayant été effectivement effectuées, il est proposé de verser, à EXODATA, une indemnité globale, forfaitaire et définitive d'un montant de 2 644 €.

Par ailleurs, ce dossier présenté pour avis à la commission d'appels d'offres du 11/01/17 a reçu un avis favorable.

ARTICLE 1

En raison des difficultés d'ordre juridique exposées dans le préambule de la présente convention, qui n'ont pu permettre le mandatement de la somme due au profit de la société EXODATA, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser à cette entreprise, qui renonce à tous intérêts, une indemnité correspondant à des prestations effectivement réalisées.

Cette indemnité s'élève à **2 644,00 €**.

Le montant de l'indemnité sera versé dans un délai maximum de 30 jours suivant la notification de la présente transaction à la société.

ARTICLE 2 : Condition résolutoire

La présente convention transactionnelle sera résolue de plein droit et considérée comme nulle et non avenue, sans aucune formalité, pour le cas où la Collectivité ne procéderait pas, dans les délais prévus, au versement de la somme énoncée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 3 : Effets de la transaction

Cette transaction est soumise aux dispositions des articles 2044 à 2058 du Code civil, avec toutes conséquences de droit.

La société EXODATA s'engage donc, contre l'exécution des présentes par la Collectivité, à renoncer à tous autres droits, actions et prétentions et par conséquent, à n'introduire aucune instance ou action ayant pour objet le paiement des prestations réalisées.

**Directeur Général
Exodata**

Le Président du Conseil Exécutif

Alfred MARIE-JEANNE
dûment habilité par la délibération
n°15-0003 du 18 décembre 2015
de l'Assemblée Plénière



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-187-1-DE
Date de télétransmission : 13/06/2017
Date de réception préfecture : 13/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 13 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N°17-187-1

PORTANT AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ÉTABLISSEMENT ET SERVICE D'AIDE PAR LE TRAVAIL KARAIBA

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil et en particulier ses articles 1371, 2044 et 2058 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 22 mars 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Considérant les prestations réalisées par l'établissement et service d'aide par le travail « KARAIBA » ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à l'établissement et service d'aide par le travail « KARAIBA », de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec l'établissement et service d'aide par le travail « KARAIBA », ayant pour objet le dédommagement des prestations de l'entretien des espaces verts réalisées à l'écomusée de Martinique, sis à Rivière-Pilote.

ARTICLE 2 : L'établissement et service d'aide par le travail « KARAIBA » percevra selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de six mille six cent soixante-dix euros (6 670 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision, notamment la convention transactionnelle y afférente.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE A LA DELIBERATION 17-187-1

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Fort-de-France, le

CONVENTION DE TRANSACTION

ENTRE : La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, représentée par son Président, Monsieur Alfred MARIE JEANNE, désigné ci-après par le terme : « *CTM* »

d'une part,

ET : L'ETABLISSEMENT ET SERVICE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - ESAT KARAIBA, représenté par son Directeur, Monsieur désigné ci-après par le terme : « *La Société* »

D'autre part

Imputation budgétaire :

Chapitre : 933 - 314

Article : 61521 (*Entretien terrains*)

ANNEXE A LA DELIBERATION 17-187-1

Soucieuses de parvenir à un règlement amiable pour le paiement de ces factures, les parties se sont rapprochées et ont convenu de transiger ; d'où la présente proposition de convention transactionnelle en vue du règlement des factures en cause, arrêté au montant total de :

- SIX MILLE SIX CENT SOIXANTE DIX EUROS (6 670 €) se décomposant ainsi :
 - ✓ MILLE CENT SOIXANTE EUROS (1 160 €) au titre de l'année 2015
 - ✓ CINQ MILLE CINQ CENT DIX EUROS (5 510 €) au titre de l'année 2016.
- Ainsi, tel que le prévoit l'Article 2044 du Code Civil, il est proposé de procéder à « un contrat écrit par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître », la convention transactionnelle, objet dudit document.

Ainsi,

- Vu le Code Civil et notamment les articles 1371 et 2044 à 2058
- Vu l'avis favorable en date du du représentant du Pouvoir Adjudicateur pour la passation de la présente convention,
- Vu la Délibération n° en date du de l'Assemblée Plénière portant autorisation de signer la présente convention

Article 1 : Objet du contrat

Le présent contrat, établi en vertu des articles 2044 et suivants du Code Civil, a pour objet de solder les devoirs et obligations nés entre les parties suite à la réalisation de l'entretien des espaces verts du site de l'Ecomusée de Rivière Pilote.

La présente transaction est donc revêtue, conformément aux termes de l'article 2052 du même Code, de l'autorité de la chose jugée.

Article 2 : Versement d'une indemnité forfaitaire à la Société ESAT KARAIBA

En raison des difficultés d'ordre juridique exposées dans le préambule de la présente convention, la CTM s'engage à verser à cet établissement à but non lucratif qui renonce à tous intérêts, une indemnité correspondant au montant des prestations effectivement réalisées.

ANNEXE A LA DELIBERATION 17-187-1

Cette indemnité s'élève à 6 670 €.

Elle sera versée dans un délai maximum de 30 jours suivant la notification de la présente transaction à l'Etablissement.

Article 3 : Documents contractuels

Le prestataire annexera, au présent contrat, l'ensemble des factures relatives au montant total des prestations réalisées.

Article 4 : Attestation de service fait

La Collectivité Territoriale de Martinique atteste que toutes les prestations facturées par l'Etablissement ont été réalisées conformément au descriptif des factures.

Article 5 : Montant des prestations

Le montant total des prestations s'élève à :

Montant hors taxes :	5 510 € (année 2016) + 1 160 € (année 2015)
Montant TVA :	0 €
Montant total TTC :	<u>6 670 €</u>

Article 6 : Modalités de paiement

En ce qui concerne les sommes restant dues, le mandatement sera effectué dans un délai de 45 jours à compter de la notification du contrat, au compte du titulaire :

Compte au nom de :
Sous le numéro :
Code banque :

Article 7 : Renonciation aux recours juridiques

En contrepartie de l'exécution des présentes, les parties se déclarent intégralement satisfaites et acquittées de tous leurs droits à raison de l'ensemble des dommages, objet de cette transaction, et renoncent, en conséquence, expressément à toute action du fait desdits dommages et de leurs conséquences.

ANNEXE A LA DELIBERATION 17-187-1

Les signatures seront précédées de la mention manuscrite « lu et approuvé – bon pour transaction »

L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail

Le Président du Conseil Exécutif

Fait à

Le

En exemplaires.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-188-1-DE
Date de télétransmission : 07/06/2017
Date de réception préfecture : 08/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N°17-188-1
APPICHAGE LE : 8 JUIN 2017

**PORTANT VERSEMENT D'UNE INDÉMNITÉ À LA SOCIÉTÉ ZOUK MULTIMÉDIA
DANS LE CADRE D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE**

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 adoptant le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 3 mai 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société ZOUK MULTIMÉDIA ayant pour objet le dédommagement des prestations de captation et de retransmission pour un montant de cent mille deux cent vingt-six euros (100 226 €).

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision, notamment la convention transactionnelle y afférente.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE A LA DELIBERATION N°17-188-1

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

CONVENTION DE TRANSACTION

ENTRE

*La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE représentée par
le Président du Conseil exécutif, Alfred MARIE-JEANNE, et désignée ci-
après par le terme :
« La Collectivité »*

d'une part,

ET

*La ZOUK MULTIMÉDIA SARL représentée par Monsieur
habilité à cet effet et désigné ci-après par le terme :*

« ZOUK MULTIMÉDIA »

d'autre part,

Vu le Code Civil et notamment ses articles 1371 et 2044 à 2058,

Vu la délibération n° de l'Assemblée de Martinique en date du autorisant la signature de la présente convention,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La société ZOUK MULTIMEDIA a effectué des prestations de captation et de retransmission des séances plénières du Conseil Général de la Martinique entre 2013 et 2015.

Pour ces prestations, la collectivité disposait d'un marché à bons de commande sans minimum, ni maximum passé en application de l'article 77 du code des marchés publics, notifié le 25/02/2013 (CA 08/12 lot 1 = 13-017; lot 2 =13-018) pour une durée 2 ans. Ce marché est arrivé à terme le 24/02/2015.

Par la suite, un nouveau marché à bon de commande a été passé avec ZOUK MULTIMEDIA notifié le 28/10/2015 (15FS045M = M 158 068) pour une durée de 4 mois.

Les marchés prévoyaient que les bons de commande soient notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Cependant, dans un certain nombre de cas, les bons de commandes ont été émis et notifiés au prestataire postérieurement à la réalisation des prestations et à l'émission des factures, ce qui ne permet pas de payer ces dernières.

Les prestations ont cependant été réalisées et le service certifié fait.

Aussi, soucieuses de parvenir à un règlement amiable de cette affaire, les parties se sont rapprochées et sont convenues de transiger.

ARTICLE 1 : Versement d'un montant d'indemnité à la Société ZOUK MULTIMEDIA

Suite aux raisons exposées dans le préambule de la présente convention, qui n'ont pu permettre le mandatement de la somme due au profit de la société ZOUK MULTIMÉDIA, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser à cette entreprise, l'indemnité correspondant aux prestations effectivement réalisées.

Cette indemnité s'élève à cent mille deux cent vingt-six euros (100 226,00 €).

Le montant de l'indemnité sera versé dans un délai maximum de 30 jours suivant la notification de la présente transaction à la société.

ARTICLE 2 : Condition résolutoire

La présente convention transactionnelle sera résolue de plein droit et considérée comme nulle et non avenue, sans aucune formalité, pour le cas où la Collectivité ne procéderait pas, dans les délais prévus, au versement de la somme énoncée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 3 : Effets de la transaction

Cette transaction est soumise aux dispositions des articles 2044 à 2058 du Code Civil, avec toutes conséquences de droit.

La société ZOUK MULTIMÉDIA s'engage donc, contre l'exécution des présentes par la Collectivité, à renoncer à tous autres droits, actions et prétentions et par conséquent, à n'introduire aucune instance ou action ayant pour objet le paiement des prestations réalisées.

Directeur de La Société
ZOUK MULTIMÉDIA

Le Président du
Conseil Exécutif

Alfred MARIE-JEANNE
dûment habilité par la délibération
n° ----- de l'Assemblée Plénière



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-189-1-DE
Date de télétransmission : 23/06/2017
Date de réception préfecture : 23/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N°17-189-1

PORTANT CRÉATION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL)

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3, et les articles L. 1413-1 et suivants;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est créée au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), conformément aux dispositions de l'article L.1413-1 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-189-2-DE
Date de télétransmission : 23/06/2017
Date de réception préfecture : 23/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N°17-189-2

AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2017

PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL)

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3, et les articles L. 1413-1 et suivants;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-189-1 du 19 mai 2017 portant création de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) de la Collectivité Territoriale de Martinique est composée des membres suivants :

Collège des élus ayant voix délibérative :

Le Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou son représentant,

Pour le groupe GRAN SANBLÉ POU BA PAY A AN CHANS :

Les titulaires

Monsieur Richard BARTHELERY
Monsieur Georges CLEON
Monsieur Belfort BIROTA
Monsieur Michel BRANCHI

Les suppléants

Madame Christiane BAURAS
Monsieur Lucien ADENET
Madame Louise TELLE.

Pour le groupe ENSEMBLE POUR UNE MARTINIQUE NOUVELLE

Les titulaires

Monsieur Daniel ROBIN
Madame Sandra VALENTIN
Monsieur Félix CATHERINE

Le suppléant

Monsieur David ZOBDA.

Collège des Associations ayant voix consultative :

- 1 représentant d'associations de consommateurs de la Martinique
- 1 représentant d'association représentative en matière économique
- 1 représentant d'association représentative en matière agricole
- 1 représentant d'association représentative en matière de pêche
- 1 représentant d'association représentative en matière environnementale
- 1 représentant d'association représentative des personnes âgées
- 1 représentant d'association représentative de personnes à mobilité réduite
- 1 représentant d'association représentative en matière de transports de passagers
- 1 représentant d'association représentative en matière sportive
- 1 représentant d'association représentative en matière culturelle
- 1 représentant d'association représentative en matière d'éducation

- 1 représentant d'association représentative en matière de formation
- 1 représentant d'association représentative en matière sanitaire et sociale.

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à fixer par arrêté la désignation des membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Collectivité Territoriale de Martinique, autres que les représentants de la collectivité.

ARTICLE 3 : Délégation est donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour saisir la CCSPL des projets relevant de sa compétence, en vertu de l'article L.1413-1 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The signature of Claude LISE is written in black ink over a circular official seal. The seal features the coat of arms of Martinique in the center, surrounded by the text "Collectivité Territoriale de Martinique" and two stars at the bottom.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-191-1-DE
Date de télétransmission : 23/06/2017
Date de réception préfecture : 23/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N°17-191-1
AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2017

**PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA
DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE
MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES**

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 05 janvier 2016, portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte du compte-rendu de l'exercice de la délégation de Monsieur le Président du Conseil Exécutif en matière de marchés publics et d'accords-cadres portant sur la période du 23 Février au 25 Avril 2017.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-192-1-DE
Date de télétransmission : 07/06/2017
Date de réception préfecture : 08/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 8 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N°17-192-1

PORTANT AUTORISATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE METTRE EN ŒUVRE LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 58 DE LA LOI A.S.V. DU 28 DECEMBRE 2015 SUR LA TARIFICATION ET LA CONTRACTUALISATION DANS LES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX RELEVANT DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES (CASF)

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015, portant Adaptation de la Société au Vieillessement et notamment son article 58 ;

Vu les décrets n°2016-1814 et n°2016-1815 en date du 21 décembre 2016 relatif aux principes de la tarification des établissements et aux dispositions financières des établissements sociaux et médico-sociaux ;

Vu les arrêtés ministériels en date des 22, 27 et 29 décembre 2016 relatifs aux documents budgétaires et comptables des établissements sociaux et médico-sociaux ;
Vu l'arrêté du 3 mars 2017 fixant le contenu du cahier des charges du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens prévu au IV ter de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 12 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte des évolutions législatives et réglementaires en matière de tarification et de contractualisation dans le secteur des établissements et services sociaux et médico-sociaux définis à l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer tout acte et à prendre toute mesure permettant de mettre en œuvre la réforme de la tarification à savoir :

- la détermination du niveau moyen de dépendance territorial (le GIR Moyen Pondéré - GMP) ;
- la fixation de la valeur du point GIR (Groupe Iso Ressources) territorial ;
- la publication du calendrier prévisionnel de signature des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM).

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est chargé de prendre, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure tendant à préciser les modalités d'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-193-1-DE
Date de télétransmission : 07/06/2017
Date de réception préfecture : 08/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 8 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N°17-193-1

PORTANT FIXATION DE L'OBJECTIF ANNUEL D'ÉVOLUTION DES DÉPENSES DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX POUR 2017

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015, portant Adaptation de la Société au Vieillessement et notamment son article 58 ;

Vu les décrets n°2016-1814 et n°2016-1815 en date du 21 décembre 2016 relatif aux principes de la tarification des établissements et aux dispositions financières des établissements sociaux et médico-sociaux ;

Vu les arrêtés ministériels en date des 22, 27 et 29 décembre 2016 relatifs aux documents budgétaires et comptables des établissements sociaux et médico-sociaux ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 12 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est fixé pour l'exercice 2017, un taux d'actualisation des moyens des établissements et services sociaux et médico-sociaux des secteurs « Personnes Âgées », « Personnes Handicapées » et « Enfance-Famille » sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif de Martinique, limité à 0,80 % pour l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : Est fixé à quatre-vingt dix millions cent quarante-huit mille cent soixante-deux euros (90 148 162 €) le montant de l'enveloppe limitative de crédits 2017, opposable aux structures gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux tarifés selon les modalités suivantes :

- Une enveloppe budgétaire de reconduction des moyens arrêtée à la somme de quatre-vingt-six millions huit cent soixante-dix-mille huit cent quatre-vingt-douze euros (86 870 892 €) et répartie comme suit :

S/enveloppe « Personnes Âgées » : 47 415 399 €

S/enveloppe « Personnes Handicapées » : 6 784 652 €

S/enveloppe « Enfance-Famille » : 32 670 841 €.

Cette enveloppe budgétaire intègre les résultats à affecter retenus par la collectivité au titre des comptes administratifs de l'exercice 2015 et résultats antérieurs.

- Une enveloppe de crédits arrêtée à la somme de trois millions deux cent soixante-dix-sept mille deux cent soixante dix euros (3 277 270 €), destinée à financer des mesures nouvelles (mises en service d'établissements en 2017, dotations exceptionnelles pour travaux d'humanisation, créations de postes....), dans les secteurs :

S/enveloppe « Personnes Âgées » : 2 061 333 €

S/enveloppe « Personnes Handicapées » : 605 700 €

S/enveloppe « Enfance-Famille » : 610 237 €.

ARTICLE 3 : En cas de nécessité, il sera possible de procéder à la « fongibilité » des sous-enveloppes « Personnes Âgées », « Personnes Handicapées » et « Enfance – Famille ».

ARTICLE 4 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré en Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-194-1-DE
Date de télétransmission : 07/06/2017
Date de réception préfecture : 08/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 8 JUIN 2017
DÉLIBÉRATION N°17-194-1

**PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA CAISSE GÉNÉRALE
DE SÉCURITÉ SOCIALE ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE**

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la Sécurité Sociale notamment son article L. 160-2 alinéa 5 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 9 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la mise en place d'une convention de partenariat entre la Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Martinique et la Collectivité Territoriale de Martinique. Ladite convention vise à définir les modalités de la collaboration entre les deux partenaires cités, afin de faciliter l'instruction et le suivi des dossiers des enfants mineurs et jeunes majeurs (moins de 21 ans) relevant de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE).

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention de partenariat ainsi que tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Annexe à la délibération n°17-194-1



Convention de partenariat

Entre

**La Caisse Générale de Sécurité Sociale
de la Martinique**

***représentée par son Directeur Général,
Monsieur***

et

**La Collectivité Territoriale de
Martinique**

***représentée par le Président du Conseil exécutif,
Monsieur Alfred MARIE-JEANNE***

PREAMBULE

La loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale, stipule à l'article L.160-2 alinéa 5 du titre 1er, chapitre 1 :

“Les enfants mineurs pris en charge par les services de l'Aide Sociale à l'Enfance peuvent, sur demande des personnes ou des établissements qui en assurent l'accueil ou la garde, être identifiés de façon autonome au sein du régime de l'assuré. Ces personnes ou établissements bénéficient, pour le compte de l'assuré, de la prise en charge des frais de santé de ce dernier en cas de maladie ou de maternité”.

Dans un souci commun de lutte contre les exclusions et pour garantir les droits à l'Assurance Maladie et l'accès aux soins des populations vulnérables, la présente convention vise à établir une relation privilégiée entre les partenaires signataires, la Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Martinique et la Collectivité Territoriale de Martinique, au profit des bénéficiaires de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) de la Collectivité Territoriale.

Elle s'inscrit dans le cadre de la simplification des démarches et de l'accès à l'information pour améliorer le service rendu à ces publics.

Article 1 – Objet de la convention

La convention définit les modalités de la collaboration entre la Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Martinique et la Collectivité Territoriale de Martinique pour faciliter l'instruction et le suivi des dossiers des enfants mineurs et jeunes majeurs (moins de 22 ans) relevant de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE).

Article 2 – Désignation des personnes ressources

Les parties s'engagent à désigner respectivement des personnes ressources représentant chaque organisme (CGSS et CTM) et à tenir à jour la liste de ces interlocuteurs dédiés.

Les personnes désignées entretiennent des contacts réguliers afin de garantir l'application de la convention, la rapidité et la simplicité de la démarche.

Article 3 – Collaboration pour la gestion des droits à la CMUC des bénéficiaires de l'ASE

L'engagement des deux partenaires vise à assurer l'octroi des droits de base et des droits complémentaires (CMUC) aux enfants mineurs et jeunes majeurs (moins de 22 ans) confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance sur la base de modalités partagées.

La CGSS s'engage à :

- Instruire les dossiers d'affiliation et de renouvellement reçus complets dans un délai de 14 jours calendaires maximum ;
- Instruire les dossiers de sortie du dispositif ASE reçus complets dans un délai de 72 heures ;
- Instruire les dossiers urgents dans un délai de 48H00 (nécessité d'accès aux soins immédiate) via une adresse mail dédiée ;
- Informer les personnes ressources identifiées au sein de la Collectivité Territoriale, des dispositions réglementaires et de leurs évolutions.

La Collectivité Territoriale s'engage à :

- Fournir les demandes d'affiliation à titre personnel ainsi qu'un formulaire de demande de la CMUC/ACS, les attestations annuelles de maintien de prise en charge et les attestations de sortie du dispositif ASE dûment complétées des renseignements et justificatifs nécessaires à la gestion des droits ;
- Transmettre ces documents à la CGSS dans les délais impartis ;
- Transmettre le R.I.B de la Collectivité Territoriale pour la création des dossiers ;
- Identifier et authentifier tous les éléments transmis (signature et cachet).

Article 4 – Collaboration pour l'accès à l'offre numérique : « ameli.fr »
--

La CGSS s'engage à :

- réaliser des séances de démonstration des fonctionnalités du site « mon compte AMELI » auprès des référents sociaux, des structures d'accueil et des enfants mineurs selon les besoins,
- favoriser l'ouverture des comptes assurés des enfants mineurs et transmettre les mots de passe provisoires ;

La Collectivité Territoriale s'engage à :

- favoriser la transmission des coordonnées de contact (adresse e-mail, téléphone fixe, téléphone mobile)

La CGSS et la Collectivité Territoriale s'engagent à définir ensemble les modalités de création du compte Ameli pour les enfants mineurs bénéficiaires de l'ASE.

Article 5 – L'offre d'éducation à la santé

La CGSS s'engage à mettre son offre d'éducation à la santé à la disposition des enfants mineurs et jeunes majeurs (moins de 21 ans) bénéficiaires de l'ASE, notamment :

- M'T Dents
- Vaccinations
- Sevrage tabagique (prise en charge des substituts nicotiniques)
- SOPHIA diabète
- Contraception pour les mineurs

Article 6 – Collaboration pour assurer l'information des structures d'accueil et des Jeunes

La CGSS s'engage à :

- Informer les mineurs et jeunes majeurs (moins de 22 ans) et/ou les structures d'accueil (familles, établissements d'hébergement...) des démarches relatives à leurs droits au cours de séances collectives (présentation du parcours attentionné CMUC/ACS, de l'offre « ameli.fr », des actions de prévention....).

Cette information est à délivrer dès la mise en œuvre du partenariat et autant que de besoin.

La Collectivité Territoriale s'engage à :

- Assurer l'organisation logistique des actions collectives programmées tant auprès des mineurs et jeunes majeurs (moins de 22 ans) que des familles d'accueil et des établissements d'hébergement.

Article 7 – Déontologie et confidentialité

Les personnes ressources sont tenues au secret professionnel concernant la conservation et le traitement des dossiers nominatifs en leur possession.

Les parties veillent au respect des dispositions définies par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique et aux libertés. Elles s'engagent à mettre en œuvre la politique de sécurité du système d'information et les dispositifs qui y sont associés.

Article 8 – Modalités de suivi et évaluation de la collaboration des parties

Les parties s'engagent à se réunir au moins une fois par an et selon les besoins pour améliorer ces échanges et/ou traiter de sujets particuliers.

Ces bilans seront communiqués à la direction de chaque organisme.

Les **indicateurs d'évaluation** seront les suivants :

- Taux de jeunes confiés, âgés de moins de 22 ans, avec un médecin traitant déclaré (tendre vers 80%)
- Taux de traitement des dossiers reçus complets sous **14 jours calendaires maximum** (tendre vers 80% de traitement en moins de 14 jours),
- Taux de dossiers « urgents » (lié à un besoin immédiat d'accès aux soins) traités dans un délai de 48h00 maximum après réception (tendre vers 95%),

- Taux de dossiers de fin de prise en charge ASE initiaux reçus complets sur nombre de dossiers de fin de prise en charge ASE transmis, sur un échantillon d'à minima 1 mois (tendre vers 75%),

Les **indicateurs de suivis** seront les suivants :

- Taux de mineurs et jeunes majeurs (moins de 22 ans) confiés ayant un compte « Ameli » ouvert (tendre vers 95%),
- Nombre de mineurs et jeunes majeurs (moins de 22 ans) enregistrés « N'habitant Plus à l'Adresse Indiquée » à la suite d'une fin de prise en charge par l'ASE
- Délai de traitement entre la date d'entrée du mineur et jeune majeur (moins de 22 ans) dans le dispositif et sa régularisation

Article 9 – Durée et date d'effet

La présente convention prend effet à la date de signature des parties. Elle est conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction pour une durée d'un an.

Article 10 – Dénonciation

La présente convention peut être dénoncée dans les 3 mois avant la date anniversaire par lettre recommandée avec accusé de réception de l'autre partie.

Article 11 – Modification de la convention

Toute modification de la présente convention ou de ses annexes ne pourra être prise en compte qu'après la signature d'un avenant écrit et signé par le représentant, dûment qualifié, de chacune des parties.

A _____, le

Le Directeur de la Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Martinique		Le Président du Conseil exécutif De la Collectivité territoriale de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-195-1-DE
Date de télétransmission : 13/06/2017
Date de réception préfecture : 13/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N°17-195-1

PORTANT MISE EN PLACE DE LA CARTE MOBILITÉ INCLUSION SIGNATURE DE LA CONVENTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) LA MAISON DÉPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPÉES (MDPH) ET L'IMPRIMERIE NATIONALE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n° 93-1419 du 31 décembre 1993 relative à l'Imprimerie Nationale ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, notamment son article 44 ;

Vu la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique, notamment son article 107 ;

Vu le décret n°2006-1436 du 24 novembre 2006 pris pour l'application de l'article 2 de la loi n° 93-1419 du 31 décembre 1993 relative à l'Imprimerie nationale ;

Vu le décret n°2016-1847 du 23 décembre 2016 autorisant la création de traitements automatisés de données à caractère personnel relatifs à la carte mobilité inclusion ;
Vu le décret n°2016-1849 du 23 décembre 2016 relatif à la carte mobilité inclusion ;
Vu l'arrêté du 28 décembre 2016 fixant le modèle de la carte mobilité inclusion, prévu à l'article R.241-13 du code de l'action sociale et des familles ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 12 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvée la mise en application par la Collectivité Territoriale de Martinique du dispositif donnant compétence au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour délivrer la Carte Mobilité Inclusion (CMI) sur le territoire de Martinique.

ARTICLE 2 : Est autorisée la passation d'une convention tripartite, conforme au modèle joint, entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), l'Imprimerie Nationale et la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Annexe à la délibération n°17-195-1

**CONVENTION LOCALE
RELATIVE A LA
CARTE MOBILITE INCLUSION**

SOMMAIRE

- Convention locale	2
- Annexe 1 : Mémoire technique.....	20
- Annexe 2 : Conditions financières	76
- Annexe 3 : Convention nationale relative à la carte mobilité inclusion	82
- Présentation des annexes à la convention nationale.....	92
- Annexe 1 : modèle de convention locale.....	94
- Annexe 2 : Données statistiques concernant la CMI transmises par l'imprimerie nationale.....	96

**CONVENTION LOCALE
RELATIVE A LA CARTE MOBILITE INCLUSION**

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE en sa qualité de Président du Conseil exécutif

Ci-après « l'Autorité de Délivrance » et, le cas échéant, « le Service Instructeur »

LA MAISON MARTINICAISE DES PERSONNES HANDICAPEES (MMPH)

Représentée par M. Francis CAROLE en sa qualité Président de la Commission exécutive de la MDPH

Ci-après « le Service Instructeur »

Et

L'IMPRIMERIE NATIONALE, société anonyme au capital de € 34.500.000, ayant son siège au 104, avenue du Président Kennedy 75016 PARIS, immatriculée sous le numéro 352 973 622 au RCS de Paris,

Représentée par M. Didier TRUTT en sa qualité de Président Directeur général

SOMMAIRE

Préambule

Glossaire

Article 1 : Objet de la convention et documents contractuels

Article 2 : Durée de la convention locale

Article 3 : Engagements des parties

Article 4 : Echange entre les parties en vue de la réalisation des prestations

Article 5 : Conditions applicables à compter de 1^{er} janvier 2017

5.1 : Prestations fournies par l'Imprimerie Nationale

5.1.1 : Traitement des demandes de fabrication de CMI

5.1.2 : Expédition de la CMI

5.1.3 : Serveur vocal interactif

5.1.4 : Portails de suivi

5.2 : Prix de la CMI et services optionnels proposés

Article 6 : Conditions applicables à compter du 1^{er} juillet 2017

6.1 : Prestations fournies par l'Imprimerie Nationale

6.1.1 : Commande d'un duplicata ou d'un second exemplaire de la CMI

6.1.2 : Notification des décisions relatives à la de CMI par l'Imprimerie Nationale

6.1.3 : Fonctionnalités supplémentaires intégrées au Portail Organismes

6.2 : Prix de la CMI et services optionnels proposés

Article 7 : Garantie de la CMI

Article 8 : Propriété de la CMI

Article 9 : Traitement de données à caractère personnel

Article 10 : Propriété intellectuelle

Article 11 : Modalités d'évolution du Mémoire technique

Article 12 : Mise en œuvre de la responsabilité

Article 13 : Attribution de juridiction

Annexes :

Annexe I : Mémoire technique

Annexe II : Conditions financières

Annexe III : Convention nationale (version 20/10/16)

PRÉAMBULE

Contexte et objectifs de la CMI :

L'article 107 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique a institué la carte mobilité inclusion (CMI)¹, annoncée lors de la Conférence nationale du handicap de décembre 2014 et confirmée lors de la Conférence nationale du handicap du 19 mai 2016. La CMI se substitue à compter du 1^{er} janvier 2017 aux cartes de stationnement, d'invalidité et de priorité délivrées aux personnes handicapées.

La loi a toutefois prévu une période transitoire jusqu'au 1^{er} juillet 2017 afin de permettre, d'une part, l'organisation au niveau local des nouveaux circuits d'instruction, de délivrance et de fabrication de la CMI, d'autre part, l'adaptation, avec l'appui de la CNSA, des systèmes d'information des conseils départementaux et des MDPH en vue notamment de garantir une transmission complète et sécurisée des données nécessaires à la fabrication de la CMI par l'Imprimerie Nationale.

La CMI reprend les droits attachés aux trois cartes auxquelles elle se substitue. Elle peut donc comporter trois mentions : « invalidité », « priorité » et « stationnement » et deux sous-mentions (« besoin d'accompagnement » et « besoin d'accompagnement - cécité »). Pour le cas où deux mentions sont attribuées (mentions « stationnement » et « invalidité » ou mentions « stationnement » et « priorité »), deux titres sont délivrés : l'un demeurant dans le véhicule du Bénéficiaire (mention « stationnement ») et l'autre suivant son Bénéficiaire (mentions « invalidité » ou « priorité »).

L'autorité qui délivre la CMI aux personnes physiques est le Président du Conseil départemental. Le représentant de l'Etat dans le département délivre la CMI, mention « stationnement », aux organismes qui assurent le transport collectif de personnes handicapées.

Les objectifs visés par la création de la CMI sont les suivants :

- La simplification des processus de production et le raccourcissement des délais de délivrance de la carte ainsi que l'amélioration de la qualité du service rendu à l'usager. L'Imprimerie Nationale assure l'ensemble du circuit de gestion et notamment, la gestion de la photo des bénéficiaires, qui était une source de difficultés pour les MDPH.
- La sécurisation et la modernisation des processus de production de la carte et du titre lui-même. La centralisation de la fabrication, de la personnalisation et de l'envoi de la CMI favorise la lutte contre la fraude en permettant notamment la mise en place d'une base de données nationale. Cette base de données permettra notamment le repérage d'éventuels « doublons ». Une autre base de données spécifique (données non nominatives) pourra être consultée à distance par les forces de l'ordre grâce au code barre « 2Ddoc ». Elle leur permettra de vérifier la validité de la mention « stationnement » de la carte.
- La rationalisation et la diminution des coûts engendrés de production de la carte. Les négociations engagées au niveau national ont en effet permis la détermination d'un tarif basé sur un volume annuel de cartes estimé au niveau national à 890 000 cartes².

¹ Nouvel article L. 241-3 du Code de l'action sociale et des familles.

² Donnée issue de l'enquête CNSA relative au volume de cartes de stationnement, d'invalidité et de priorité – Données 2014.

- Le recentrage des MDPH sur des missions à plus forte valeur ajoutée pour les usagers et ce dans la continuité des projets engagés ces dernières années visant à simplifier les démarches des MDPH et à renforcer leur rôle et leur place dans l'accompagnement et le suivi des personnes handicapées.

Cadre d'intervention de l'Imprimerie Nationale :

Aux termes de l'article 2 de la loi n° 93-1419 du 31 décembre 1993, l'Imprimerie Nationale est seule autorisée à réaliser les documents déclarés secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité comportant des éléments spécifiques de sécurité destinés à empêcher les falsifications et les contrefaçons.

L'Imprimerie Nationale s'est vue confier le monopole de la fabrication et la gestion du cycle de vie de la CMI par le décret d'application de l'article 107 de la loi pour une République numérique et de l'article 2 de la loi n° 93-1419 du 31 décembre 1993 relative à l'Imprimerie nationale

La CMI est constituée de titres sécurisés incorporant des procédés techniques destinés à empêcher les falsifications et les contrefaçons. Elle est confectionnée et personnalisée dans les locaux de l'Imprimerie Nationale à Flers-en-Escrebieux dont l'accès est contrôlé et hautement sécurisé. L'Imprimerie Nationale assure la gestion du site internet sécurisé (« Portail Organismes ») par l'intermédiaire duquel le Service Instructeur et l'Autorité de Délivrance pourront ordonner et suivre la procédure de réalisation, de personnalisation et d'envoi des CMI. Elle assure en outre la gestion de la plateforme de téléservices (« Portail Bénéficiaires ») permettant notamment aux Bénéficiaires de suivre l'avancée du processus de fabrication et d'envoi de leur CMI.

Les autres prestations assurées par l'Imprimerie Nationale sont décrites dans le corps de cette convention et dans le Mémoire technique.

Le format de la CMI, défini par arrêté, nécessite que la prestation de l'Imprimerie Nationale soit identique pour tous les départements.

Les travaux de concertation, préalables au déploiement de la CMI, auxquels ont activement participé l'Assemblée des Départements de France (ADF) et l'Association des Directeurs de MDPH (ADMDPH), ont permis de définir les prestations attendues de l'Imprimerie Nationale. A cet égard, les prestations réalisées au 1^{er} janvier 2017 seront complétées à compter du 1^{er} juillet 2017 (article 6 de la présente convention) afin d'améliorer la qualité du service rendu aux demandeurs et bénéficiaires de la CMI.

Par ailleurs, afin d'accompagner et de garantir le déploiement de la CMI dans les mois à venir et de permettre l'éventuelle adaptation de la prestation fournie par l'Imprimerie Nationale aux besoins des usagers, des Autorités de Délivrance ou des Services Instructeurs, une comitologie spécifique a été instituée.

Cette comitologie qui comprend trois instances : un Comité de pilotage national, un Comité directeur et un Club utilisateurs, est détaillée dans la Convention nationale relative à la CMI (en annexe 3 de la présente convention).

GLOSSAIRE

Autorité de Délivrance	Désigne l'autorité publique ayant compétence pour délivrer la CMI en application des dispositions juridiques en vigueur. A la date de signature de la présente convention, la CMI est délivrée aux personnes physiques par le Président du Conseil exécutif.
Service Instructeur	Désigne le service chargé de procéder à l'instruction des demandes de CMI et de proposer à l'Autorité de Délivrance de les accepter ou de les refuser. A la date de la signature de la convention, les Services Instructeurs sont la MMPH et/ou l'équipe médico-sociale APA de la CTM.
CTM	Collectivité territoriale de Martinique
MMPH	Maison Martiniquaise des personnes handicapées.
Convention locale	Désigne le contrat conclu entre l'Autorité de Délivrance, le Service Instructeur et l'Imprimerie Nationale, contrat portant sur la réalisation des CMI relevant de la compétence de ladite Autorité de Délivrance et la gestion de leur cycle de vie.
CMI	Carte mobilité inclusion : carte remplaçant à compter du 1 ^{er} janvier 2017 les cartes d'invalidité, de priorité et de stationnement.
Titre	Support matériel sécurisé remis au Bénéficiaire permettant de justifier des droits lui ayant été ouverts au titre de la CMI. Si un droit est accordé, un seul Titre est adressé au Bénéficiaire. Si deux droits sont accordés (« invalidité » et « stationnement » ou « priorité » et « stationnement »), deux Titres sont adressés au Bénéficiaire.
Portail Organismes	Désigne le site, accessible par internet et/ou intranet, opéré par l'Imprimerie Nationale et qui servira d'interface entre celle-ci et les Services Instructeurs et Autorités de Délivrance pour notamment l'ensemble des opérations liées à la réalisation des CMI et à la gestion de leur cycle de vie.
Portail Bénéficiaires	Portail d'interface accessible par internet et opéré par l'Imprimerie Nationale permettant au Bénéficiaire de suivre l'avancée du traitement de la fabrication de sa CMI.
Bénéficiaire	Désigne la personne physique titulaire de la CMI ou son représentant légal, le cas échéant.
Commande	Procédé qui déclenche l'ordre de fabrication du ou des titres relatifs à la CMI après réception, par l'Imprimerie Nationale, de l'ensemble des données nécessaires à l'initialisation du processus de réalisation.
Duplicata	Nouvel exemplaire du titre fabriqué par l'Imprimerie Nationale suite à une perte, une destruction ou un vol et reprenant les mêmes droits et la même durée que le Titre qu'il remplace. Après délivrance d'un duplicata le Titre qu'il remplace sera révoqué et invalidé dans la base de données de l'Imprimerie Nationale.
Comité de pilotage national	Instance prévue dans le cadre du déploiement de la CMI et dont la composition et les fonctions sont définies dans la Convention nationale portant sur la CMI.
PND	Pli non distribué par les services postaux.

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment son article L.241-3 ;

Vu la loi n° 93-1419 du 31 décembre 1993 *relative à l'Imprimerie Nationale* ;

Vu la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 *pour une République numérique* et notamment son article 107 ;

Vu la convention nationale relative à la CMI ;

Vu la délibération n° XXX du Conseil départemental de /du XXXXXX du XXXX approuvant la présente convention et autorisant son Président à la signer ;

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

Article 1. OBJET DE LA CONVENTION ET DOCUMENTS CONTRACTUELS

La présente convention locale a pour objet de définir les relations entre l'Autorité de Délivrance, le Service Instructeur et l'Imprimerie Nationale relativement à la réalisation et à la gestion du cycle de vie de la CMI, aux modalités techniques de mise en œuvre ainsi qu'aux conditions financières afférentes.

La convention est constituée des documents suivants mentionnés dans l'ordre de priorité croissant :

- la convention nationale relative à la CMI (annexe 3) ;
- la présente convention ;
- le mémoire technique (annexe 1) ;
- les conditions financières (annexe 2).

En cas de contradiction entre le mémoire technique et la présente convention, le mémoire technique prévaudra.

La signature de la convention traduit l'entier accord des parties pour ce document et ses annexes qui forment l'intégralité de leurs obligations respectives.

Article 2. DUREE DE LA CONVENTION LOCALE

La réalisation des CMI par l'Imprimerie Nationale à la demande de l'Autorité de Délivrance et du Service Instructeur est subordonnée à la signature par ces derniers de la convention locale. Suite à cette signature, une période transitoire de test sera nécessaire à l'envoi des fichiers de commande. Les éléments et prérequis nécessaires seront définis dans un protocole de déploiement fourni par l'Imprimerie Nationale.

La présente convention locale est conclue pour une durée de 10 ans et est renouvelée, à chaque échéance, par tacite reconduction pour une période de 10 ans.

Article 3. ENGAGEMENTS DES PARTIES

L'Imprimerie Nationale s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires et à faire preuve de diligence dans l'exécution de ses obligations prévues par la présente convention afin de répondre aux demandes de réalisation des CMI et d'en assurer la gestion du cycle de vie.

L'Autorité de Délivrance et le Service Instructeur s'engagent à ce que eux, leurs agents et toutes personnes agissant pour leur compte ou sous leur direction, respectent les normes, procédures et prérequis définis dans la convention locale et dans ses annexes, et à faire les meilleurs efforts pour en faciliter l'application.

Article 4. ECHANGES ENTRE LES PARTIES EN VUE DE LA REALISATION DES PRESTATIONS

Toute communication entre l'Autorité de Délivrance, le Service Instructeur et l'Imprimerie Nationale est adressée prioritairement par l'intermédiaire du Portail Organismes dédié, mis en place par l'Imprimerie Nationale.

A défaut, elle est adressée par tout moyen permettant de connaître avec certitude la date (et, le cas échéant, l'heure) d'envoi et de réception, notamment par courriel (message électronique).

L'Imprimerie Nationale fait appel à sa filiale, la société ChronoServices (qui pourra, le cas échéant, être remplacée par une autre société du Groupe Imprimerie Nationale), pour assurer l'interface relationnelle avec les administrations et les Bénéficiaires.

Tout document électronique envoyé par une partie dans lequel un virus informatique est détecté par la partie réceptrice pourra faire l'objet par cette dernière d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document sera dès lors réputé n'avoir jamais été reçu. La partie expéditrice en sera informée et devra renvoyer un document sain.

L'Imprimerie Nationale met à disposition de l'Autorité de Délivrance, et le cas échéant du Service Instructeur, un dispositif de « signalement » des situations problématiques ne pouvant être résolues via les circuits usuels. Ce dispositif est décrit dans le mémoire technique (en annexe 1).

Chacune des parties notifie par écrit aux autres parties les interlocuteurs qu'elle désigne :

- pour le suivi contractuel,
- pour les aspects techniques.

Article 5. CONDITIONS APPLICABLES A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2017

5.1. Prestations fournies par l'Imprimerie Nationale

L'Imprimerie Nationale fournit les prestations suivantes à compter du 1^{er} janvier 2017 :

5.1.1. Traitement des demandes de fabrication de CMI

Modalités de commande de la CMI

La demande de CMI est reçue par le Service Instructeur qui, après instruction, transmet à l'Autorité de Délivrance une proposition de décision d'acceptation ou de refus. Lorsqu'une décision d'accord a été prise par l'Autorité de Délivrance, celle-ci ou le Service Instructeur, après accord de l'Autorité de Délivrance, transmet un fichier informatique de demande de fabrication de la carte à l'Imprimerie Nationale (« Commande »).

La Commande est effectuée selon les prérequis et modalités précisés dans le Mémoire technique (en annexe 1). Elle doit comporter toutes les données nécessaires à la personnalisation de la CMI.

Vérification des données et des droits par l'Imprimerie Nationale

Après réception d'une Commande, l'Imprimerie Nationale vérifie que la demande est complète, que la personne au nom de laquelle la CMI doit être établie n'est pas déjà répertoriée dans la base de données des Bénéficiaires comme détentrice d'une même CMI.

- La vérification de la complétude des informations transmises à l'Imprimerie Nationale :

L'Imprimerie Nationale vérifie que les données transmises par le Service Instructeur sont complètes. Le cas échéant, l'Imprimerie Nationale adresse au Bénéficiaire, par voie postale, un formulaire de recueil de sa photo dans un délai de 5 jours maximum.

Si les vérifications effectuées par l'Imprimerie Nationale révèlent que les données transmises sont incomplètes, l'Imprimerie Nationale en avertit le Service Instructeur ou l'Autorité de Délivrance selon les modalités prévues dans le mémoire technique. En l'absence de régularisation de la demande dans le délai fixé par le mémoire technique, le dossier de demande est immédiatement supprimé des fichiers de l'Imprimerie Nationale. Aucun élément d'un dossier supprimé n'est retourné. Le cas échéant, le Service Instructeur ou l'Autorité de Délivrance saisit l'Imprimerie Nationale d'une nouvelle demande complète.

- La vérification de l'absence de doublon

La centralisation de la réalisation des CMI permet à l'Imprimerie Nationale de constituer une base de données nationale qui offre l'avantage d'éviter la délivrance de plusieurs CMI au même Bénéficiaire et d'aider les services instructeurs dans le repérage d'éventuels doublons de dossiers.

Si les vérifications effectuées par l'Imprimerie Nationale révèlent que la personne pour laquelle une Commande de CMI (hors demande de duplicata ou de second exemplaire) est effectuée, s'est précédemment vu délivrer un Titre, l'Imprimerie Nationale en avertit le Service Instructeur ou l'Autorité de Délivrance selon les modalités prévues dans le mémoire technique (en annexe 1). Les critères et modalités de vérification par l'Imprimerie Nationale sont décrits dans le mémoire technique. Le Service Instructeur ou l'Autorité de Délivrance doit confirmer la Commande auprès de l'Imprimerie Nationale afin que la CMI puisse être réalisée selon des modalités définies dans le mémoire technique.

- La vérification de la photo du Bénéficiaire

Le formulaire de recueil de photo est envoyé par l'Imprimerie Nationale dans un délai de 5 jours maximum. Le Bénéficiaire fournit la photo concernée, soit par voie dématérialisée sur le Portail dédié mis en place par l'Imprimerie Nationale grâce aux données d'accès figurant sur le formulaire d'appel photo, soit par voie postale en retournant le formulaire papier avec la photo.

Dans tous les cas, l'Imprimerie Nationale procède à la vérification de la conformité de la photo transmise ou déjà disponible aux normes définies dans le mémoire technique (en annexe 1). Ces normes sont rappelées sur le formulaire d'appel photo. En cas de besoin et pour faciliter l'identification du Bénéficiaire, la photo peut faire l'objet d'une retouche par l'Imprimerie Nationale.

Si la photo ne permet pas l'identification du Bénéficiaire, l'Imprimerie Nationale peut envoyer une demande de régularisation au Bénéficiaire par courriel. Le Bénéficiaire peut aussi être informé de cette demande de régularisation par consultation du Portail Bénéficiaires ou du Service Vocal Interactif. L'Imprimerie Nationale en avertit également le Service Instructeur via le Portail Organismes, selon des modalités définies dans le mémoire technique (en annexe 1).

5.1.2. Expédition de la CMI

Lorsque le dossier de demande de fabrication de la CMI comporte tous les éléments requis pour la personnalisation du Titre, et notamment la photo du Bénéficiaire, l'Imprimerie Nationale fabrique la CMI et l'expédie par éco pli (ou service postal équivalent) à l'adresse du Bénéficiaire (telle que mentionnée dans la demande transmise par le Service Instructeur ou l'Autorité de Délivrance) dans un délai maximum de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception de la demande complète. Le Service Instructeur ou l'Autorité de Délivrance en est averti via le Portail dédié mis en place par l'Imprimerie Nationale.

Gestion des plis non distribués et des CMI non remises :

Les plis non distribués (PND) sont retournés par la Poste au Service Instructeur (voir mémoire technique).

Le paiement à l'Imprimerie Nationale du prix lié à la réalisation de la CMI reste dû.

5.1.3. Serveur vocal interactif

Un serveur vocal interactif (SVI) consultable par les Bénéficiaires permettra d'assurer une traçabilité et un suivi du statut de leur demande de carte. Les jours et horaires auxquels il est possible d'accéder à ce service et le coût de l'appel émis depuis le territoire national sont précisés dans le mémoire technique (en annexe 1).

Les forces de l'ordre disposent également d'un numéro d'appel dédié, accessible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, qui leur permet de vérifier la validité de la CMI « stationnement » lors des contrôles qu'elles effectuent.

5.1.4. Portails de suivi

Portail Organismes

L'Imprimerie Nationale met à la disposition du Service Instructeur et de l'Autorité de Délivrance, par l'intermédiaire d'un accès sécurisé au Portail Organismes, des données sur l'état d'avancement du traitement des Commandes de CMI. Ces informations sont mises à disposition dans un délai maximal de 24 heures après la Commande et sont actualisées chaque jour ouvré.

Portail Bénéficiaires

L'Imprimerie Nationale met à la disposition des Bénéficiaires, un Portail de téléservices qui permet d'accéder aux fonctionnalités suivantes : télé-déposition de la photo du Bénéficiaire, interface de suivi du cycle de production de la CMI.

5.2. **Prix de la CMI et des services optionnels proposés**

A la date de signature de la présente convention, le prix unitaire du Titre, HT et hors frais d'affranchissement est fixé à **3,11 euros** sur la base de la volumétrie exposée dans le Préambule. Ce prix unitaire HT et hors affranchissement est réputé inclure non seulement les coûts directs de réalisation et de personnalisation des Titres mais également les coûts de constitution et de gestion de la base de données relative à la gestion du cycle de vie des Titres, ainsi que tous les coûts indirects, tels que dépenses d'encadrement, de secrétariat, de déplacement, de réunions, ainsi que tous les frais afférents au stockage, au conditionnement et à l'emballage, y compris les coûts d'immobilisation et de gestion des stocks.

Le prix unitaire ci-dessus défini est augmenté de la TVA et de toute taxe applicable. A la date de signature de la présente convention, le taux de la TVA applicable aux prestations de l'Imprimerie Nationale est de vingt pour cent (20 %). En cas d'évolution du taux de la TVA, l'Imprimerie Nationale appliquera cette variation sur toute facture émise par elle après l'entrée en vigueur du nouveau taux.

Le prix unitaire est également augmenté du tarif des affranchissements, tel que fixés par les services postaux. Le coût des affranchissements des courriers de demandes photo et d'envoi du Titre est refacturé sans aucune marge par l'Imprimerie Nationale. En outre, le coût des affranchissements est calculé en tenant compte de la proportion prévisionnelle d'envoi d'un seul courrier (envoi du Titre) ou deux courriers (envoi de l'appel photo, d'une part et envoi du Titre, d'autre part). En effet, la délivrance d'une CMI comportant deux mentions permet de mettre en commun l'envoi de l'appel photo.

Le prix du Titre, TTC et frais d'affranchissement inclus, s'élève à **4,5 euros** à la date du 1^{er} octobre 2016.

L'Imprimerie Nationale propose une prestation de service complémentaire et optionnelle relative à l'édition de courriers (deux feuilles maximum, impression recto et en noir et blanc) tels que des notifications de décision d'accord supplémentaires. Le prix de cette prestation est défini en annexe 2 à la présente convention.

Article 6. CONDITIONS APPLICABLES A COMPTER DU 1^{ER} JUILLET 2017 (date prévisionnelle)

6.1. Prestations fournies par l'Imprimerie Nationale

Outre les prestations décrites à l'article 5, l'Imprimerie Nationale fournit les prestations supplémentaires suivantes :

6.1.1. Commande d'un duplicata ou d'un second exemplaire de la CMI

Commande de duplicata d'un Titre de la CMI :

En cas de vol, destruction ou perte d'un Titre de la CMI, la demande de duplicata est transmise à l'Imprimerie Nationale par le Bénéficiaire selon des modalités définies dans le mémoire technique (en annexe 1).

Dès réception d'une telle demande, l'Imprimerie Nationale invalide le Titre de la CMI déclaré volé, détruit ou perdu, dans la base de données des CMI. Cette invalidation est définitive et ne peut être levée si le Titre est retrouvé.

La commande de duplicata est traitée dans un délai de 7 jours ouvrés maximum par l'Imprimerie Nationale.

Commande d'un second exemplaire du Titre CMI-stationnement :

Les Bénéficiaires d'une CMI portant la mention « stationnement » peuvent commander un second exemplaire du Titre CMI-stationnement. Cette demande est transmise à l'Imprimerie Nationale par le Bénéficiaire selon des modalités définies dans le mémoire technique (en annexe 1).

La commande de second exemplaire de Titre CMI « stationnement » est traitée dans un délai de 7 jours ouvrés maximum par l'Imprimerie Nationale.

Prix et paiement par le Bénéficiaire :

Le prix facturé par l'Imprimerie Nationale pour la fourniture d'un duplicata de Titre CMI ou d'un second exemplaire de Titre CMI « stationnement » est fixé à **7,10 euros HT, hors frais d'affranchissement**. Ce prix est payé par le Bénéficiaire à l'Imprimerie Nationale. Tenant compte des taux de TVA et d'affranchissement à la date du 1^{er} septembre 2016, le prix qui serait facturé au Bénéficiaire est fixé à **9€ TTC expédition incluse** sur le territoire national.

Les modalités de paiement sont détaillées dans le mémoire technique (en annexe 1).

Les évolutions du taux de la TVA ainsi que des tarifs d'affranchissement seront répercutés sur le prix susmentionné dès leur entrée en vigueur.

6.1.2. Notification des décisions relatives à la CMI par l'Imprimerie Nationale

Au moment de la signature de la présente convention, les travaux techniques ont mis en évidence des complexités qui ne permettent pas de garantir que cette prestation de l'Imprimerie nationale pourra être réalisée. Si cette prestation devait être réalisée à compter du 1^{er} juillet 2017 :

Notification des décisions d'attribution de CMI :

En cas d'attribution d'une ou deux mentions de la CMI, l'Imprimerie Nationale édite, au nom et pour le compte de l'Autorité de Délivrance, les courriers de notifications de décision d'accord dans les conditions précisées par le mémoire technique (en annexe 1).

A cette fin l'Autorité de délivrance adresse à l'Imprimerie Nationale un exemplaire de la signature à insérer au bas des courriers ainsi qu'un fond de page incluant les éléments qu'elle souhaite voir apparaître sur la notification de décision, conformément aux dispositions du mémoire technique (en annexe 1).

Le contenu du courrier de notification de décision ne relève pas de la responsabilité de l'Imprimerie Nationale.

L'Imprimerie Nationale met à disposition de l'Autorité de Délivrance tout courrier de notification envoyé au Bénéficiaire sous une forme qui sera à définir et tenant compte des éventuelles exigences de la CNIL en la matière.

Notification des décisions associant un accord et un rejet :

Lorsque l'Autorité de Délivrance est conduite à ne faire que partiellement droit à une demande de CMI (attribution d'une seule mention sur les deux sollicitées), l'Imprimerie Nationale édite, au nom et pour le compte de l'Autorité de Délivrance, les courriers de notifications selon les conditions détaillées dans le mémoire technique (en annexe 1).

Le contenu des courriers ne relève pas de la responsabilité de l'Imprimerie Nationale.

Le coût de ces notifications est intégré dans le tarif unitaire de la CMI, tel que défini à l'article 6.2.

Notification des décisions de rejet exclusif par l'Imprimerie Nationale :

Lorsque l'Autorité de Délivrance rejette une demande de CMI, la notification de la décision de rejet n'incombe pas à l'Imprimerie Nationale au titre du présent contrat.

L'Imprimerie Nationale propose toutefois une prestation de service complémentaire et optionnelle relative à l'édition de ces courriers. Les conditions financières applicables sont définies à l'annexe 2 de la présente convention.

6.1.3. Fonctionnalités supplémentaires intégrées au Portail Organismes

Outre les fonctionnalités décrites à l'article 5, le Portail Organismes permettra au Service Instructeur et à l'Autorité de Délivrance la réédition de l'appel photo initialement émis par l'Imprimerie Nationale, le téléversement des photos des usagers et le changement d'adresse des Bénéficiaires. Il permettra par ailleurs le suivi du traitement des demandes de duplicata du Titre CMI et de second exemplaire du titre CMI « stationnement » effectuées par les Bénéficiaires (cf. article 6.1.1).

6.2. **Prix de la CMI et des services optionnels proposés à compter du 1^{er} juillet 2017 :**

A compter du 1^{er} juillet 2017, compte tenu des prestations supplémentaires décrites aux articles 6.1.2 et 6.1.3, le prix unitaire du Titre, HT et hors frais d'affranchissement, tel que défini à l'article 5.2, est porté à **3,17 euros** sur la base de la volumétrie exposée dans le Préambule.

Le prix du Titre, TTC et frais d'affranchissement inclus, s'élève à **4,58 euros**.

Si les notifications sont réalisées par l'Autorité de Délivrance et non par l'Imprimerie nationale, le prix unitaire du Titre, HT et hors frais d'affranchissement, tel que défini à l'article 5.2, est porté à **3,16 euros** sur la base de la volumétrie exposée dans le Préambule.

Le prix du Titre, TTC et frais d'affranchissement inclus, s'élève à **4,56 euros**.

Les autres dispositions de l'article 5.2 demeurent applicables.

Article 7. GARANTIE DE LA CMI

La durée de garantie du Titre CMI est fixée à 5 ans.

La garantie couvre les défauts de fonctionnement qui surviennent sur le Titre dans des conditions normales d'utilisation ou de manipulation, c'est-à-dire dans des conditions prévues à l'origine pour ces produits.

Sont considérées comme des conditions normales d'utilisation ou de manipulation du Titre, tout usage ou manipulation effectué avec la précaution attendue d'un utilisateur prudent et raisonnable et à laquelle on peut légitimement s'attendre de façon à ne soumettre ces Titres à aucune contrainte extérieure qui puisse en altérer la qualité, la nature et la substance.

Quel que soit son mode de transport (dans la poche d'un vêtement, dans un portefeuille, dans un porte-documents, dans une mallette,...), le Titre doit être maintenu dans une position à plat, sans torsion, pliure ou pression excessive. La CMI pourra être insérée dans une pochette de protection.

Seront notamment considérées comme des preuves d'une utilisation et/ou d'une manipulation dans des conditions anormales, que ces atteintes soient volontaires ou non :

- tout pliage marqué du Titre,
- toute trace d'attaque avec un objet coupant ou contondant,
- toute déformation pouvant être la conséquence de frappes violentes,
- toute dégradation apparente du Titre,
- toute trace de trempage dans des éléments liquides ou semi-liquides.

La mise en jeu de la garantie est subordonnée aux conditions cumulatives suivantes :

- la réception par l'Imprimerie Nationale d'une notification écrite dans les trente (30) jours de la connaissance du défaut du Titre, assortie du Titre défectueux ;
- à l'examen préalable par l'Imprimerie Nationale du Titre dans le délai de 15 jours ouvrés à compter de sa réception.

Si la garantie est applicable et passé ce délai, l'Imprimerie Nationale procédera au remplacement du Titre défectueux.

Il est expressément convenu que le remplacement des Titres est exclusif des dommages dus en réparation des préjudices afférents.

Article 8. PROPRIETE DE LA CMI

Le Titre matérialisant la CMI demeure propriété de l'Autorité de Délivrance. Cette propriété prend effet dès l'achèvement du processus de fabrication par l'Imprimerie Nationale.

Le Bénéficiaire n'est que possesseur de la CMI. Cela lui est rappelé dans le courrier d'envoi du Titre.

Article 9. TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

9.1. Les « données à caractère personnel » sont définies comme « toute information permettant directement ou indirectement d'identifier une personne physique telle que ce terme est défini par la réglementation française actuelle et à venir relative à la protection des données à caractère personnel ».

9.2. Chacune des parties a la qualité de responsable du traitement au sens de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée subséquemment pour le traitement de données à caractère personnel qu'elle met en œuvre en application notamment du décret relatif aux traitements automatisés de données à caractère personnel liés à la carte mobilité inclusion,

En tant que de besoin, les parties s'engagent, au regard de leurs propres fichiers contenant des données à caractère personnel, à (a) effectuer les formalités requises auprès de la ou des autorités compétentes, (b) informer de leurs droits les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées et obtenir leur consentement lorsque nécessaire, et (c) prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel afin d'empêcher qu'elles soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Dans le cadre de l'application de l'article « 5.1.1. Traitement des demandes de fabrication de CMI » des présentes, et plus généralement pour chaque transmission de données à caractère personnel, l'Autorité de Délivrance et le Service Instructeur sont responsables de la précision, de la qualité, de l'intégrité, de la légalité, de la fiabilité et de la pertinence des données à caractère personnel transmises à l'Imprimerie Nationale.

L'Autorité de Délivrance et le Service Instructeur garantissent à l'Imprimerie Nationale que les données à caractère personnel qui lui sont transmises ont été collectées conformément à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel.

L'Autorité de Délivrance et le Service Instructeur traitent, dans les plus brefs délais et de manière appropriée, toutes demandes de renseignements émanant de l'Imprimerie Nationale relatives aux données à caractère personnel transmises.

Si l'Autorité de Délivrance et le Service Instructeur devaient être dans l'incapacité de se conformer à ce qui précède pour quelque raison que ce soit, ils doivent en informer l'Imprimerie Nationale dans les plus brefs délais.

9.3. Il est convenu que tout traitement de données à caractère personnel mis en œuvre par l'Imprimerie Nationale afin de procéder aux notifications mentionnées aux articles 5.1.2 et 6.1.2 des présentes est mis en œuvre par l'Imprimerie Nationale au nom, pour le compte et sur instructions de l'Autorité de Délivrance.

Conformément à la réglementation française applicable à la protection des données à caractère personnel, l'Imprimerie Nationale, en sa qualité de sous-traitant, s'engage à :

- n'agir que sur instructions de l'Autorité de Délivrance ;
- ne traiter les données à caractère personnel que dans la mesure strictement nécessaire à l'application des articles 5.1.2 et 6.1.2 des présentes et en conformité avec les lois et réglementations applicables ;
- assurer la confidentialité des données à caractère personnel ;
- prendre toute mesure technique, physique, logique et organisationnelle nécessaire pour préserver la sécurité des données à caractère personnel, et, notamment empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès ;
- traiter, dans les plus brefs délais et de manière appropriée, toutes demandes de renseignements émanant de l'Autorité de Délivrance relatives au traitement effectué pour son compte et sur ses instructions.

9.4. En tout état de cause, chacune des parties collaborera, sur simple demande de l'une d'elles, afin que l'une quelconque d'entre elles soit en mesure de répondre aux demandes d'accès et de rectification des données à caractère personnel émanant d'une personne concernée et/ou de répondre à toute demande, quelle que soit sa forme, d'une autorité régulatrice, notamment en cas de contrôle.

Article 10. PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'Imprimerie Nationale conserve l'ensemble des propriétés matérielles et intellectuelles des études, plans, modèles, fichiers et matrices graphiques, systèmes et logiciels et de tous documents émis, ainsi que notamment les matériels, matières, idées, données ou autres informations relatives aux activités de recherche et de développement, aux secrets commerciaux ou aux affaires commerciales utilisés pour les prestations objet de la présente convention, nonobstant leur éventuelle communication aux parties à la présente convention.

Ces documents sont confidentiels et les parties s'interdisent de les diffuser ou de les communiquer à des tiers sans l'autorisation préalable et écrite de l'Imprimerie Nationale.

ARTICLE 11. MODALITES D'EVOLUTION DU MEMOIRE TECHNIQUE

Le contenu du mémoire technique (en annexe 1) pourra être modifié selon des modalités définies par le Comité de pilotage national prévu par la convention nationale relative à la CMI. Les évolutions décidées s'appliqueront à l'échelle nationale.

Article 12. MISE EN ŒUVRE DE LA RESPONSABILITE

En cas de manquement de l'Imprimerie Nationale à ses obligations contractuelles, celle-ci ne sera responsable, à l'égard de l'Autorité de Délivrance et/ou du Service Instructeur, que des préjudices directs, matériels et certains que ces manquements pourraient avoir causé. En dehors du cas de faute intentionnelle, cette responsabilité sera plafonnée à hauteur du montant annuel moyen payé par l'Autorité de Délivrance ou le Service Instructeur en application de la présente convention.

Article 13. ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Il est convenu que le Tribunal administratif du ressort de l'Autorité de Délivrance sera seul compétent pour connaître de tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention locale.

Aucun litige ne pourra être porté devant le Tribunal administratif avant d'avoir fait l'objet d'une tentative de règlement amiable devant le Médiateur des Entreprises (ou toute institution équivalente de médiation ou de conciliation choisie d'un commun accord par le Service Instructeur, l'Autorité de Délivrance et l'Imprimerie Nationale).

SIGNATURE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE :

Prénom – Nom : Alfred MARIE-JEANNE

Fonctions : Président du Conseil exécutif

Date :

Signature :

SIGNATURE DE LA MMPH :

Prénom – Nom : Francis CAROLE

Fonctions : Président de la Commission exécutive de la MMPH

Date :

Signature :

SIGNATURE DE L'IMPRIMERIE NATIONALE :

Prénom – Nom :

Fonctions :

Date :

Signature :



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-196-1-DE
Date de télétransmission : 07/06/2017
Date de réception préfecture : 08/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique AFFICHAGE LE : 8 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N°17-196-1

PORTANT PASSATION DE LA CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2017 ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ÉTAT RELATIVE À LA MOBILISATION D'AIDES AUX POSTES EN FAVEUR DE L'INSERTION DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA DANS LE SECTEUR NON MARCHAND ET DANS LE SECTEUR DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission insertion économie sociale et solidaire le 9 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvée la signature de la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM) 2017 entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'État relative à la mobilisation des aides aux postes en faveur de l'insertion des bénéficiaires du RSA dans le secteur non marchand et dans le secteur de l'insertion par l'activité économique comme suit :

- Prescription et co-financement de 500 contrats uniques d'insertion - contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) dans le secteur non marchand au profit de bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA),
- Co-financement de 350 contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI) prescrits par Pôle emploi dans les ateliers et chantiers d'insertion, les entreprises d'insertion et les entreprises de travail temporaire d'insertion au profit de bénéficiaires du revenu de solidarité active.

ARTICLE 2 : Pour chaque CUI-CAE et CDDI prescrit au regard de l'article 1 de la présente délibération, la participation forfaitaire de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) équivaut à une aide mensuelle versée pendant toute la durée d'emploi correspondant à 88 % du montant forfaitaire du revenu de solidarité active.

ARTICLE 3 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre 9344 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer avec :

- L'État, la convention annuelle d'objectifs et de moyens 2017 qui organise les modalités de mise en oeuvre de cette programmation,
- L'Agence de Services et de Paiement (ASP), toutes conventions lui confiant la gestion du versement aux employeurs de la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique au titre de la convention annuelle d'objectifs et de moyens 2017,
- Toutes autres pièces utiles à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-196-1



**Convention annuelle d'objectifs et de moyens 2017
entre la Collectivité Territoriale de la Martinique et l'État
relative à la mobilisation d'aides aux postes en faveur de l'insertion des
bénéficiaires du RSA dans le secteur non marchand et dans le secteur de
l'activité économique**

- VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,
- VU l'ordonnance n° 2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les Départements d'Outre-Mer, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008,
- VU le décret n° 2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au Contrat Unique d'Insertion,
- VU le décret n° 2010-1729 du 30 décembre 2010 relatif au Contrat Unique d'Insertion dans les DOM, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon,
- VU la délibération n° 517-13 du 12 septembre 2013 de la Commission Permanente du Conseil général de la Martinique relative au cadre Départemental d'appui à l'Insertion par l'activité économique,
- VU la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 portant loi de finances et notamment son article 142
- VU les articles L. 5132-2 et suivants du code du travail,
- VU le décret n° 2014-197 du 21 février 2014 portant généralisation de l'aide au poste d'insertion et diverses mesures relatives à l'insertion par l'activité économique,
- VU le décret n° 2014-728 du 27 juin 2014 relatif aux modalités d'application de la participation financière des départements à l'aide au poste d'insertion en faveur des structures de l'insertion par l'activité économique,
- VU l'arrêté n°R02-2017-02-22-002 fixant le montant des aides de l'État pour les Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) et les Contrats Uniques d'Insertion (CUI),
- VU la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
- VU la délibération n°16-144-1 des 19 et 20 juillet 2016 portant cadre d'Appui de la Collectivité Territoriale de Martinique aux Structures de l'Insertion par l'activité Économique,

VU la délibération n° xxxxxx en date du xxxxxxxxx de l'Assemblée de Martinique autorisant Monsieur le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique à signer la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens 2017 relative à la mobilisation d'aides aux postes en faveur de l'insertion des bénéficiaires du RSA dans le secteur non marchand,

PRÉAMBULE

La présente Convention Annuelle d'Objectifs de Moyens (CAOM) 2017, relative aux dispositifs d'aides aux postes en faveur de l'insertion des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) du secteur non marchand, fixe les conditions d'engagement de la Collectivité Territoriale de Martinique et de l'État d'optimisation de leurs interventions financières. Ces dernières ayant pour but de maintenir une offre d'insertion par l'emploi conforme aux besoins des bénéficiaires du RSA, du secteur non marchand au niveau des territoires, dans un contexte où les interventions publiques sont contraintes.

L'enjeu de cette convention est de promouvoir une politique cohérente et stable de nature à favoriser l'accès à un parcours d'insertion vers l'emploi durable et adapté aux besoins des bénéficiaires du RSA rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

L'État a pour objectif, dans le cadre de la politique nationale, de diminuer le chômage de longue durée et d'accroître les entrées en emploi des publics prioritaires visés par l'arrêté du Préfet de Région relatif à la prise en charge des contrats aidés en 2017.

La Collectivité Territoriale de Martinique pour sa part, s'engage à favoriser l'accès et le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA en apportant son soutien aux employeurs du secteur non marchand notamment dans le cadre de l'Économie Sociale et Solidaire en contribuant aux besoins collectifs insuffisamment ou non satisfaits.

PREMIERE PARTIE : DISPOSITIONS RELATIVES AU SECTEUR NON MARCHAND ET AUX CONTRATS UNIQUE D'INSERTION- CONTRATS D'ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI (CUI-CAE)

Les présentes dispositions ont pour objet de fixer, pour l'année 2017, les objectifs quantitatifs de prescription et de co-financement des contrats uniques d'insertion - contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) pour des bénéficiaires du RSA.

Chapitre 1 : Modalités et objectifs en matière de prescription

1.1.1 Employeurs éligibles

Conformément à la réglementation en vigueur, seuls les employeurs du secteur non marchands sont éligibles CUI-CAE mis en œuvre dans le cadre de la présente convention.

1.1.2 Objectifs de prescription

La Collectivité Territoriale de Martinique et l'État conviennent que **500** CUI-CAE, y compris les renouvellements, seront prescrits au profit de bénéficiaires du RSA dans le cadre de la présente convention. Cet objectif étant susceptible d'évoluer par avenant au vu de l'avancement des prescriptions.

La décision de renouveler l'octroi à l'employeur d'une aide à l'insertion professionnelle est subordonnée au bilan préalable des actions d'accompagnement et des actions visant à l'insertion durable des salariés réalisées antérieurement.

1.1.3 Conditions de la prescription

En application de l'article L. 5134-19-1 du code du travail, la Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique assure la prescription des CUI-CAE couverts par la présente convention. Cette prescription emporte décision d'attribution de l'aide à l'insertion professionnelle de l'État et de la Collectivité Territoriale de Martinique.

1.1.4 Durée hebdomadaire de travail prise en charge

La durée hebdomadaire de travail pris en charge au titre des CUI-CAE couverts par la présente convention est de 20 heures.

1.1.5 Montant des aides à l'insertion professionnelle versée à l'employeur

Pour chaque CUI-CAE conclu en application de la présente convention :

- La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à contribuer au financement de l'aide au poste par une contribution mensuelle égale à 88% du RSA pour une personne isolée sans activité. L'engagement financier total de la Collectivité Territoriale de Martinique est évalué à deux millions huit cent-vingt-cinq mille sept cents euros (2 825 700€),
- L'État s'engage à contribuer au financement de l'aide au poste par une contribution mensuelle égale à la différence entre l'aide versée par la Collectivité Territoriale de Martinique et le montant de l'aide à l'insertion professionnelle totale due à l'employeur soit 85% de la rémunération brute. Cet engagement financier de l'État

est évalué deux millions sept cent-dix-neuf mille neuf cent vingt-sept euros (2 719 927€).

1.1.6 Versement de l'aide à l'insertion professionnelle

L'aide de l'État aux employeurs des salariés CUI-CAE couverts par la présente convention est versée par l'Agence des Services et de Paiement (ASP).

En application de l'article R. 5134-40 du code du travail et par le biais d'une convention de gestion, le Président de l'Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique confie également à l'ASP, le paiement de sa participation.

Chapitre 2 : Suivi des modalités d'accompagnement et de formation des salariés

La Collectivité Territoriale de Martinique s'assure que les employeurs des salariés en CUI-CAE couverts par la présente convention mettent en œuvre les dispositions prévues aux articles L. 5134-23-2, R. 5134-31, R. 5134-37 à R. 5134-39, du Code du Travail concernant notamment :

- l'accompagnement et la formation des salariés :
 - par la désignation par l'employeur d'un tuteur parmi ses salariés qualifiés et volontaires,
 - par la mise en œuvre d'actions d'accompagnement et de formation adaptées aux besoins du salarié en insertion,
- le recours éventuel à des périodes d'immersion auprès d'un autre employeur aux fins de développer l'expérience et les compétences du salarié.

En outre, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à porter une attention particulière au suivi par l'employeur de ses engagements. L'employeur devra, entre autres :

- accompagner toute demande de renouvellement de la convention de CUI-CAE, d'un bilan des actions de formation et d'accompagnement mises en œuvre à l'attention du salarié, ainsi que celles qu'il envisage de mettre en place durant la période de renouvellement,
- délivrer obligatoirement au salarié une attestation d'expérience professionnelle à l'échéance du contrat.

Chapitre 3 : Système d'information

L'annexe financière à la présente convention rédigée sur le formulaire CERFA CUI 1 est transmise à l'ASP par l'État.

La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à tout mettre en œuvre pour :

- saisir sur l'outil EXTRANET mis à sa disposition par l'ASP, pour attribution d'un numéro d'ordre, les CAE dans un délai maximal de huit (8) jours suivant

sa signature par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique,

- transmettre les formulaires CERFA à l'ASP dans un délai maximal de huit (8) jours suivant sa signature.

L'ASP est chargée par la Collectivité Territoriale de Martinique et l'État de procéder à la saisie des informations portées sur les formulaires CERFA en vue de fournir des statistiques sur les contrats et de permettre le pilotage opérationnel et budgétaire des dispositifs ainsi que l'évaluation du dispositif par la présente convention.

L'ASP s'engage à transmettre trimestriellement à la Collectivité Territoriale de Martinique les données statistiques disponibles.

DEUXIEME PARTIE : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONTRATS A DUREE DETERMINEE D'INSERTION (CDDI) DANS LE SECTEUR DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

La Collectivité Territoriale de Martinique et l'État affirment pour 2017 leur volonté commune de poursuivre et d'approfondir leur collaboration afin d'assurer la prise en charge des bénéficiaires du RSA mis en emploi en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) dans le secteur de l'insertion par l'activité économique.

Chapitre 1 : Modalités et objectifs de co-financement de contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI)

1.1 Employeurs et bénéficiaires éligibles

L'action de la CTM se concentre sur les bénéficiaires du RSA inscrits dans un parcours d'insertion au sein des Structures d'Insertion par l'Activité Économique agréées par les services de l'État que sont :

- les Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI),
- les Entreprises d'Insertion (EI)
- et les Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI, sous forme d'une mise en emploi en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI).

Conformément à l'article L. 5132-3-1 du code du travail, lorsque la structure d'accueil du parcours d'insertion est une EI, une ETTI ou un ACI, l'éligibilité des bénéficiaires du RSA est validée préalablement par Pôle emploi via un agrément, au vu notamment des éléments du diagnostic socioprofessionnel posé par le Contrat d'Engagement Réciproque (CER). Lorsqu'il s'agit d'une Association Intermédiaire (AI), l'agrément préalable de Pôle emploi n'est pas requis pour les personnes embauchées mises à disposition hors entreprises.

1.2 Objectifs de cofinancement de Contrats à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI)

L'État et la CTM conviennent que **350** postes en Équivalent Temps Plein (ETP) en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI) occupés par des bénéficiaires du RSA socle, y compris les renouvellements, seront cofinancés par la CTM dans le cadre de la présente convention.

1.3 Montant de l'aide à l'insertion professionnelle

Pour chaque CDDI conclu en application de la présente convention, la CTM s'engage, dans la limite de la durée contractuelle, à contribuer au financement de l'aide au poste par une contribution mensuelle équivalente à 88% du RSA socle pour une personne isolée sans activité. L'engagement financier total de la CTM est estimé à un million neuf cent-soixante-dix-sept mille neuf cent quatre dix euros (1 977 990€). La contribution de l'État à la mise en emploi des BRSA est évaluée à deux millions six cents mille euros (2 600 000€).

1.4 Versement de l'aide

Le versement aux employeurs de la part de l'État est assuré par l'ASP.
Par convention et conformément aux articles R. 5134-40 et R. 5134-63 du code du travail, le Président du Conseil exécutif de la CTM délègue à l'ASP le paiement de la part CTM de l'aide au poste au titre des CDDI.

Chapitre 2 : Co-financement complémentaire des Structures d'Insertion par l'Activité Économique au titre du cadre d'appui territorial de l'Insertion par l'Activité Économique.

Le cadre d'appui aux Structures de l'Insertion par l'Activité Économique(SIAE) voté par la délibération 16-144-1 de l'Assemblée de Martinique prévoit un accompagnement financier supplémentaire des SIAE agréées qui emploient des BRSA. Le document est joint en annexe à la présente convention.

TROISIEME PARTIE : CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE

Chapitre 1 : Réajustement des objectifs

La Collectivité Territoriale de Martinique et l'État conviennent qu'un réajustement des objectifs prévus à la présente convention pourra avoir lieu en cours d'exécution sous réserve des crédits disponibles.

Chapitre 2 : Pilotage de la convention

Le pilotage de la mise en œuvre de la présente convention est assuré par l'État et la CTM au sein d'un comité de pilotage co-présidé par le Président du Conseil Exécutif de la CTM et le Préfet, ou leurs représentants, qui se réunit au moins une fois par trimestre. Il peut, en tant que de besoin, associer à ses travaux toute personne qualifiée dans le domaine de l'insertion sociale et professionnelle.

Chapitre 3 : Échange d'informations

La CTM et l'État s'engagent à s'échanger toutes informations permettant le suivi des prescriptions.

La forme des tableaux de bord et les modalités d'échange de données pourront être établies par le Service Public de l'Emploi Régional (SPER).

Chapitre 4 : Clause relative à la protection des données à caractère personnel

Les données contenues dans les supports et documents informatiques sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal).

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les cocontractants s'engagent à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et des échanges et notamment d'empêcher qu'ils ne soient déformés, endommagés ou communiqués à des personnes non autorisées.

Chapitre 5 : Durée de la convention

La présente Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens est conclue pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017. Elle peut être modifiée ou renouvelée par voie d'avenant.

Fait à Fort de France (en 4 exemplaires),

Le

Le Préfet

Le

Le Président du Conseil Exécutif de
la Collectivité Territoriale de
Martinique

Fabrice RIGOLET-ROZE

Alfred MARIE-JEANNE



ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL GÉNÉRAL

FINANCÉ PAR LE DÉPARTEMENT DE :

MARTINIQUE

(indiquer le nom du département)

POUR L'ANNÉE

2017

(indiquer l'année au format ssaa)

Article L. 5134-19-4 du code du travail
Article L. 5134-110 du code du travail
Article L. 5132-3-1 du code du travail

Cadre réservé à l'administration

dépt	année	n° ordre	avt renouvellement	avt modification
------	-------	----------	--------------------	------------------



Applicable du / / au 31 décembre de la même année. Si date d'échéance antérieure, la préciser : / /

Département : Collectivité Territoriale de Martinique

Adresse : Rue Gaston DEFERRE CS 30137

Code postal : 9 7 2 0 1 | | | | | | | | | |

Commune : FORT DE FRANCE

N° SIRET : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Nom et qualité de la personne chargée du suivi de la convention :

Organisme chargé de la prescription et de la signature des aides à l'insertion professionnelle :

☐ Pôle emploi : N° SIRET : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

☐ Pôle emploi : N° SIRET : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

☐ Autre organisme : _____

Adresse : _____

• Nombre total d'entrées prévues en EAV (secteur non marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle :
(dont prolongations :)

Dont nombre d'entrées en EAV au taux majoré (%) : (dont prolongations :)

• Nombre total d'entrées prévues en EAV (secteur marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle :
(dont prolongations :)

Dont nombre d'entrées en EAV au taux majoré (%) : (dont prolongations :)

• Nombre d'entrées prévues en EAV (secteur non marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : (dont prolongations :)

• Nombre d'entrées prévues en EAV (secteur marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : | | | | | (dont prolongations : | | | | |)

* Nombre total d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur non marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : 5101
(dont prolongations : 1111)

Dont nombre d'entrées en CUI-CAE (secteur non marchand) au taux majoré (%) : (dont prolongations :)

• Nombre total d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : (dont prolongations :)

Dont nombre d'entrées en CUI-CAE (secteur marchand) au taux majoré (%) : (dont prolongations :)

* Nombre d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur non marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : (dont prolongations :)

* Nombre d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : (dont prolongations :)

VOLET 2 DE LA CAOM (IAE)
INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
CONCLUE ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL GÉNÉRAL

Cadre réservé à l'administration

dépt	année	n° ordre	avt renouvellement	avt modification
------	-------	----------	--------------------	------------------



LE CONSEIL GÉNÉRAL	
Département :	COLLECTIVITE TERRITORIAL DE MARTINIQUE
Adresse :	Rue Gaston Defferre CS 30137
Code postal :	9 7 2 0 1
Commune :	FORT DE FRANCE
N° SIRET :	
Nom et qualité de la personne suivie de la convention :	
AIDES ATTRIBUÉES AUX ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION FINANCÉS PAR LE DÉPARTEMENT	
Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention :	21101 salariés
dont ⁽¹⁾ :	21101 BRSA
	Jeune -26 Seniors ASS AAH TH 50 et + DELD Autres
Montant financier :	€ ⁽²⁾
AIDES ATTRIBUÉES AUX STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (HORS ACI)	
Entreprises (EI)	
Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention :	112151 salariés
dont ⁽¹⁾ :	BRSA
	Jeune -26 Seniors ASS AAH TH 50 et + DELD Autres
Montant financier :	€ ⁽²⁾
Entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI)	
Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention :	1151 salariés
dont ⁽¹⁾ :	BRSA
	Jeune -26 Seniors ASS AAH TH 50 et + DELD Autres
Montant financier :	€ ⁽²⁾
Associations intermédiaires (AI)	
Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention :	salariés
dont ⁽¹⁾ :	BRSA
	Jeune -26 Seniors ASS AAH TH 50 et + DELD Autres
Montant financier :	€ ⁽²⁾

⁽¹⁾ personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

⁽²⁾ Lorsque les objectifs d'entrées portent sur les Brsa en ACI, la participation financière correspond à 88% du montant forfaitaire mentionné au 2° de l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles applicable à une personne isolé par mois.

Le signataire représentant l'organe exécutif du département s'engage par la présente convention à :

- réserver le traitement des informations nominatives qui leur seront transmises par l'Agence de services et de paiement aux seules finalités de préparation et de conclusion du CUI ou de l'EAV ;
- mettre en œuvre des mesures de sécurité propres à assurer la confidentialité de ces informations ;
- garantir aux intéressés l'exercice de leurs droits d'accès et de rectification prévus aux articles 39 et 40 de la Loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Fait le :
Pour le Conseil Général (Signature et cachet)

Fait le :
Pour l'Etat (Signature et cachet)

Destinataires : Exemple 1 = ASP / Exemple 2 = Préfet (unité territoriale de la DIRECCTE)
Exemple 3 = Prescripteur / Exemple 4 = Conseil général / Exemple 5 = DGEFP

Transmis à l'ASP le :



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-197-1-DE
Date de télétransmission : 07/06/2017
Date de réception préfecture : 08/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 8 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N°17-197-1

PORTANT AUTORISATION DE PASSATION D'UN AVENANT N° 2 AU PROTOCOLE DU FOND RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT FONCIER URBAIN (FRAFU)

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation de l'avenant n° 2 au protocole du Fond Régional d'Aménagement Foncier et Urbain (FRAFU).

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération, notamment l'avenant mentionné à l'article 1.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-197-1



Fonds Régional d'Aménagement Foncier et Urbain

AVENANT N°2
au protocole du 16 décembre 2011

Pour la modification du protocole du
Fonds Régional d'Aménagement Foncier et Urbain (FRAFU)

Il est convenu ce qui suit :

Entre :

*L'ETAT représenté par le Préfet de la Région Martinique, Monsieur Fabrice RIGOULET-ROZE
LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE représenté par le Président du
conseil exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE*

Considérant la loi 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique

Considérant le non financement des mesures du FRAFU par le PO-FEDER 2014-2020.

Considérant la décision de l'État entérinée par le Conseil Départemental de l'Habitat et de l'Hébergement du 20 mai 2014, relative à la modification du montant maximum de l'assiette de détermination de la surcharge foncière.

Afin de poursuivre le financement des opérations, le protocole du 16 décembre 2011 est modifié comme suit :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de la Martinique succède au Conseil Général et Conseil Régional de la Martinique pour la mise en œuvre du protocole.

ARTICLE 2 : Les mesures du FRAFU ne bénéficient plus des financements européens.

ARTICLE 3 : Le montant maximum de l'assiette pour la détermination de la Surcharge foncière est arrêté à une fois la Charge foncière de référence.

Fort-de-France, le

Le Préfet de Région

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique

Monsieur Fabrice RIGOULET-ROZE

Monsieur Alfred MARIE-JEANNE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-198-1-DE
Date de télétransmission : 23/06/2017
Date de réception préfecture : 23/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N°17-198-1

PORTANT ANNULATION DE SUBVENTIONS ATTRIBUÉES DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'INTERET GÉNÉRAL DEAN PAR LES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL GÉNÉRAL N°CP/141- 11/2011 DU 17 FÉVRIER 2011 ET N°CP/402-11 DU 09 JUIN 2011

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil Général de la Martinique n°CP/141-11 du 17 février 2011 portant attribution d'aides complémentaires à la subvention ANAH en faveur de quatorze propriétaires bailleurs dans le cadre du programme d'intérêt général DEAN départemental ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil Général de la Martinique n°CP/402-11 du 9 juin 2011 portant attribution d'aides complémentaires à la subvention ANAH en faveur de vingt deux (22) propriétaires bailleurs dans le cadre du programme d'intérêt général DEAN départemental ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu les demandes des personnes figurant dans le tableau joint en annexe ;
Sur rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont annulées les décisions d'attribution de subventions complémentaires à l'ANAH, prises par les délibérations de la commission permanente du Conseil Général de la Martinique n°CP/141-11 du 17 février 2011 et n°CP/402-11 du 09 juin 2011 susvisées, pour un montant total de soixante-cinq mille cinq cent quatre-vingt-un euros trente-trois centimes (65 581,33€) en faveur de 13 propriétaires bailleurs, comme détaillé dans l'annexe jointe à la présente.

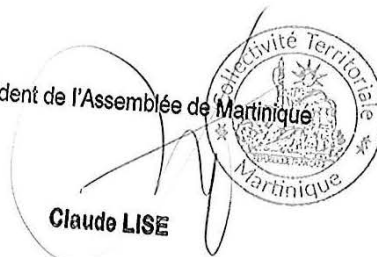
ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-199-1-DE
Date de télétransmission : 07/06/2017
Date de réception préfecture : 08/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 8 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N°17-199-1

**PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À
L'ASSOCIATION AGIR SANS VOIR (ASV)**

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 12 mai 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont allouées à l'association AGIR SANS VOIR (ASV), une subvention de fonctionnement d'un montant de quatre vingt dix mille euros (90 000,00 €) et une subvention d'investissement d'un montant de de quarante mille euros (40 000,00 €) pour un montant total de cent trente mille euros (130 000,00 €) dans le cadre d'un programme d'activités pour les personnes en situation de déficience visuelle.

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées aux chapitres fonctionnels 904 et 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-199-1



REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Fort-de-France, le

CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

L'ASSOCIATION AGIR SANS VOIR (ASV)

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention en date du 08 septembre 2016 présentée par l'association Agir Sans Voir (ASV);*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 2017 portant attribution d'une subvention de fonctionnement de 90.000,00 € et d'une subvention d'investissement de 40.000,00 € pour un montant total de Cent Trente Mille Euros (130.000,00 €) à l'association Agir Sans Voir (ASV), dans le cadre d'un programme d'activités pour les personnes en situation de déficience visuelle.*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,
Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Deferre – 97201 FORT DE FRANCE
Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ASSOCIATION AGIR SANS VOIR (ASV)

Domiciliée Maison des Aveugles – Chemin Petit Bois Terville
97233 SCHOELCHER

Représentée par Monsieur son président, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,
Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

L'association Agir Sans Voir (ASV) compte à ce jour une centaine de membres et a pour activité principale l'insertion socio-culturelle et l'intégration des personnes non et mal voyantes. À ce titre, elle a mis en place diverses activités : lutte contre l'illettrisme (apprentissage du braille, orientation scolaire). Activités de vie journalière et occupationnelles (liées au toucher, à l'odorat, au goût), initiation au clavier d'ordinateur. Elle favorise également les rencontres et les échanges entre les différentes associations de l'île.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à *l'association Agir Sans Voir (ASV)*, dans le cadre d'un programme d'activités pour les personnes en situation de déficience visuelle.

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget de l'opération s'élève à 196.599,00 €.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'association Agir Sans Voir (ASV), une subvention de fonctionnement de 90.000,00 € et une subvention d'investissement de 40.000,00 € d'un montant total de **Cent Trente Mille Euros (130.000,00€)** dans le cadre d'un programme d'activités pour les personnes en situation de déficience visuelle.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée aux chapitres fonctionnels 904 et 934, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de Cent Trente Mille Euros (130.000,00. €).

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

Pour la partie fonctionnement :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de 90.000,00 € en deux fois :

- Le premier acompte, 40 % à la signature de la convention.
- Le solde sur présentation du bilan pédagogique et financier.

Pour la partie investissement :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de 40.000,00 € en deux fois :

- Le premier acompte, 40 % à la signature de la convention.
- Le solde sur présentation du bilan pédagogique et financier.

ARTICLE 7- REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses

documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un

titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire

**Le Président du Conseil exécutif
de la Collectivité
Territoriale de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-200-1-DE
Date de télétransmission : 07/06/2017
Date de réception préfecture : 08/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N°17-200-1
AFFICHAGE LE : 8 JUIN 2017

**PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU
COMITÉ D'ACTION SOCIALE EN FAVEUR DES ORIGINAIRES
DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER EN MÉTROPOLIS (CASODOM)**

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 12 mai 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de trente mille euros (30 000,00 €) au comité d'action sociale en faveur des originaires des départements d'outre-mer en métropole (CASODOM).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer la convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-200-1



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

Fort-de-France, le

CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Représentée par son Président

Et

**LE COMITE D'ACTION SOCIALE EN FAVEUR DES ORIGINAIRES
DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER EN METROPOLE
(CASODOM)**

- ✓ Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- ✓ Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;
- ✓ Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financières des aides octroyées par les personnes publiques,
- ✓ Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
- ✓ Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
- ✓ Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;
- ✓ Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;
- ✓ Vu la demande de subvention en date du 06 décembre 2016 présentée par le Comité d'Action Sociale en faveur des Originaires des Départements d'Outre-Mer en Métropole (CASODOM), au titre de l'exercice 2017;
- ✓ Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 2017 portant attribution d'une subvention d'un montant de 30.000,00 € au Comité d'Action Sociale en faveur des Originaires des Départements d'Outre-Mer en Métropole (CASODOM).

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,
Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE
Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

LE COMITE D'ACTION SOCIALE EN FAVEUR DES ORIGINAIRES DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER EN METROPOLE (CASODOM),

Domicilié au Sis 7 bis rue du Louvre – 75000 PARIS

Représenté par Monsieur son président, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,
Dénommé ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

Association de type loi 1901, le CASODOM a été créé dans le but de venir en aide à des Antillo-Guyannais vivant en France continentale et rencontrant de grandes difficultés d'intégration et/ou d'insertion dans le cadre professionnel ou des études. Il s'agit d'aides sociale et financière à des compatriotes particulièrement signalés par les services sociaux.

Pour mettre en œuvre ses missions, l'association s'est dotée d'un service social, d'un service juridique et d'un service psychologique qui en 2015 ont reçu 1123 entretiens pour 600 personnes venues à la permanence sociale du CASODOM. L'aide financière reste la demande la plus importante.

D'autres actions particulières sont réalisées par l'association : actions d'animation, notamment en faveur des jeunes, rencontres diverses dans un but convivial ou culturel, expositions de peintres originaires de départements d'Outre-mer, organisation de voyages-vacances pour des groupes d'enfants avec le concours des délégations régionales du CASODOM.

Outre ses activités traditionnelles, en 2012 l'association a mis en œuvre une action innovante au profit des patients guyanais venus en région parisienne pour une radiothérapie. Cette action a été mise en place suite à un appel à projets lancé par l'Institut National du cancer. Elle consiste de placer ces personnes dans des familles d'accueil pendant leur séjour.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée au Comité d'Action Sociale en faveur des Originaires des Départements d'Outre-Mer en Métropole.

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget prévisionnel de l'Association s'élève à 329.500,00 €.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer au Comité d'Action Sociale en faveur des Originaires des Départements d'Outre-Mer en Métropole, une subvention d'un montant Trente Mille Euros (30.000,00 €), au titre de l'exercice 2017.

La Collectivité Territoriale de Martinique s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;

- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de 30.000,00. €.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de 30.000,00 € en deux fois.

- Le premier acompte, 40 % à la signature de la convention.
- Le solde sur présentation du bilan pédagogique et financier.

ARTICLE 7 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le

biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire

**Le Président du Conseil exécutif
de la Collectivité
Territoriale de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-201-1-DE
Date de télétransmission : 23/06/2017
Date de réception préfecture : 23/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N°17-201-1

AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2017

PORTANT LANCEMENT DE LA PREMIÈRE PHASE D'ACCOMPAGNEMENT DU GROUPEMENT ASSOCIATIF GRAP TI MOUN AUX STRUCTURES DE LA PETITE ENFANCE DE SON RÉSEAU

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 9 mai 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de seize mille six cent soixante-sept euros (16 667,00 €) au profit du groupement associatif GRAP TI MOUN pour le lancement de la première phase de son projet d'accompagnement et d'offre de service aux structures de la petite enfance de son réseau.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-202-1-DE
Date de télétransmission : 23/06/2017
Date de réception préfecture : 23/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N°17-202-1

AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2017

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ŒUVRE DES PUPILLES ORPHELINS ET FONDS D'ENTRAIDE DES SAPEURS-POMPIERS DE FRANCE (ODP) AU TITRE DE L'EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé, et action de prévention, PMI, ASE le 9 mai 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'œuvre des pupilles orphelins et fonds d'entraide des sapeurs-pompiers de France (ODP), une subvention de fonctionnement d'un montant de mille cinq cents euros (1 500,00 €) au titre de l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente décision, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-202-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



Fort-de-France, le

CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

**L'ŒUVRE DES PUPILLES ORPHELINS ET FONDS D'ENTRAIDE
DES SAPEURS POMPIERS DE FRANCE (ODP).**

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention en date du 08 septembre 2016 présentée par l'œuvre des Pupilles Orphelins et Fonds d'Entraide des Sapeurs-Pompiers de France (ODP) ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°..... du portant attribution d'une subvention d'un montant de Mille Cinq Cents euros (1.500,00 €) à l'œuvre des Pupilles Orphelins et Fonds d'Entraide des Sapeurs-Pompiers de France (ODP).*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,
Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE
Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ŒUVRE DES PUPILLES ORPHELINS ET FONDS D'ENTRAIDE DES SAPEURS POMPIERS DE FRANCE (ODP)

Domiciliée au Sis 32, rue Bréguet – 75011 PARIS

Représenté par Monsieur Eric FAURE, son président, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,

Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

L'œuvre des Pupilles Orphelins et Fonds d'Entraide des Sapeurs-pompiers de France (ODP) est une association loi 1901 reconnue d'utilité publique par décret du 28 janvier 1926, placée sous tutelle du Président de la République.

Au sein de chaque Union Départementale de l'ODP, au nombre de 97, un délégué départemental, bénévole, est chargé d'assurer le lien entre les familles et l'œuvre des Pupilles. Présent pour les familles, le bénévole les conseille et les accompagne à la suite d'un décès, d'un accident, de difficultés rencontrées par un sapeur-pompier et assure un suivi des familles pour qu'elles puissent avoir accès aux prestations auxquelles elles y ont droit.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à l'œuvre des Pupilles Orphelins et Fonds d'Entraide des Sapeurs-pompiers de France (ODP).

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget de l'opération s'élève à 5.426.800,00 €.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'association à l'œuvre des Pupilles Orphelins et Fonds d'entraide des Sapeurs-Pompiers de France (ODP), une subvention d'un montant de Mille Cinq Euros (1.500,00 €), au titre de l'exercice 2017.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de 1.500,00. €.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

La Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de 1.500,00 € en une seule fois, à compter de la date de notification de la présente convention.

ARTICLE 7- REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire

Le Président du Conseil exécutif
de la Collectivité
Territoriale de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-203-1-DE
Date de télétransmission : 13/06/2017
Date de réception préfecture : 13/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DÉLIBÉRATION N° 17-203-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 JUIN 2017

PORTANT ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION D'ÉQUILIBRE À LA SAEM-PSRM DU GALION AU TITRE DE L'ANNÉE 2017

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 11 mai 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 15 mai 2017 ;
Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique administrateurs à la SAEM-PSRM du GALION n'ont pas assisté au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la SAEM-PSRM du Galion une subvention d'un montant de cinq cent soixante-quatre mille deux cents euros (564 200 €) correspondant à un acompte sur les crédits inscrits au budget de la collectivité au titre de la dotation d'équilibre de l'année 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités fixées par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 100% en crédit de paiement 2017.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer la convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

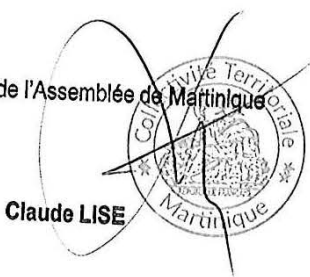
ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



Annexe à la délibération n° 17-203-1 REPUBLIQUE FRANCAISE

CONVENTION N° XXX

Définissant les conditions d'attribution et d'utilisation d'une subvention d'équilibre à la
SAEM-PSRM du Galion au titre de l'exercice 2017.

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par le Président du Conseil exécutif,
agissant aux termes de l'arrêté délibéré n° xxx du xxxx.

Et

La Société Anonyme d'économie Mixte de Production Sucrière et Rhumière de la Martinique
(SAEM-PSRM) du Galion, représentée par, son Président M. Richard BARTHELERY, ci-après
dénommée SAEM-PSRM du Galion.

IL A ETE DECIDE ET CONVENU CE QUI SUIV

Article 1. Objet

La présente convention qui régit les rapports entre les parties, a pour objet de fixer les conditions
d'attribution et d'utilisation de la subvention d'équilibre accordée à la SAEM-PSRM du Galion
au titre de l'exercice 2017.

Article 2. Nature et étendue de l'intervention

La subvention d'équilibre de la Collectivité Territoriale de Martinique est plafonnée à un montant
de 564 200 €.

Article 3. Obligations des parties

1) -SAEM-PSRM DU GALION :

La SAEM-PSRM du Galion, dans le cadre de l'opération visée, s'engage à :

- Faciliter le contrôle par la Collectivité de l'utilisation des fonds alloués,
- Adresser à la Collectivité Territoriale de Martinique les bilans et comptes de résultats de l'exercice concerné.

2) -La Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser à la SAEM-PSRM du Galion une subvention d'équilibre plafonnée à CINQ CENT SOIXANTE QUATRE MILLE DEUX CENT EUROS (564 200 €) imputée au chapitre 936-6312 article 6574 du budget territorial.

Article 4. Modalité de versement de la participation de la Collectivité

La contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique sera versée comme suit :

- Une avance de 70% soit 394 940 € dès que la présente convention sera exécutoire ;
- Le solde sur présentation du bilan et du compte certifiés et des soldes intermédiaires de gestion relatifs à l'exercice 2017. En cas de report à nouveau négatif, il sera fait application des dispositions visées à l'article 2.

Article 5. Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement des sommes indûment perçues par le bénéficiaire.

Article 6. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la présente convention sont :

- le présent document,
- l'arrêté délibéré n° XXXXXXXX

Fait à Fort-de-France,
en quatre exemplaires originaux.

Pour La SAEM-PSRM du Galion,

Le Président

**Pour la Collectivité Territoriale
de Martinique**

Le Président du Conseil exécutif



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-203-2-DE
Date de télétransmission : 13/06/2017
Date de réception préfecture : 13/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-203-2

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 JUIN 2017

PORTANT ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SAEM-PSRM DU GALION POUR LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS AU TITRE DE L'ANNÉE 2017

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 11 mai 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 15 mai 2017 ;
Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique administrateurs à la SAEM-PSRM du GALION n'ont pas assisté au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la SAEM-PSRM du Galion une subvention d'un montant de six cent vingt-et-un mille sept cent trente-sept euros cinquante centimes (621 737,50 €) correspondant à un acompte sur les crédits inscrits au budget de la collectivité. Cette somme représente 73,14 % du montant des investissements éligibles (850 000 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités fixées par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit :

- 100% en crédit de paiement 2017.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer la convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

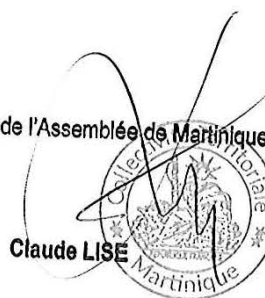
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité de ses membres, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Annexe à la délibération n° 17-203-2

REPUBLIQUE FRANCAISE

CONVENTION N° XXX

Définissant les conditions d'attribution et d'utilisation d'une subvention d'investissement à la SAEM-PSRM du Galion au titre de l'exercice 2017 hors PDRM.

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par le Président du Conseil exécutif, agissant aux termes de délibération n° xxxxx du xxxxx.

Et

La Société Anonyme d'économie Mixte de Production Sucrière et Rhumière de la Martinique (SAEM-PSRM) du Galion, représentée par, son Président M. Richard BARTHELERY, ci-après dénommée SAEM-PSRM du Galion.

IL A ETE DECIDE ET CONVENU CE QUI SUIT

Article 1. Objet

La présente convention qui régit les rapports entre les parties, a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique à la réalisation du programme d'investissement de la SAEM-PSRM du Galion au titre de l'exercice 2017.

Article 2. Nature et étendu de l'intervention

La Collectivité Territoriale de Martinique a décidé de contribuer à concurrence de SIX CENT VINGT UN MILLE SEPT CENT TRENTE SEPT EUROS ET CINQUANTE CENTIMES (621 737,50 €) représentant 73,14% du montant total éligible pour le financement de son programme dont le détail des investissements sont présenté dans le tableau ci-dessous :

Intitulé	Total
Evaporateur et réchauffeurs	850 000 €
Chariot élévateur	

Article 3. Obligations des parties

1) -SAEM-PSRM DU GALION :

La SAEM-PSRM du Galion, dans le cadre de l'opération visée, s'engage à :

- Mettre en œuvre les investissements tels que prévus dans le dossier de demande d'aide
- Utiliser la subvention uniquement pour la réalisation des projets en cause et déclare être informée qu'elle ne peut, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique, reverser tout ou partie de ladite subvention à d'autres organismes.
- Mentionner le concours financier de la Collectivité Territoriale de Martinique, notamment en cas de publication de documents, d'organisation de manifestations, d'acquisition d'équipement ou de réalisation de travaux donnant lieu à publicité ou à des opérations de communication.
- Faciliter le contrôle par la collectivité de l'utilisation des fonds alloués
- Adresser à la Collectivité Territoriale de Martinique des éléments justificatifs des dépenses réalisées.

Elle déclare en outre avoir recherché des subventions, dons ou emprunts nécessaires à l'équilibre du plan de financement.

2) -La Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser à la SAEM-PSRM du Galion une contribution financière plafonnée à SIX CENT VINGT UN MILLE SEPT CENT TRENTE SEPT EUROS ET CINQUANTE CENTIMES (621 737,50 €) imputée au chapitre 906-6312 article 20421 du budget territorial.

Article 4. Modalité de versement de la participation de la Collectivité

La contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique sera versée comme suit :

- Une avance de 70% soit 435 216,25 € dès que la présente convention sera exécutoire.
- Le solde au fur et à mesure des réalisations sur présentation des justificatifs, déduction faite de l'avance accordée.

Article 5. Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement des sommes indûment perçues par le bénéficiaire.

Article 6 délai

Un délai de deux ans, à compter de la notification de la présente convention est ouvert au bénéficiaire pour la réalisation intégrale de l'opération, ainsi que pour la remise à la Collectivité Territoriale de Martinique de l'ensemble des documents nécessaires à la clôture de la présente convention.

Article 7. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la présente convention sont :

- le présent document,
- l'arrêté délibéré n° xxxx du xxxx.

Fait à Fort-de-France,

en quatre exemplaires originaux.

Pour La SAEM-PSRM du Galion,

Le Président

Pour la Collectivité Territoriale
de Martinique

Le Président du Conseil exécutif



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-204-1-DE
Date de télétransmission : 07/06/2017
Date de réception préfecture : 08/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 8 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-204-1

EFFACEMENT DES DETTES DE LA SAEM-PRSM DU GALION AUPRÈS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°09-553-1 du 28 avril 2009 portant décision concernant la demande de la SAEM-PRSM du Galion pour la réaffectation en subvention de fonctionnement de différentes interventions régionales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le courrier de la SAEM-PRSM du Galion en date du 30 mai 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par M. Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 11 mai 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité conjointement avec la commission développement économique et tourisme le 15 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique administrateurs à la SAEM-PSRM du GALION n'ont pas assisté au vote ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est décidé l'effacement des sommes précisées ci-après dues par la SAEM-PRSM du Galion à la Collectivité Territoriale de Martinique et correspondant à un montant total de un million sept cent deux mille vingt-sept euros et quatorze centimes (1 702 027,14 €) :

- subvention d'investissements (1991-1992) : 1 143 367,63 €
- avance remboursable consentie en 1986 : 304 898,03 €
- trop perçu aide à la balance (1993) : 253 761,48 €.

ARTICLE 2 : La délibération du Conseil régional de Martinique n°09-553-1 du 28 avril 2009 est annulée dans toutes ses dispositions.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-208-1-DE
Date de télétransmission : 13/06/2017
Date de réception préfecture : 13/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N°17-208-1

AFFICHAGE LE : 13 JUIN 2017

PORTANT AUTORISATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE DE DEMANDER AU MINISTRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, DE PRORoger DE TROIS ANS LA DURÉE DE CLASSEMENT DU PARC NATUREL RÉGIONAL DE LA MARTINIQUE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 7222-6, et ses articles L7211-1 à L7331-3, et ses articles L4141-1 à L4142-4 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, notamment ses articles 48 et 53 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 15 mai 2017 ;
Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique administrateurs au Parc Naturel Régional de la Martinique n'ont pas assisté au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à demander au ministre de la transition écologique et solidaire, la prorogation de la durée de classement du Parc Naturel Régional de Martinique (PNRM) de trois ans supplémentaires.

La Charte du PNRM s'étendra donc de 2012 à 2027.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-209-1-DE
Date de télétransmission : 13/06/2017
Date de réception préfecture : 13/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DÉLIBÉRATION N° 17-209-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 JUIN 2017

PORTANT MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF CADRE DU PLAN DE RESTRUCTURATION DE L'AGRICULTURE MARTINICAISE SUITE AUX INTEMPÉRIES DE L'ANNÉE 2016

L'An deux mille dix-sept, et le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Vu le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 15 mai 2017 ;
Considérant la situation des petites unités agricoles suite aux intempéries de septembre 2016 et la nécessité d'une relance de la production ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvée la mise en place d'un dispositif d'intervention cadre pour accompagner la restructuration des exploitations relevant de la filière de diversification végétale suite aux intempéries de 2016, pour une enveloppe globale d'un million sept cent mille euros (1 700 000 €).

ARTICLE 2 : La dépense est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités précisées par les conventions.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer les conventions et tous actes nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer la convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-210-1-DE
Date de télétransmission : 13/06/2017
Date de réception préfecture : 13/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-210-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 JUIN 2017

PORTANT ANNULATION DE DÉLIBÉRATIONS ET OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA SNSM POUR L'ACQUISITION D'UNE VEDETTE POUR LA STATION DE CASE-PILOTE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-2277-1 du 17 novembre 2015 portant octroi d'une subvention à la Société Nationale de Sauvetage en Mer (SNSM) pour l'acquisition de deux nouvelles vedettes en vue d'équiper les stations de Case-Pilote et du François ;

Vu la délibération du Conseil Général de la Martinique n° CP/1067-15 du 19 novembre 2015 portant octroi d'une subvention à la Société Nationale de Sauvetage en Mer (SNSM) pour la construction de deux vedettes ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE le 11 mai 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 12 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont annulées les délibérations suivantes :

- n°15-2277-1 de la Commission Permanente du Conseil Régional de Martinique du 17 novembre 2015 portant octroi d'une subvention d'un montant soixante-cinq mille euros (65 000,00 €) à la Société Nationale de Sauvetage en Mer (SNSM) pour l'acquisition de deux nouvelles vedettes en vue d'équiper les stations de Case-Pilote et du François,
- n° CP/1067-15 de la Commission Permanente du Conseil Général de la Martinique du 19 novembre 2015 portant attribution d'une subvention d'un montant de vingt-cinq mille euros (25 000,00 €) à la Société Nationale de Sauvetage en Mer (SNSM) pour la construction de deux vedettes pour les stations de sauvetages du François et de Case-Pilote.

ARTICLE 2 : Est attribuée à la Société Nationale de Sauvetage en Mer (SNSM), une subvention d'un montant de soixante-et-onze mille sept cent soixante-sept euros (71 767,00 €) pour l'acquisition d'une nouvelle vedette destinée à la station de sauvetage de Case-Pilote.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 901 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

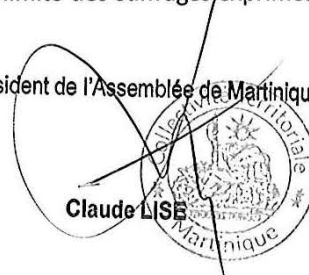
ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-211-1-DE
Date de télétransmission : 13/06/2017
Date de réception préfecture : 13/06/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 JUIN 2017

DELIBERATION N° 17-211-1

PORTANT PROJET D'AMÉNAGEMENT DE SUPERSTRUCTURES - PORT DE PÊCHE TERRITORIAL DE GRAND-RIVIÈRE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif, en charge du développement durable et énergie, l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et la croissance verte (agriculture...), les transports et les sports ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE le 11 mai 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 12 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adopté le projet d'aménagement de superstructures sur le port de pêche territorial de Grand-Rivière.

ARTICLE 2 : Les travaux d'aménagement sont estimés à deux millions d'euros (2 000 000,00 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-212-1-DE
Date de télétransmission : 01/06/2017
Date de réception préfecture : 01/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-212-1

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 1 JUIN 2017

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A LA LIGUE DE FOOTBALL DE MARTINIQUE POUR LA REALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2016-2017

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par M. Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 10 mai 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de cent quarante-cinq mille euros (145 000 €) est attribuée à la ligue de football de Martinique pour la réalisation de son programme d'actions 2016-2017. Cette somme est répartie comme suit :

- 135 000 € pour les actions
- 10 000 € pour l'investissement.

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées aux chapitres 933 et 903 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versées au bénéficiaire, selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Annexe à la délibération n°17-212-1

CONVENTION SN°17-.....-1

ENTRE,

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif, dûment habilité par délibération n°15-0003 du 18 décembre 2015, dont le siège est sis à :

Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique
Rue Gaston Defferre – Cluny
CS 30137
97201 FORT DE FRANCE CEDEX

d'une part,

ET

LA LIGUE DE FOOTBALL DE MARTINIQUE, représentée par son président, M.
, dont le siège est sis à :

2 rue Saint-John Perse
Morne-Tartenson – BP 307
97203 FORT DE FRANCE CEDEX

désignée dans tout ce qui suit par le mot « cocontractant »

d'autre part,

ci-après désignées les parties,

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

.../...

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique aux dépenses de la ligue de football pour la réalisation de son programme d'actions 2016-2017.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

1/ Conformément à la délibération n°17-.....-1 du conseil exécutif de la collectivité de Martinique du 2017, la contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée à CENT QUARANTE CINQ MILLE (145 000 €). Cette somme est à répartir comme suit :

- 135 000 € pour les actions,
- 10 000 € pour l'équipement.

2/ Le mandatement de ces sommes sera effectué selon les modalités suivantes :

* Pour le programme d'actions :

- 70% de la somme, dès que la convention est exécutoire,
- le solde, sur présentation des comptes certifiés.

* Pour l'investissement :

- 70% de la somme, dès que la convention est exécutoire,
- le solde, sur présentation des justificatifs de dépenses.

Les sommes versées seront calculées au prorata des dépenses effectivement réalisées ; la subvention allouée représentant le seuil maximal. En cas de trop perçu, un titre de recettes pourra être émis à l'encontre du cocontractant pour le remboursement de ces sommes.

Les paiements seront effectués par virement bancaire sur le compte du cocontractant.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU COCONTRACTANT

Le co-contractant s'engage à :

- 1) Mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de ce programme d'actions ;
- 2) Faire figurer le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous les types de supports de communication relatifs aux actions ;
 - ↳ Si le degré de participation financière et d'implication de la collectivité est plus important, ce logo devra être mis en valeur par rapport aux autres partenaires.
 - ↳ Il ne peut être mis directement ou en vis-à-vis de logos publicitaires, d'annonceurs classiques, car il s'agit d'un logo institutionnel.
- 3) Mettre à la disposition des élus de la Collectivité des billets d'accès aux différentes manifestations ;
- 4) Garantir l'utilisation effective des fonds alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique en conformité avec l'objectif arrêté ;
- 5) Faciliter le contrôle de l'utilisation des fonds concernés par la Collectivité Territoriale de Martinique.

.../...

ARTICLE 4 : ANNULATION - REVERSEMENT

En cas de non-exécution des prestations afférentes à la présente convention, ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, ou de non-respect des dispositions de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le cocontractant.

Dans le cas où la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, à compter de la notification de la décision, la subvention sera annulée de plein droit.

ARTICLE 5 : LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou l'exécution des termes de la présente convention.

Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant la juridiction compétente.

Le Cocontractant

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique**

.../...



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-212-2-DE
Date de télétransmission : 07/06/2017
Date de réception préfecture : 08/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-212-2

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 8 JUIN 2017

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA LIGUE DE HANDBALL DE MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D' ACTIONS 2016-2017

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par M. Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 10 mai 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de cent vingt mille euros (120 000 €) est attribuée à la ligue de handball de Martinique pour la réalisation de son programme d'actions 2016-2017. Cette somme est répartie comme suit :

- 110 000 € pour les actions
- 10 000 € pour l'investissement.

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées aux chapitres 933 et 903 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versées au bénéficiaire, selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Annexe à la délibération n°17-212-2

CONVENTION SN°17-.....-1

ENTRE,

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif, dûment habilité par délibération n°15-0003 du 18 décembre 2015, dont le siège est sis à :

Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique
Rue Gaston Defferre – Cluny
CS 30137
97201 FORT DE FRANCE CEDEX

d'une part,

ET

LA LIGUE DE HANDBALL DE MARTINIQUE, représentée par son président, N dont le siège est sis à :

Maison des Sports
Pointe de la Vierge
97200 FORT DE FRANCE

désignée dans tout ce qui suit par le mot « cocontractant »

d'autre part,

ci-après désignées les parties,

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

.../...

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique aux dépenses de la ligue de handball pour la réalisation de son programme d'actions 2016-2017.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

1/ Conformément à la délibération n°17-.....-1 du conseil exécutif de la collectivité de Martinique du 2017, la contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée à CENT VINGT MILLE (120 000 €). Cette somme est à répartir comme suit :

- 110 000 € pour les actions,
- 10 000 € pour l'investissement.

2/ Le mandatement de ces sommes sera effectuée selon les modalités suivantes :

* Pour le programme d'actions :

- 70% de la somme, dès que la convention est exécutoire,
- le solde, sur présentation des comptes certifiés.

* Pour l'investissement :

- 70% de la somme, dès que la convention est exécutoire,
- le solde, sur présentation des justificatifs de dépenses.

Les sommes versées seront calculées au prorata des dépenses effectivement réalisées ; la subvention allouée représentant le seuil maximal. En cas de trop perçu, un titre de recettes pourra être émis à l'encontre du cocontractant pour le remboursement de ces sommes.

Les paiements seront effectués par virement bancaire sur le compte du cocontractant.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU COCONTRACTANT

Le co-contractant s'engage à :

- 1) Mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de ce programme d'actions ;
- 2) Faire figurer le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous les types de supports de communication relatifs aux actions ;
 - ↳ Si le degré de participation financière et d'implication de la collectivité est plus important, ce logo devra être mis en valeur par rapport aux autres partenaires.
 - ↳ Il ne peut être mis directement ou en vis-à-vis de logos publicitaires, d'annonceurs classiques, car il s'agit d'un logo institutionnel.
- 3) Mettre à la disposition des élus de la Collectivité des billets d'accès aux différentes manifestations ;
- 4) Garantir l'utilisation effective des fonds alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique en conformité avec l'objectif arrêté ;
- 5) Faciliter le contrôle de l'utilisation des fonds concernés par la Collectivité Territoriale de Martinique.

.../...

ARTICLE 4 : ANNULATION - REVERSEMENT

En cas de non-exécution des prestations afférentes à la présente convention, ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, ou de non-respect des dispositions de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le cocontractant.

Dans le cas où la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, à compter de la notification de la décision, la subvention sera annulée de plein droit.

ARTICLE 5 : LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou l'exécution des termes de la présente convention.

Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant la juridiction compétente.

Le Cocontractant

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique**

.../...



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-212-3-DE
Date de télétransmission : 07/06/2017
Date de réception préfecture : 08/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-212-3

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 8 JUIN 2017

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ RÉGIONAL CYCLISTE DE MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2016-2017

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil exécutif de Martinique présenté par M. Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 10 mai 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de deux cent mille euros (200 000 €) est attribuée au Comité Régional Cycliste de Martinique pour la réalisation de son programme d'actions 2016-2017. Cette somme est répartie comme suit :

- 190 000 € pour les actions
- 10 000 € pour l'investissement.

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées aux chapitres 933 et 903 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versées au bénéficiaire, selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Annexe à la délibération n°17-212-3

CONVENTION SN°17-.....-1

ENTRE,

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif, dûment habilité par délibération n°15-0003 du 18 décembre 2015, dont le siège est sis à :

Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique
Rue Gaston Defferre – Cluny
CS 30137
97201 FORT DE FRANCE CEDEX

d'une part,

ET

LE COMITE REGIONAL CYCLISTE DE MARTINIQUE, représenté par son président, M.
, dont le siège est sis à :

Av. SalvadorAllende – Cité Dillon
Bât. T – Esc.3 – Porte 2 – BP n°1115
97200 FORT DE FRANCE

désignée dans tout ce qui suit par le mot « cocontractant »

d'autre part,

ci-après désignées les parties,

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

.../...

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique aux dépenses du comité régional cycliste pour la réalisation de son programme d'actions 2016-2017.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

1/ Conformément à la délibération n°17-.....-1 du conseil exécutif de la collectivité de Martinique du 2017, la contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée à DEUX CENT MILLE (200 000 €). Cette somme est à répartir comme suit :

- 190 000 € pour les actions,
- 10 000 € pour l'investissement.

2/ Le mandatement de ces sommes sera effectué selon les modalités suivantes :

* Pour le programme d'actions :

- 70% de la somme, dès que la convention est exécutoire,
- le solde, sur présentation des comptes certifiés.

* Pour l'investissement :

- 70% de la somme, dès que la convention est exécutoire,
- le solde, sur présentation des justificatifs de dépenses.

Les sommes versées seront calculées au prorata des dépenses effectivement réalisées ; la subvention allouée représentant le seuil maximal. En cas de trop perçu, un titre de recettes pourra être émis à l'encontre du cocontractant pour le remboursement de ces sommes.

Les paiements seront effectués par virement bancaire sur le compte du cocontractant.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU COCONTRACTANT

Le co-contractant s'engage à :

- 1) Mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de ce programme d'actions ;
- 2) Faire figurer le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous les types de supports de communication relatifs aux actions ;
 - ↳ Si le degré de participation financière et d'implication de la collectivité est plus important, ce logo devra être mis en valeur par rapport aux autres partenaires.
 - ↳ Il ne peut être mis directement ou en vis-à-vis de logos publicitaires, d'annonceurs classiques, car il s'agit d'un logo institutionnel.
- 3) Mettre à la disposition des élus de la Collectivité des billets d'accès aux différentes manifestations ;
- 4) Garantir l'utilisation effective des fonds alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique en conformité avec l'objectif arrêté ;
- 5) Faciliter le contrôle de l'utilisation des fonds concernés par la Collectivité Territoriale de Martinique.

.../...

ARTICLE 4 : ANNULATION - REVERSEMENT

En cas de non-exécution des prestations afférentes à la présente convention, ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, ou de non-respect des dispositions de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le cocontractant.

Dans le cas où la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, à compter de la notification de la décision, la subvention sera annulée de plein droit.

ARTICLE 5 : LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou l'exécution des termes de la présente convention.

Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant la juridiction compétente.

Le Cocontractant

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique**

.../...



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-213-1-DE
Date de télétransmission : 01/06/2017
Date de réception préfecture : 01/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-213-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 01 JUIN 2017

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A LA LIGUE DE FOOTBALL DE MARTINIQUE POUR L'ORGANISATION DE LA COUPE DES NATIONS DE LA CARAÏBES ET SA PARTICIPATION A LA GOLD CUP 2017

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par M. Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 10 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de cent soixante-dix mille euros (170 000 €) est attribuée à la ligue de football de Martinique pour l'organisation de la coupe des nations de la Caraïbes et la participation à la Gold Cup 2017.

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées aux chapitres 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versées au bénéficiaire, selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE A LA DELIBERATION 17-213-1



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CONVENTION SN°17-.....-1

ENTRE,

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif, dûment habilité par délibération n°15-0003 du 18 décembre 2015, dont le siège est sis à :

Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique
Rue Gaston Defferre – Cluny
CS 30137
97201 FORT DE FRANCE CEDEX

d'une part,

ET

LA LIGUE DE FOOTBALL DE MARTINIQUE, représentée par son président, M. Samuel PEREAU, dont le siège est sis à :

2 rue Saint-John Perse
Morne-Tartenson – BP 307
97203 FORT DE FRANCE CEDEX

désignée dans tout ce qui suit par le mot « cocontractant »

d'autre part,

ci-après désignées les parties,

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

.../...

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique aux dépenses de la ligue de football de Martinique pour l'organisation de la coupe des nations de la Caraïbe et sa participation à la Gold Cup 2017.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

1/ Conformément à la délibération n°17-.....-1 de l'assemblée de Martinique du 2017, la contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée à CENT SOIXANTE DIX MILLE EUROS (170 000 €).

2/ Le versement de cette somme sera effectué selon les modalités suivantes :

- 70% de la somme, lorsque la convention est rendue exécutoire,
- le solde, sur présentation des bilans financiers certifiés des opérations correspondantes.

La somme versée sera calculée au prorata des dépenses effectivement réalisées ; la subvention allouée représentant le seuil maximal. En cas de trop perçu, un titre de recettes pourra être émis à l'encontre du cocontractant pour le remboursement de cette somme.

Les paiements seront effectués par virement bancaire sur le compte du cocontractant.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU COCONTRACTANT

Le co-contractant s'engage à :

- 1) Mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de ce programme d'actions ;
- 2) Faire figurer le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous les types de supports de communication relatifs aux actions ;

↳ Si le degré de participation financière et d'implication de la collectivité est plus important, ce logo devra être mis en valeur par rapport aux autres partenaires.

↳ Il ne peut être mis directement ou en vis-à-vis de logos publicitaires, d'annonceurs classiques, car il s'agit d'un logo institutionnel.
- 3) Mettre à la disposition des élus de la Collectivité des billets d'accès aux différentes manifestations ;
- 4) Garantir l'utilisation effective des fonds alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique en conformité avec l'objectif arrêté ;
- 5) Faciliter le contrôle de l'utilisation des fonds concernés par la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : ANNULATION - REVERSEMENT

En cas de non-exécution des prestations afférentes à la présente convention, ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, ou de non-respect des dispositions de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le cocontractant.

Dans le cas où la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, à compter de la notification de la décision, la subvention sera annulée de plein droit.

ARTICLE 5 : LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou l'exécution des termes de la présente convention.

Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant la juridiction compétente.

Le Cocontractant

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique**

.../...



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-214-1-DE
Date de télétransmission : 07/06/2017
Date de réception préfecture : 08/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

DÉLIBÉRATION N°17-214-1

AFFICHAGE LE : 8 JUIN 2017

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CLUB TCHIMBÉ RAID POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2016-2017

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif, en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports,

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 10 mai 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré,

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée au Club Tchimbé Raid (C.T.R) une subvention d'un montant de vingt mille euros (20 000 €) à titre de contribution à la réalisation de son programme d'actions 2016-2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée à l'attributaire, selon les modalités suivantes :

- 70% dès que la délibération est exécutoire,
- Le solde sur présentation du bilan financier certifié par le président et le trésorier de l'association.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-215-1-DE
Date de télétransmission : 07/06/2017
Date de réception préfecture : 08/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 8 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-215-1

PORTANT COMPLÉMENT SUR LE FSE-INCLUSION DU PO FSE ÉTAT DE LA DÉLIBÉRATION N°16-128-1 DU 19 JUILLET 2016 RELATIVE À LA VALIDATION DU CIRCUIT DE PROGRAMMATION DES DOSSIERS COFINANCÉS PAR LES FONDS EUROPÉENS ET MODALITÉS DE GESTION DU PO FEDER/FSE, FEAMP, FEADER

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 78;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP-programme 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil général de la Martinique n°CG/101-14 du 9 octobre 2014 approuvant la candidature du Département à la gestion d'une subvention globale au titre du programme opérationnel FSE Martinique pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-8-1 du 19 janvier 2016 délégation générale de pouvoirs de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-87-1 du 25 avril 2016 portant délégation de gestion (organisme intermédiaire) à la Collectivité Territoriale de Martinique pour les mesures régionalisées du FEAMP ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PO FEDER/FSE, FEAMP ET FEADER ;
Vu l'avis du Conseil Exécutif du 27 avril 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 3 de la délibération n°16-128-1 du 19 juillet 2016 susvisée est ainsi modifié :

« Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour approuver et modifier tous les actes relatifs aux modalités de mise en œuvre du PO FEDER-FSE et du PDRM (FEADER) pour lesquels la Collectivité Territoriale de Martinique est Autorité de Gestion.

Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour approuver et modifier tous les actes relatifs aux modalités de mise en œuvre des subventions globales relatives au programme national FEAMP et au programme opérationnel FSE Martinique pour lesquels la Collectivité Territoriale de Martinique est Organisme Intermédiaire ».

ARTICLE 2 : Les autres dispositions de la délibération n°16-128-1 du 19 juillet 2016 demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 PORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-220-1-DE
Date de télétransmission : 02/06/2017
Date de réception préfecture : 02/06/2017

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 22 JUIN 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-220-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT AU SYNDICAT MIXTE DE TRAITEMENT ET DE VALORISATION DES DECHETS (SMTVD) SYNERGIE MQ0007782 « COMPLEXE ENVIRONNEMENTAL DE VALORISATION ET DE TRAITEMENT DES DECHETS DU PETIT-GALION »

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds social de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu la décision n°C (2014) 10168 finale du 18 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du programme opérationnel FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu l'article 78 de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'État sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de service d'intérêt économique général ;
Vu la délibération n°14-1051-1 du Conseil Régional du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP - programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de la Martinique, pour l'exercice 2017 ;
Vu la délibération n° CP/101-15 de la Commission permanente du 29 janvier 2015 du Conseil Général de la Martinique relative à l'attribution d'une subvention au Syndicat Mixte de traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) pour la construction du complexe environnemental du Petit Galion ;
Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique n°CC-03-2017/036 du 20 avril 2017 relative à l'avis sur la reconnaissance d'une mission de « Service d'Intérêt Économique Général » (SIEG) pour le traitement des déchets ménagers et assimilés effectué par le Syndicat Mixte de Traitement et de Valorisation des Déchets ;
Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique n°03.00049/2017 du 26 avril 2017 relative à l'avis sur la reconnaissance d'une mission de « Service d'Intérêt Économique Général » (SIEG) pour le traitement des déchets ménagers et assimilés effectué par le Syndicat Mixte de Traitement et de Valorisation des Déchets ;
Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique n°39/2017 du 9 mai 2017 relative à l'avis sur la reconnaissance d'une mission de « Service d'Intérêt Économique Général » (SIEG) pour le traitement des déchets ménagers et assimilés effectué par le Syndicat Mixte de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) ;
Vu la demande du Syndicat Mixte de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) du 03 août 2015 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 18 avril 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis de la commission des Finances, Programmation Budgétaire et Fiscalité le 15 mai 2017 ;
Vu l'avis de la Commission Affaires Européennes et Coopération le 16 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de trente-neuf millions seize mille cinq cent soixante-quatorze euros six centimes (39 016 574,06 €), est attribuée au Syndicat Mixte de Traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD), pour l'opération « Synergie MQ0007782 : Complexe environnemental de Valorisation et de traitement des déchets du Petit Galion ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à quarante- trois millions cinq cent trente-deux mille trois cent quatre-vingt-seize euros six centimes (43 532 396,06 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- Pour la part territoriale, s'élevant à vingt millions seize mille cinq cent soixante-quatorze euros six centimes (20 016 574,06 €) soit 45,98 % du coût total éligible, au chapitre 907/7213/2041 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Pour la part FEDER, s'élevant à dix-neuf millions d'euros (19 000 000,00 €) soit 43,65 % du coût total éligible, au chapitre 905/052/2041 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique .

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 30 % en crédit de paiement 2017
- 30 % en crédit de paiement 2018
- 40 % en crédit de paiement 2019

ARTICLE 3 : La présente délibération annule et remplace la délibération n° CP/101-15 de la Commission permanente du 29 janvier 2015 du Conseil Général de la Martinique relative à l'attribution d'une subvention au Syndicat Mixte de traitement et de Valorisation des Déchets (SMTVD) pour la construction du complexe environnemental du Petit Galion.

ARTICLE 4 : La présente délibération rompt la convention n° CV 13 04.15-00 311 conclue entre le département de la Martinique et le SMTVD.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer la convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité Territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-220-1

Collectivité
Territoriale
de Martinique

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



PO FEDER/FSE 2014-2020 Région Martinique
Convention attributive d'une aide européenne <i>FEDER ou FSE</i>
N° Année - Axe – mes –sous-mes
Dossier N°MQ 000...

Bénéficiaire :
SIRET :
Adresse complète :
Nom et Qualité du signataire :
Intitulé de l'opération :
N° Synergie

Axe prioritaire	
Mesure	
Sous-Mesure	
Assiette éligible :	
Montant de l'aide UE:	Euros
Imputation budgétaire :	
Montant de l'aide CTM:	Euros
Imputation budgétaire :	
Ordonnateur de la dépense	Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)
Comptable assignataire	PAYEUR REGIONAL
Service :	

- Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;
- Pour le FEDER Vu le règlement (UE) n° « 1301/2013 » du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° « 1080/2006 » du « 5 juillet 2006 » ;

OU

- Pour le FSE Vu le règlement (UE) n° « 1304/2013 » du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds social européen » et abrogeant le règlement (CE) n° « 1080/2006 » du « 5 juillet 2006 » ;
- Vu la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 n° C(2011) 9380 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous la forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;
- Vu le règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt général ;
- Vu Règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'UE aux aides de minimis ;
- Vu le règlement délégué (UE) n° 480 du 3 mars 2014 de la Commission complétant le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil ;
- Vu le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
- Vu la décision de la Commission du 19 décembre 2013 relative à l'établissement et à l'approbation des orientations pour la détermination des corrections financières à appliquer par la Commission aux dépenses financées par l'Union dans le cadre de la gestion partagée en cas de non-respect des règles en matière de marchés publics.
- Vu la décision n° C(2014) 10168 finale du 18 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du programme opérationnel « FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 » ;
- Vu l'accord de partenariat français pour la période 2014-2020 du 8 août 2014 ;
- Vu le régime d'aide d'Etat notifié/exempté n° « ... » du « date » ;
- Vu le code des marchés publics ;

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 portant création de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissements ;
- Vu le décret n°2014-1460 du 8 décembre 2014 modifiant le décret n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens ;
- Vu le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;
- Vu le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre de programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
- Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
- Vu les « méthodes et critères de sélection » et le « document de mise en œuvre » fixant les critères d'éligibilité et de sélection des opérations et des bénéficiaires dans le cadre du programme opérationnel « FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 », validés par les instances régionales compétentes ;
- Vu la demande d'aide européenne de l'opération « intitulé » présentée par le bénéficiaire le « date » ;
- Vu l'acte juridique passé entre le bénéficiaire chef de file « intitulé », et les partenaires signé le « date ».
- Vu l'avis du *Comité Technique Régional* du « date »,
- Vu la décision du *le Comité de Programmation Stratégique* du « date »
- Vu la délibération n° 16-86-1 du 25 avril 2016 de l'Assemblée de Martinique portant résiliation de délégation de tâches ou de gestion au Groupement d'Intérêt Public Martinique Europe Performance et donnant mandat au Président du Conseil Exécutif pour diverses mesures liées ;

Entre la **Collectivité Territoriale de Martinique (CTM)**, représentée par son Président, Monsieur Alfred Marie-Jeanne,

Et le **bénéficiaire**, représenté(e) par < Nom, fonction >, bénéficiaire de l'aide < fonds européen concerné > et du cofinancement CTM.

Il est convenu ce qui suit :

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE | Rue Gaston Defferre CS 30137 | 97261 Fort-de-France, Martinique
Téléphone : 0596 59 63 00 | Fax : 0596 72 68 10.

PREAMBULE

Le bénéficiaire dispose d'un correspondant unique qui est le Service instructeur <Intitulé du service instructeur> qui transmet, le cas échéant, les informations aux autres services concernés. Il est situé <adresse et coordonnées exactes> pour toute question liée à la mise en œuvre administrative et financière de l'opération faisant l'objet de la présente convention.

ARTICLE 1 – Objet de la convention

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération intitulée <intitulé de l'opération >, ci-après désignée « l'opération ». Il bénéficie pour cela d'une aide du < fonds européen concerné > dans les conditions fixées par la présente convention et conformément à la réglementation européenne et nationale en vigueur.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme opérationnel FEDER-FSE Région Martinique, pour la période de programmation 2014-2020 de la Politique de Cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne, au titre :

- Axe :
- Priorité d'investissement :
- Objectif stratégique :
- Mesure :
- Sous-mesure :

Le contenu de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrits dans la présente convention et dans l'annexe technique et financière, *précisant l'objectif et le descriptif de l'opération, le coût, le plan de financement, le calendrier des réalisations, les indicateurs de réalisation*, qui complète la convention et constitue une pièce contractuelle.

ARTICLE 2 - Période d'exécution de l'opération

La réalisation de l'opération doit s'inscrire dans la période du < Date de démarrage de l'opération > au < Date de fin de l'opération >, conformément à l'échéancier de réalisation précisé dans l'annexe technique et financière.

Le bénéficiaire s'engage à informer la «CTM» du commencement d'exécution de l'opération. Le bénéficiaire devra apporter la preuve du début d'exécution de l'opération par tout document. Ces éléments seront préalablement examinés puis le cas échéant validés par le service instructeur.

La présente convention sera caduque si l'opération n'a pas été commencée à l'expiration d'un délai de 6 mois à compter de sa notification, sauf autorisation donnée par la «CTM», sur demande justifiée et écrite du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

Le bénéficiaire s'engage à informer la «CTM» de la fin de l'exécution de l'opération. Il transmet à cet effet au service instructeur une déclaration de fin de travaux.

Il s'engage par ailleurs à transmettre dans un délai de 2 mois maximum à partir de la «date de fin d'éligibilité des dépenses. » son bilan final d'exécution accompagné des pièces comptables et non comptables.

L'opération doit être réalisée avant la date prévue, soit le < Date de fin de l'opération > sauf prorogation accordée par la « CTM » par voie d'avenant, sur demande écrite justifiée du bénéficiaire avant expiration de ce délai.

ARTICLE 3 – Eligibilité des dépenses

Conformité aux règles d'éligibilité des dépenses :

Les règles d'éligibilité fixées au niveau national, européen, et par le programme s'appliquent à l'ensemble des dépenses de l'opération, qu'elles soient financées sur fonds européens ou sur fonds nationaux publics ou privés.

Ne seront retenues dans l'assiette éligible que des dépenses conformes aux dispositions réglementaires, et répondant aux critères définis dans le programme opérationnel FEDER-FSE Région Martinique 2014-2020, aux critères de sélection et au document de mise en œuvre.

Ces dépenses ne doivent pas avoir été déjà déclarées dans le cadre d'une autre opération cofinancée par le même programme, par un autre programme européen ou par toute autre aide publique.

Période d'éligibilité et justification des dépenses :

Les dépenses sont éligibles si elles sont réalisées par le bénéficiaire, payées et acquittées à compter du « date de début d'éligibilité des dépenses » « date de la demande » et jusqu'au « date de fin d'éligibilité des dépenses. », qui correspond à la date de fin de la période de conventionnement.

La justification des dépenses encourues s'effectue par la production de factures acquittées (mention portée sur chaque facture par le fournisseur) et/ou par la production de pièces de valeur probante équivalente à savoir :

- pour les opérateurs publics, copie des factures certifiées accompagnées d'une attestation de paiement délivrée par leur comptable public ;
- pour les opérateurs privés, les factures certifiées payées, mention portée, sur chaque facture ou sur un état récapitulatif, par un commissaire aux comptes ou un expert-comptable ou accompagnées de relevés de compte bancaire de l'opérateur faisant apparaître les débits correspondants.

Option de coûts simplifiés (Spécifique FSE)

Conformément à l'article 14 du règlement FSE le recours aux coûts simplifiés est obligatoire pour les opérations dont le soutien public ne dépasse pas 50 000,00 €. Il sera mis en œuvre de la manière suivante :

- ☐ coûts unitaires dont l'unité est le nombre de participant au terme de l'opération
- ☐ taux forfaitaire maximal de 40 % des frais de personnel pour le calcul des autres coûts

Dans ce cas le bénéficiaire devra fournir tout justificatif probant de la réalisation physique de l'opération. Aucune pièce justificative comptable n'est requise.

Nota Bene : En cas de dépenses qui ont fait l'objet d'une procédure de coûts simplifiés, les pièces justificatives comptables des dépenses concernées ne sont pas requises. Il est nécessaire de préciser la forme, la référence juridique applicable, et la méthode (ex : taux forfaitaires applicables, barème standard de coûts unitaires dont l'unité choisie, montant forfaitaire, etc...) utilisée.

Nota Bene : En cas de dépenses indirectes il est nécessaire d'indiquer la clé de proratisation retenue

Nota Bene : La convention doit être ajustée en prenant en compte certains types de dépenses (ex : crédit-bail, contribution en nature, sous-traitance, etc...)

Nota Bene : La convention doit être ajustée en cas de dépenses acquittées par un tiers, ou de dépenses supportées par des partenaires dans le cadre d'une opération collaborative

***Nota Bene :** Il peut être envisagé d'indiquer dans la convention que le libellé de la facture mentionne explicitement l'intitulé de l'opération.*

***Nota Bene :** La période d'éligibilité des dépenses doit être cohérente par rapport à la période d'exécution de l'opération.*

ARTICLE 4 - Montant de l'aide européenne

Le coût total prévisionnel éligible de l'opération est de : < montant en chiffres> euros, montant en lettres < HT **OU** TTC >.

Le montant définitif sera calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées et justifiées.

- Le montant maximum prévisionnel de la **participation du FEDER** est fixé à montant en chiffres € et représente X% du coût total prévisionnel éligible.
- Le montant maximum prévisionnel de la **participation CTM** est fixé à montant en chiffres € et représente X% du coût prévisionnel éligible.

Si le plan de financement initial venait à être modifié, le bénéficiaire s'engage à en informer la CTM, dès qu'il en a connaissance et dans tous les cas avant la fin de l'opération, ce qui fera procéder au réexamen du dossier par les instances de programmation. En cas de manquement de cette obligation, la CTM pourra exiger du bénéficiaire le remboursement total ou partiel des montants payés.

L'aide européenne pourra dans ce cas être revue à la baisse afin de respecter le taux maximum d'aide publique autorisé.

ARTICLE 5 – Modalités de paiement de l'aide européenne

Sous réserve de disponibilités des crédits correspondants, les modalités de paiement des aides s'établissent comme suit :

- Au titre d'une **avance** d'un montant maximal de 20% du montant de l'aide prévisionnelle, à la signature de la convention, sur demande expresse dûment motivée du bénéficiaire et présentation d'un justificatif de démarrage de l'opération, sous réserve de disponibilité de crédits et après avis du service instructeur ;
- Au titre d'**acompte(s)**, au prorata des dépenses réalisées et justifiées dans la limite de 80 % du montant maximum des aides en cofinancement accordées, déduction faite de l'avance versée le cas échéant ; le bénéficiaire s'engage à déposer à l'appui de ses demandes de paiement d'acomptes un état récapitulatif détaillé de ses dépenses réalisées accompagné des pièces justificatives de dépenses effectivement réalisées conformément au programme retenu, payées par le bénéficiaire et acquittées.
- Au titre de versement du **solde** : de 20% calculé dans la limite du montant maximum prévisionnel du cofinancement, déduction faite de l'avance et des acomptes versés, sur production par le bénéficiaire, dans le délai prévu à l'article 2 d'un compte-rendu d'exécution final de l'opération, de la justification des dépenses pour la totalité des dépenses éligibles, de la production des décisions des co-financeurs (délibérations des organismes publics) si elles n'ont pas encore été produites et d'un état des cofinancements publics réellement encaissés (origine et montant à la date de la demande du solde).

En cas de désaccord entre le service instructeur et le bénéficiaire sur le montant justifié retenu, un délai de 30 jours est accordé au porteur de projet pour transmettre les éléments complémentaires susceptibles de réviser la position du service instructeur.

Au-delà de cette date, le service instructeur informe, par courrier, le porteur de projet de sa décision définitive.

Les voies et délais de recours seront mentionnés sur ce courrier de décision.

Le comptable assignataire procède au versement de l'aide sur le compte du bénéficiaire selon les coordonnées suivantes :

< Etablissement bancaire >

N° IBAN : < ... >
Code BIC : <.... >

ARTICLE 6 - Conditions de versement de l'aide européenne

L'aide européenne est versée sous réserve :

- du respect des engagements pris par le bénéficiaire dans son dossier de demande d'aide.
- du respect du taux maximum d'aide publique de <taux max d'aide publique % - **A préciser uniquement si inférieur à 100%.**
- de la réalisation effective des dépenses éligibles réparties par postes de dépenses vérifiées au regard des règles européennes et nationales en vigueur et en fonction des conclusions du rapport de contrôle de service fait (certification des dépenses réalisées, payées et acquittées sur la base de justificatifs) effectué par le service instructeur.
- de la disponibilité des crédits européens.

Et, notamment *au moment du paiement du solde de l'aide, sous réserve :*

- du renseignement des indicateurs de réalisation et de la justification des écarts éventuellement constatés.
- du versement effectif des cofinancements publics.
- de la réalisation d'une visite sur place obligatoire pour tous les projets dont le coût total est supérieur à 500 000 € ainsi que les projets identifiés dans le cadre de la méthode d'échantillonnage représentatif du programme.

Le versement de l'aide européenne pourra être interrompu ou suspendu par la «CTM» dans le cas où une enquête est lancée en rapport avec une éventuelle irrégularité affectant la dépense concernée ou d'une défaillance dans le système de gestion et de contrôle du programme.

ARTICLE 7 – Suivi, évaluation de l'opération

Suivi de l'exécution de la convention

Le bénéficiaire s'engage à informer régulièrement le service instructeur de l'avancement de l'opération. A cet effet, il s'engage à respecter le calendrier indiqué dans l'annexe technique et financière et à transmettre les pièces justificatives comptables des dépenses et non comptables permettant de justifier la réalisation de l'opération.

Dans le cas d'investissements publics générateurs de recettes, le bénéficiaire s'engage à transmettre annuellement un état certifié des recettes perçues.

Suivi des indicateurs

Le bénéficiaire s'engage à transmettre au service instructeur les données sur l'avancement des indicateurs de réalisation et/ou de résultat afférents à l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les engagements pris dans l'atteinte des cibles fixées des indicateurs de réalisation et/ou de résultat. En cas de différence observée entre les valeurs prévues et les réalisations/résultats effectifs, le bénéficiaire s'engage à fournir une note explicative détaillée.

Evaluation

La «CTM» pourra solliciter le bénéficiaire pour les besoins des évaluations qui seront menées dans le cadre du programme.

Le cas échéant, le bénéficiaire s'engage à répondre à ces sollicitations.

Echanges de données électroniques

Le bénéficiaire s'engage à saisir et à transmettre les informations requises et fiables à «CTM» dans le cadre du portail de dématérialisation des échanges de données. Ces informations permettent au service

instructeur d'effectuer une instruction de la demande d'aide européenne et de la demande de paiement présentées par le bénéficiaire. Il s'engage également à informer la «CTM» des modifications apportées dans le portail de dématérialisation.

ARTICLE 8 – Contrôles/Audits

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier en lien avec l'opération, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par l'autorité de gestion et par toute autorité commissionnée par l'Etat ou par les corps d'inspections et de contrôles nationaux ou européens (Commission européenne, OLAF, Cour des comptes européenne).

Il s'engage à présenter aux contrôleurs/auditeurs tous les documents de l'opération et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses réalisées et payées par le bénéficiaire jusqu'au délai prévu à l'article 12 de la présente convention.

La «CTM» pourra également réaliser des contrôles sur pièces et sur place, sur la base d'un échantillonnage représentatif du programme. Ces vérifications donnent lieu à un rapport signé et daté par le contrôleur et à une procédure contradictoire.

Afin de détecter des risques potentiels de fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne, la «CTM» pourra avoir recours à un outil dénommé ARACHNE mis à disposition par la Commission européenne. Dans ce cadre, les données prévues à l'annexe III du règlement délégué n°480/2014 du 3 mars 2014 peuvent être transmises à la Commission européenne pour traitement. La «CTM» pourra consulter les résultats de ce traitement et prendra les mesures nécessaires pour protéger les intérêts financiers de l'Union européenne et ceux de la CTM le cas échéant.

Les bénéficiaires personnes physiques disposent d'un droit d'accès et de rectification de leurs données et l'autorité de gestion informe ceux-ci des éventuels recours juridictionnels.

ARTICLE 9 – Obligations comptables

Le bénéficiaire s'engage à tenir soit un système de comptabilité distinct, soit un code comptable adéquat pour toutes les transactions liées à l'opération, conformément à la réglementation en vigueur.

Pour le FEDER et en accord avec la «CTM», un système extra-comptable par enlissement des pièces justificatives peut être retenu.

La comptabilité du bénéficiaire doit permettre une réconciliation des dépenses et des ressources déclarées au titre de l'opération avec les états comptables et les pièces justificatives comptables.

ARTICLE 10 – Modification ou abandon de l'opération

Modification de l'opération :

Toute modification de l'opération doit être notifiée par le bénéficiaire au service instructeur, dès qu'il en a connaissance, et en tout état de cause avant le dépôt de la demande de paiement correspondante.

Après examen, le service instructeur prend les dispositions nécessaires et le cas échéant établit un avenant à la présente convention avant la fin d'exécution de l'opération.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans la zone géographique couverte par le programme. Le bénéficiaire s'engage à ne pas modifier l'opération de façon importante dans les 5 ans après le paiement final de l'aide européenne.

Une opération est modifiée de façon importante dans les cas suivants :

- *un arrêt ou une délocalisation d'une activité productive en dehors de la zone du programme;*
- *un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou un organisme public un avantage indu ;*
- *un changement substantiel de nature, d'objectifs ou de conditions de mise en œuvre qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux.*

Il revient à la «CTM» de décider si l'opération a été modifiée ou non au regard des informations communiquées par le bénéficiaire, du contexte et de la réglementation applicable.

Les sommes indûment versées en faveur de l'opération sont recouvrées par la «CTM» au prorata de la période pendant laquelle les exigences n'ont pas été satisfaites.

Abandon de l'opération :

Si le bénéficiaire souhaite abandonner son opération, il doit demander par écrit la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer immédiatement le service instructeur pour permettre la clôture de l'opération. Le service instructeur définira le cas échéant le montant du reversement de l'aide.

ARTICLE 11 – Publicité et respect des politiques européennes et nationales

Publicité :

Le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité de la participation européenne au financement de son opération, selon les dispositions prévues par le règlement européen n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 et les règlements délégués et d'exécution le cas échéant. Il s'engage notamment à mentionner dans tous les documents ayant trait à l'opération la participation de l'Union européenne via le <fonds>. Le public concerné par les actions devra également être informé des cofinancements publics (européens, nationaux).

La mention suivante devra obligatoirement être utilisée : « [intitulé de l'opération] est cofinancée par l'Union européenne dans le cadre du < programme / fonds > » et s'accompagne de l'emblème de l'Union européenne.

Le bénéficiaire est informé que la liste de l'ensemble des bénéficiaires d'aides communautaires sera publiée sur internet.

Le contrôle du respect de ces obligations s'effectuera :

- à l'occasion de la demande de versement du solde de la subvention, le bénéficiaire étant tenu de produire tous les justificatifs de mise en œuvre de ces obligations (photos, documents publiés,...)
- à l'occasion de visites de contrôles sur sites.

Par ailleurs, ce non-respect entraînera l'annulation de ladite subvention et une demande de reversement des acomptes déjà versés par l'émission d'un titre de recettes.

Respect des politiques européennes :

Le bénéficiaire s'engage à respecter les politiques européennes (qui lui sont opposables) et notamment les :

- Règles sectorielles : règles de concurrence, d'aide d'Etat, de l'environnement et de la commande publique,
- Principes horizontaux : principes d'égalité femmes-hommes, de non-discrimination, de développement durable.

Il s'engage à ne pas tirer parti de l'aide attribuée pour pratiquer des prix anormalement bas et plus généralement à ne pas détourner la clientèle des entreprises concurrentes par l'octroi d'avantages anormaux par rapport à ceux consentis habituellement.

Il s'engage à respecter le cas échéant la réglementation concernant les investissements générateurs de recettes.

ARTICLE 12 - Archivage et durée de conservation des documents

Le bénéficiaire s'engage à archiver et à conserver *dans un lieu unique* le dossier technique, financier et administratif de l'opération.

En application de l'article 140 du règlement 1303/2013 du 17 décembre 2013, tous les documents doivent être accessibles pendant la durée de conservation suivante :

- Pour les opérations inférieures à 1 000 000 € en dépenses éligibles, une période de 3 ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent ces dépenses.
- Pour les autres opérations : la durée de conservation des pièces justificatives est de 2 ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent ces dépenses.

Les pièces justificatives à conserver concernent, en accord avec l'article 25 du Règlement délégué (UE) n°480/2014 :

- les dépenses acquittées dans le cadre de la réalisation du projet,
- les données relatives aux réalisations et aux résultats du projet, et celles permettant de rapprocher ces éléments avec les indicateurs du programme,
- le cas échéant les documents sur la base desquels les coûts forfaitaires ont été calculés, ainsi que les coûts éligibles auxquels s'appliquent ces taux,
- le paiement de la contribution publique,
- le cahier des charges (CCTP) des maîtres d'ouvrage publics et le plan de financement, ainsi que les documents relatifs à l'octroi de l'aide, les documents relatifs aux procédures de passation des marchés publics, les rapports du bénéficiaire et les rapports relatifs aux vérifications et aux audits réalisés,
- les contrôles de gestion et d'audit réalisés sur l'opération.

ARTICLE 13 - Confidentialité et droit de propriété et d'utilisation des résultats

La CTM et le bénéficiaire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

Propriété et utilisation des résultats :

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de l'opération, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus au bénéficiaire.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, le bénéficiaire octroie à la «CTM» le droit d'utiliser librement et comme elle juge opportun les résultats de l'opération.

Article 14 – Assurance

Le bénéficiaire s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires afin de garantir sa responsabilité civile. Tout au long de la durée d'exécution de la présente convention, il fera son affaire personnelle du paiement des primes et cotisations afférentes à l'opération précitée, sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause.

ARTICLE 15 - Conflit d'intérêt

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Il y a conflit d'intérêt lorsque la réalisation impartiale et objective de l'opération est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique, ou pour tout autre motif.

Le bénéficiaire s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à toute situation constitutive d'un conflit d'intérêt ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêt en cours d'exécution de la convention et d'en informer le service instructeur.

ARTICLE 16 : Résiliation et reversement

La CTM se réserve le droit de résilier la présente convention et de demander le reversement partiel ou total des crédits européens versés, en cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier :

- de la non-exécution totale ou partielle de l'opération ;
- de la modification du plan de financement de l'opération sans autorisation préalable et acceptation formelle ;
- d'une modification importante de l'opération affectant sa pérennité prévue à l'article 10 ;
- de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ;
- d'un conflit d'intérêt ou d'une fraude/corruption avérée,
- du refus de se soumettre aux contrôles réglementaires.

Cette résiliation est effectuée par courrier avec accusé réception.

La résiliation de la convention peut être sollicitée également par le bénéficiaire qui en informe la « CTM » par courrier avec accusé de réception. Dans ce cas, le bénéficiaire s'engage à transmettre à la «CTM » les ultimes pièces justificatives manquantes du dossier et à les conserver sur une période déterminée.

En cas de sommes indûment perçues, le bénéficiaire s'engage à reverser celles-ci dans les plus brefs délais et dans leur intégralité.

ARTICLE 16 : Contentieux et recours

En cas de litige, le bénéficiaire dispose de la possibilité de présenter un recours gracieux auprès des financeurs et signataires qui peut s'exercer dans un délai de 2 mois.

En outre, les décisions de la « CTM » prises pour l'application de la convention peuvent être contestées par le bénéficiaire et faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Fort-de-France dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision ou à compter de la réponse ou du rejet implicite de l'autorité compétente dans le cas d'un recours gracieux.

ARTICLE 17 : Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la convention sont :

- le présent document ;
- l'annexe 1 : la notification de décision
- l'annexe 2 : Fiche synthétique technique de l'opération incluant le calendrier de réalisation
- l'annexe 3 : Plan de financement / poste de dépenses et ressources
- l'annexe 4 : Justifications des co-financeurs (arrêté délibération)
- l'annexe 5 : Relevé d'Identité Bancaire (si pertinent)
- l'annexe 6 : Indicateurs de réalisation

Fait à _____, le _____

En 3 exemplaires :

Le bénéficiaire, (nom et qualité du signataire)

Le Président du Conseil Exécutif de la
CTM (nom et qualité du signataire)



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-221-1-DE
Date de télétransmission : 07/06/2017
Date de réception préfecture : 08/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N°17-221-1
AFFICHAGE LE : 8 JUIN 2017

**PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE CASE-PILOTE
POUR LA RÉALISATION D'UN PARKING AU QUARTIER L'AUTRE BORD**

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission des finances, programmation budgétaire et fiscalité le 15 mai 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission infrastructures, équipements et développement numérique le 12 mai 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la ville de Case-Pilote une subvention d'un montant de vingt-quatre mille cinq cent trente-sept euros quarante-sept centimes (24 537,47 €) pour l'opération « réalisation d'un parking au quartier l'autre-bord ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique. Le versement se fera selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en conseil exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-222-1-DE
Date de télétransmission : 07/06/2017
Date de réception préfecture : 08/06/2017

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 8 JUIN 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-222-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE CASE-PILOTE POUR LA RÉALISATION D'UN PARKING RUE VICTOR SÈVÈRE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la demande de la ville de case-pilote en date du 06 février 2017,

Vu la délibération n°16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par M. Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission des finances, programmation budgétaire et fiscalité le 15 mai 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission infrastructures, équipements et développement numérique le 12 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de trente-huit mille quatre cent soixante-seize euros et cinquante-six centimes (38 476,56 €) est allouée à la ville de Case-Pilote pour l'opération « réalisation d'un parking à la rue Victor Sévère ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique. Le versement se fera selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en conseil exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer la convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-226-1-DE
Date de télétransmission : 13/06/2017
Date de réception préfecture : 13/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N°17-226-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'IFREMER POUR LA CARACTÉRISATION INITIALE DU MILIEU MARIN EN VUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STEP DE PONTALÉRY AU ROBERT

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE le 11 mai 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 15 mai 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de neuf mille trois euros (9 003 €), soit 30% des dépenses éligibles, est attribuée à l'IFREMER pour la réalisation de la caractérisation initiale du milieu marin en vue de la mise en œuvre de la nouvelle station d'épuration de Pontaléry au Robert.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 937 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La somme mentionnée à l'article 1 est versée selon les modalités suivantes :

- 50%, soit 4 501,50€, lorsque la présente délibération est exécutoire et sur attestation de démarrage ;
- le solde, sur demande de solde accompagnée de l'état récapitulatif des dépenses certifié par l'ordonnateur, des factures correspondantes et du compte-rendu de l'étude.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-227-1_susbt-
DE
Date de télétransmission : 23/06/2017
Date de réception préfecture : 23/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-227-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ RÉGIONAL DES PÊCHES MARITIMES ET DES ÉLEVAGES MARINS (CRPMEM) (PARTICIPATION FINANCIÈRE AU BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'ANNÉE 2016)

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la demande du bénéficiaire en date du 25 avril et 27 octobre 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE le 11 mai 2017 ;
Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique administrateurs au CRPMEM n'ont pas assisté au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cent quatre-vingt mille euros (180 000 €) en autorisation d'engagement, au Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins (CRPMEM), à titre de participation au budget de fonctionnement de l'année 2016.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, et versée à l'attributaire selon les modalités fixées par convention.

À titre indicatif, la liquidation en crédit de paiement est programmée comme suit :
- 100% en 2017.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer la convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Fort-de-France, le

CONVENTION N° **xx-xxxx-1**

Définissant les conditions d'attribution et d'utilisation d'une subvention au **Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins de la Martinique** à titre de participation au budget de fonctionnement de l'exercice 2016.

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par le Président du Conseil exécutif, agissant aux termes de la délibération n°17-xxxx-1 du xxxx 2016.

Et

Le Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins de la Martinique, ci-après désigné **CRPMEM**, représenté par son Président, M. Olivier MARIE-REINE.

Article Objet

La présente convention qui régit les rapports entre les parties, a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation des interventions de la Collectivité accordées au Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins (CRPMEM) dans le cadre du budget de fonctionnement 2016.

Article 2. Nature et étendue de l'opération

Pour la réalisation de ce programme, la Collectivité Territoriale de Martinique a décidé de contribuer à concurrence de **cent quatre-vingt mille euros (180 000€)** pour l'années 2016, à titre de participation au budget de fonctionnement,

Article 3. Obligations des parties

1°) Le CRPMEM

Le CRPMEM, dans le cadre de son budget de fonctionnement visé, **s'engage à :**

- Assurer la représentation et la promotion au niveau régional des intérêts généraux des professionnels,
- Participer à l'élaboration et à l'application des réglementations en matière de gestion des ressources halieutiques,
- Participer à l'élaboration de réglementations encadrant l'usage des engins et la cohabitation des métiers de la mer,
- Participer à la réalisation d'actions économiques et sociales en faveur de leurs membres,
- Participer aux politiques régionales de protection et de mise en valeur de l'environnement afin notamment de favoriser une gestion durable de la pêche maritime et des élevages marins,
- Apporter un appui scientifique et technique à leurs membres ainsi qu'en matière de sécurité, de formation et de promotion des métiers de la mer.
- Fournir une planification réactualisée si nécessaire de réalisation des actions.
- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour augmenter les ressources propres à travers la perception des cotisations professionnelles obligatoires (CPO) et autres.
- Mettre en place une comptabilité analytique, selon les préconisations du commissaire aux comptes.
- Renouer un dialogue permanent avec la profession.
- Utiliser la subvention uniquement pour la réalisation du projet en cause et déclare être informé qu'il ne peut, sans autorisation formelle de la collectivité Territoriale de Martinique, reverser tout ou partie de ladite subvention à d'autres organismes ;
- Mentionner le concours financier de la Collectivité territoriale de Martinique, notamment en cas de publication de documents, d'organisation de manifestations, d'acquisition d'équipements ou de réalisation de travaux donnant lieu à publicité ou à des opérations de communication ;
- Faciliter le contrôle par la Collectivité de l'utilisation des fonds alloués.
- Adresser à la Collectivité territoriale de Martinique, les bilans et les comptes de résultat des années de réalisation du programme certifiés par un commissaire aux comptes désignés au sein de l'ordre des commissaires aux comptes de la Martinique.

Le non respect des dispositions de cet article pourrait, par décision unilatérale du Conseil régional, entraîner l'annulation du versement de la subvention.

2°) Le la Collectivité territoriale de Martinique s'engage à :

➤ Verser au CRPMEM une subvention plafonnée à **CENT QUATRE VINGT MILLE EUROS (180 000 €)** prélevée sur le budget territorial au chapitre 936 fonction 6312, article 6574, se décomposant comme suit :

- ✓ Participation régionale au budget de fonctionnement de l'année 2016 : Cent quatre-vingt mille euros (180 000 €).

➤ Accompagner le CRPMEM dans toutes les actions privilégiant la structuration de la filière.

➤ Soutenir les actions incitant les modifications législatives en faveur des marins pêcheurs de la Martinique.

3°) Les deux parties s'engagent à :

- S'informer en amont mutuellement des actions menées concernant la filière.
- Répondre mutuellement aux avis sollicités par l'une ou l'autre.

Article 5. Modalités de versement de la subvention

La subvention fera l'objet des mandatelements suivants :

Participation au budget de fonctionnement de l'année 2016 :

- **Cent vingt-six mille euros (126.000 €) soit 70% de la subvention**, dès que la présente convention sera rendue exécutoire et sur présentation de la délibération du Conseil d'administration approuvant le budget de l'année 2016.
- **Le solde** sur présentation :
 - du rapport d'activité détaillé de l'année 2016 signé par le Président, ainsi qu'un récapitulatif certifié exact des dépenses de fonctionnement effectuées et acquittées ;
 - du bilan et compte résultat de l'exercice 2016 approuvés par le commissaire aux comptes.

Article 6. Délai

La présente convention est valable pour une durée de deux ans (24 mois) à compter de sa date notification.

Article 7. Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement des sommes indûment perçues par le maître d'ouvrage.

Article 8. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la présente convention sont :

- le présent document,
- la délibération n°xxxxxx-1 du xxxx 2017,
- pièces annexes

Fait en six exemplaires originaux à Fort-de-France, le

Pour le CRPMEM,

Le Président

**Pour la collectivité Territoriale de
Martinique,**

Le Président du Conseil exécutif



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-228-1-DE
Date de télétransmission : 13/06/2017
Date de réception préfecture : 13/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DÉLIBÉRATION N°17-228-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 JUIN 2017

PORTANT MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE CONVENTION AVEC LE GIE PROVIDENS POUR LA RELANCE DE SON ACTIVITÉ (REMISE EN CULTURE DE SES PARCELLES)

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil Général de la Martinique n° CP/199-15 du 12 mars 2015 portant attribution d'une subvention au GIE PROVIDENS pour la remise en culture de ses parcelles au titre des années 2014 et 2015 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif, en charge du développement durable et énergie, l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et la croissance verte (agriculture...), les transports et les sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 11 mai 2017 ;
Sur proposition du président de l'Assemblée de Martinique,
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la mise en place d'une nouvelle convention définissant les modalités d'attribution et de versement au GIE PROVIDENS, pour la relance de son activité, de la subvention accordée par la délibération n°CP/199-15 du 12 mars 2015 susvisée.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer la convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



ANNEXE A LA DÉLIBÉRATION N°17-228-1



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CONVENTION

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU GIE PROVIDENS POUR LA RELANCE DE SON ACTIVITE (REMISE EN CULTURE DE SES PARCELLES)

Vu le Code général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L.7211-1 à L.7331-3 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ; Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique,
Vu la délibération n° CP/199-15 du 12 mars 2015 de la Commission Permanente du Conseil Général portant attribution d'une subvention au GIE PROVIDENS
Vu la convention CV/468 du 02 juin 2015,

ENTRE, d'une part,

La Collectivité Territoriale de Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, M. Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique,
sis Rue Gaston Defferre – Cluny – 97201 FORT-DE-FRANCE,
Dénommée ci-après « CTM »

ET, d'autre part,

Le GIE PROVIDENS,
Représenté par sa Présidente, Mme
Dont le siège social est situé à Propriété Pingray, Savane simonette 97260 LE MORNE ROUGE

PRÉAMBULE

La Collectivité Territoriale de Martinique accompagne activement le développement de l'agriculture, secteur productif essentiel en Martinique.

Considérant, de ce fait, la nécessité d'encourager les professionnels dans leur démarche de structuration et de développement de la profession agricole,

Considérant que le projet de remise en culture des parcelles présenté par le GIE PROVIDENS s'inscrit dans cette dynamique,

La Collectivité Territoriale de Martinique apporte son aide financière au GIE PROVIDENS pour l'opération prévue dans la présente convention.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1/ : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention, qui régit les rapports entre les parties, a pour objet de fixer les conditions d'attribution, d'utilisation et de contrôle de la subvention allouée au GIE PROVIDENS pour la réalisation de l'opération définie dans l'article 2 du présent document.

ARTICLE 2/ : NATURE ET ÉTENDUE DE L'OPÉRATION

L'objet de la présente convention concerne la contribution de la Collectivité Territoriale de Martinique à l'acquisition d'intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires, etc.) et au financement des opérations de travail de sol, pour la remise en culture de 5 ha de terrains du GIE PROVIDENS.

ARTICLE 3/ : FINANCEMENT DE L'OPÉRATION

L'opération est financée par la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de 18 000 €.

Cette dotation représente 75 % des dépenses engagées par le GIE PROVIDENS pour l'acquisition d'intrants et le financement des opérations de travail de sol.

ARTICLE 4/ : OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Le GIE PROVIDENS s'engage à

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la CTM;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le non-respect des dispositions de cet article par le GIE PROVIDENS pourrait, par décision unilatérale de la Collectivité Territoriale de Martinique, entraîner l'annulation du versement de la subvention et le reversement des sommes déjà perçues.

b) Obligations de la CTM

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de ces subventions. La CTM s'oblige à attribuer les subventions, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 5/ : MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention mentionnée à l'article 1 sera mandatée selon les modalités suivantes :

- Un ou plusieurs versements, déduction faite de l'avance versée d'un montant de 5400 €, sur présentation d'un tableau de réalisation des dépenses accompagné des pièces justificatives (factures acquittées),
- Le solde sera versé sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses accompagné des justificatifs de réalisation ainsi que d'un bilan de l'opération.

Ces documents devront être adressés en UN (1) exemplaire original visé et certifié exact par la Présidente du GIE PROVIDENS dans les DOUZE (12) mois suivant la notification de la présente décision, sous peine d'annulation de la subvention et du reversement des sommes déjà perçues.

ARTICLE 6/ : CONTRÔLE

Le contrôle sera établi par les services de la CTM sur la base des factures acquittées.

ARTICLE 7/ : COMMUNICATION

Le titulaire s'engage à faire mention du concours de la Collectivité Territoriale de Martinique dans ses actions de communication.

ARTICLE 8/ : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est valable pour une durée de 12 mois à compter de la date de signature par les deux parties.

Toutefois, en cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'UN (1) MOIS suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9/ : LITIGES

Les contestations qui s'élèveraient entre les parties, au sujet de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention, seront soumises au Tribunal Administratif de FORT-DE-FRANCE.



Fait à Fort-de-France, le
En quatre exemplaires originaux

Le Président du Conseil Exécutif
De la Collectivité Territoriale de Martinique

La Présidente du GIE PROVIDENS



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-229-1-DE
Date de télétransmission : 13/06/2017
Date de réception préfecture : 13/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-229-1

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 13 JUIN 2017

PORTANT APPROBATION DU PROJET DE CLASSEMENT EN RÉSERVE NATURELLE RÉGIONALE DE LA BAIE DE GÉNIPA EN VUE DES CONSULTATIONS RÉGLEMENTAIRES

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment son article L332-2-1 ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 15 mai 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le projet de classement de la Baie de Génipa en réserve naturelle régionale avant le lancement des consultations réglementaires.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-230-1-DE
Date de télétransmission : 23/06/2017
Date de réception préfecture : 23/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N°17-230-1
AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2017

**PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA CAESM
POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SON CONTRAT LITTORAL**

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEMBERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 15 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM) une subvention d'un montant de quinze mille cent euros (15 100 €), soit 35% des dépenses éligibles, pour le premier exercice de mise en place de son Contrat Littoral.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 937 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Cette somme est versée selon les modalités suivantes :

- 50%, soit 7 550 €, lorsque la présente délibération est exécutoire ;
- le solde, sur demande de solde accompagnée de l'état récapitulatif des dépenses certifié par le comptable public et des factures correspondantes.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-231-1-DE
Date de télétransmission : 07/06/2017
Date de réception préfecture : 08/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 8 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N°17-231-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE EXCEPTIONNELLE À LA SOCIÉTÉ « CHEZ GRACIEUSE » SUITE À L'INCENDIE DU 29 SEPTEMBRE 2016

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la société CHEZ GRACIEUSE, une aide exceptionnelle d'un montant de vingt-sept mille cinq cents euros (27 500,00 €) à titre d'indemnisation suite aux pertes subies lors de l'incendie du 29 septembre 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités précisées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'ajustement nécessaire à l'application de la présente délibération.

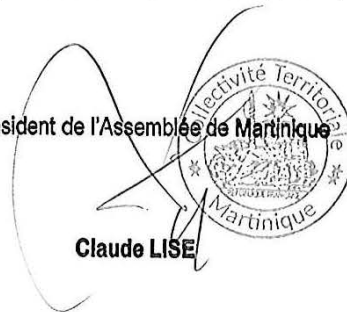
ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 17-231-1

REPUBLIQUE FRANCAISE



CONVENTION DE DEVELOPPEMENT

DISPOSITIF D'AIDE EXCEPTIONNELLE

Bénéficiaire : CHEZ GRACIEUSE	
Qualité du signataire : Gérant	
Intitulé de l'opération : Aide Exceptionnelle	
Assiette éligible :	54 994,83€
Montant de l'aide :	27 500,00€
Ordonnateur de la dépense	Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité territoriale de Martinique
Comptable assignataire	Le Payeur de la Collectivité Territoriale de Martinique

ENTRE,

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par Monsieur MARIE-JEANNE,
Président du Conseil Exécutif, dûment habilité

ET

Nom ou Raison sociale : CHEZ GRACIEUSE

Adresse : Cap Chevalier, 97227 , Sainte-Anne

Forme juridique : SARL

Registre et n° d'immatriculation : 44228846000011

Représenté par son gérant, Monsieur , dûment habilité,

Dûment habilité(e) et désigné(e) dans tout ce qui suit par le mot "**contractant**"

VU la décision de l'Assemblée Plénière et l'arrêté délibéré n°17-xxx- du xxxxxx

CECI EXPOSE, LES PARTIES CO-SIGNATAIRES ONT ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 - Nature de l'opération

La Collectivité Territoriale de Martinique accorde à la société « CHEZ GRACIEUSE » une aide exceptionnelle afin de venir en aide à cette entreprise suite à l'incendie du 29 septembre 2016 qui a détruit son outil d'exploitation.

Article 2 - Montant de la subvention

La Collectivité territoriale de Martinique accorde la somme de **vingt-sept mille cinq cent euros (27 500,00€)** à la société « **CHEZ GRACIEUSE** » à titre d'aide exceptionnelle suite à l'incendie du 29 septembre 2016.

L'aide ainsi accordée ne pourra cependant, en aucun cas, être réévaluée, pour quelque motif que ce soit.

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

Les sommes dues par la Collectivité territoriale de Martinique seront versées au compte bancaire du co-contractant.

Article 3 – Durée et modalités d'exécution

La durée de réalisation de l'opération ne doit pas excéder **six mois** à compter de la notification de la présente convention, sauf prorogation accordée par un avenant, en cas de nécessité justifiée par le bénéficiaire avant l'expiration du délai initial, liée à la complexité du projet ou à des circonstances particulières ne résultant pas de son fait et à condition que le projet ne soit pas dénaturé.

La convention prend effet à partir de sa notification au bénéficiaire.

Article 4 - Modalités de mandatement

Le versement de la totalité de l'aide a lieu sur présentation de l'ensemble des pièces énumérées ci-dessous :

1 - Relevé d'identité bancaire

Article 5 - Exécution du programme

Il est convenu entre les parties signataires de la convention que l'aide sera automatiquement annulée et les montants perçus remboursés en cas de non-respect de l'opération ayant motivé la décision de la collectivité territoriale.

Article 6 - Evaluation des résultats du programme et contrôles

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service instructeur ou par toute autorité commissionnée par le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous documents et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses encourues.

Article 7 – Reversement et résiliation

En cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier, de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ou du refus de se soumettre aux contrôles, le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité territoriale de Martinique décide de mettre fin à l'aide et exige le **reversement partiel ou total des sommes versées**.

Le bénéficiaire qui souhaite abandonner son projet peut demander la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer le service instructeur pour permettre la clôture de l'opération.

Il s'engage dans les deux cas à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais, et au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

Article 8 – Publicité et concurrence

Publicité : le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique (panneaux, information des publics concernés,...).

Respect des politiques communautaires : le bénéficiaire s'engage à respecter les politiques communautaires (qui lui sont opposables) et notamment les règles de concurrence et de passation des marchés publics, la protection de l'environnement, l'égalité des chances entre hommes et femmes.

Article 9 - Litiges

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou de l'exécution des termes de la présente convention. Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant le Tribunal de Administratif de Fort-de-France.

Fait à Fort de France le

Le contractant

Signature (précédée de la
mention "lu et approuvé")

Le Président du Conseil Exécutif

Signature



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-232-1-DE
Date de télétransmission : 07/06/2017
Date de réception préfecture : 08/06/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 8 JUIN 2017

DÉLIBÉRATION N°17-232-1

PORTANT FORMALISATION DU DISPOSITIF DE PAIEMENT DIFFÉRENTIEL DES FRAIS D'HÉBERGEMENT DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES HABILITÉS À RECEVOIR DES BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses livres L. Ier (dispositions générales) et L. III (action sociale et médico-sociale mise en œuvre par des établissements et des services) ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil général de la Martinique n°CP/1011-15 du 19 novembre 2015 portant dispositif visant à améliorer le recouvrement des recettes relatives aux frais de séjours des bénéficiaires de l'aide sociale départementale hébergés dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux par la généralisation du principe de la facturation différentielle ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 12 mai 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adopté le règlement relatif à la mise en œuvre du dispositif de paiement différentiel des frais d'hébergement dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées habilités à recevoir les bénéficiaires de l'aide sociale, annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 : Le présent règlement est inséré au Règlement territorial d'aide sociale.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 17-232-1



REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

**REGLEMENT
RELATIF AU
DISPOSITIF
DU PAIEMENT DIFFERENTIEL
DES FRAIS DE SEJOUR EN HEBERGEMENT
DANS LES ETABLISSEMENTS D'HEBERGEMENT POUR
PERSONNES AGEES DEPENDANTES (E.H.P.A.D.)
HABILITES A L'AIDE SOCIALE**

PREAMBULE

Le présent règlement a pour objectif de fixer les modalités de mise en place du paiement différentiel au sein des établissements d'hébergement pour personnes âgées financés par la Collectivité Territoriale de Martinique, au titre de l'aide sociale à l'hébergement.

I – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : PRESENTATION DU DISPOSITIF DU PAIEMENT DIFFERENTIEL

Le paiement différentiel est une modalité de financement des établissements médico-sociaux accueillant en hébergement permanent des personnes âgées. Il s'applique uniquement sur les frais d'hébergement.

ARTICLE 2 : PRINCIPE DE FINANCEMENT DES FRAIS DE SEJOURS « HEBERGEMENT » : « FACTURATION DIFFERENTIELLE ».

En application des dispositions réglementaires en matière d'aide sociale à l'hébergement, la Collectivité Territoriale de Martinique remboursera à l'établissement d'hébergement, **la part nette des frais de séjour non couverte par la contribution des bénéficiaires** (cf. article 5).

Ce principe de financement, dénommé « *principe de la facturation différentielle* », est applicable dans les établissements habilités à l'aide sociale.

ARTICLE 3 : MODALITES DE FACTURATION DES FRAIS DE SEJOUR PAR L'ETABLISSEMENT

Le directeur de l'établissement facturera mensuellement les frais de séjour des résidents relevant de l'aide sociale au moyen de *l'état des frais de séjour en hébergement dû par la collectivité* (modèle en annexe) faisant apparaître :

- Les nom et prénom du résident,
- Le prix de journée en vigueur à la date de la facturation de l'établissement,
- Le nombre de journées de présence,
- Le montant total brut de la dépense,
- Le montant des ressources perçues,
- Le montant des déductions (*argent de poche + mutuelle, impôts...*),
- Le montant de l'allocation logement,
- Le montant net de la participation au titre de l'Aide sociale à l'hébergement.

Les règles de facturation relatives aux absences pour hospitalisation et convenances personnelles sont celles fixées par la réglementation en vigueur.

L'état des frais de séjour en hébergement établi au nom de la Collectivité Territoriale de Martinique doit indiquer le montant des frais d'hébergement dû pour les personnes accueillies minorés des ressources perçues.

Il sera transmis à terme échu, au plus tard le 5 du mois suivant.

II – CONDITIONS DE MISE EN OEUVRE DU PAIEMENT DIFFERENTIEL

ARTICLE 4 : MODALITES DE REVERSEMENT DES FRAIS DE SEJOURS PAR LA COLLECTIVITE.

4.1 Détermination du différentiel.

La détermination des sommes à reverser par la Collectivité s'effectuera à l'occasion de la fixation de la tarification annuelle définie par arrêté du président du Conseil Exécutif de la Collectivité.

Pour la première année de mise en œuvre du dispositif, le montant prévisionnel des recettes des hébergés sera estimé sur la base du niveau médian des sommes reversées par l'établissement à la collectivité au cours des trois dernières années.

Ces sommes viendront en atténuation du total des produits de la tarification « Hébergement ».

4.2 Modalités de versement du différentiel.

Le versement du différentiel sera effectué sous la forme d'un prix de journée globalisé, conformément à l'article R.314-115 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Le règlement de la dotation annuelle globalisée sera effectuée par douzièmes mensuels, le vingtième jour du mois ou, si ce jour n'est pas ouvré, le dernier jour ouvré précédant cette date.

Pour les établissements passant en cours d'année pour la première fois en prix de journée globalisé, le montant de la dotation annuelle globalisée sera diminué des états de facturation déjà émis au titre de l'exercice en cours.

Les modalités de financement pourront faire l'objet de modification à l'occasion de la signature des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM).

4.3 Ajustement des recettes en atténuation.

Le montant des ressources des hébergés fera l'objet d'une actualisation annuelle à l'occasion de la fixation de la tarification tenant compte des états transmis mensuellement par les établissements.

ARTICLE 5 : CONTRIBUTION DES HEBERGES.

Conformément aux dispositions des articles 132-1° à 132-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, les personnes âgées accueillies au titre de l'aide sociale dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux doivent s'acquitter elles-mêmes de la participation financière mise à leur charge pour leur hébergement et leur entretien, dans la limite de **90 % de leurs ressources**.

Les 10 % restants sont laissés à leur disposition sans pouvoir être inférieurs à un centième du montant annuel des prestations minimales de vieillesse arrondi à l'euro le plus proche..

5.1 Encaissement de la contribution des bénéficiaires de l'aide sociale par l'établissement.

A l'admission :

Lors de son admission, la personne âgée bénéficiaire de l'aide sociale devra s'acquitter personnellement de sa contribution auprès de l'établissement d'accueil, au prorata du nombre de jours de présence au sein de l'établissement.

Durant son séjour :

En règlement de ses frais de séjour, la personne hébergée versera sa contribution, sur présentation de la facture par l'établissement.

Elle dispose d'un **délai de 30 jours** pour effectuer le règlement.

Récupération de la contribution des hébergés :

Conformément à l'article R.132-5 du CASF, le montant des ressources récupérables est directement encaissé par le trésorier ou le comptable de l'établissement y compris lorsque la personne âgée est placée sous tutelle.

Défaut de paiement de la personne hébergée :

En cas de non versement, l'établissement doit s'enquérir auprès de la personne âgée des motifs justifiant l'absence de sa participation et en informe les services de la Collectivité Territoriale.

Dans le cas où la contribution n'aurait pas été perçue depuis au moins trois mois, l'établissement pourra la percevoir directement au moyen de l'imprimé « *autorisation de perception directe des revenus* » validé par le Président du Conseil Exécutif, la Collectivité Territoriale de Martinique étant débitrice des prestations d'aide sociale.

Dans les deux cas, la personne hébergée conserve un minimum d'argent de poche conformément à la réglementation.

5.2 Suivi de la perception des contributions des personnes hébergées.

Préalablement à son admission, l'établissement devra transmettre à la Collectivité Territoriale de Martinique, une *fiche de liaison renseignée* (annexe 2) précisant l'ensemble des ressources actualisées du bénéficiaire connues au moment de l'instruction du dossier d'admission, via la notification d'aide sociale.

Dans les *établissements privés*, le comptable assure le suivi des contributions encaissées sur un compte d'attente et établit mensuellement un état des sommes effectivement encaissées.

S'agissant des *établissements publics*, le trésorier informe l'établissement du montant des ressources récupérées.

ANNEXES

Annexe 1 Modèle « Etat des frais de séjours »

LOGO ETABLISSEMENT

ETAT DES FRAIS DE SEJOUR EN HEBERGEMENT DES RESIDENTS BENEFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE.

ETABLISSEMENT

ADRESSE :
N° TELEPHONE :
N° SIRET :
N° APE :
N° FINESSE :

Mois de :

Facture n° :

Date :

**COLLECTIVITE TERRITORIALE
DE MARTINIQUE**

Direction Générale Adjointe des Solidarités
Direction de l'Accompagnement des
Personnes Agées et Handicapées

N°	NOMS - Prénoms	Date d'entrée dans l'Ets	Nbre de jours de présence (1)	Tarif journalier (2)	Total des frais de séjour (A) (1 x 2)	PART CONTRIBUTIVE DU RESIDENT A SES FRAIS DE SEJOURS				PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE au titre de l'Aide Sociale (hors obligés alimentaires) (A - G)
						Montant total perçu des ressources de rénéré (B)	Déductions (argent de poche, + frais de Mutuelle, impôts...) (C)	Allocation Logement (F)	Participation nette du résident (G) (B-C+F)	
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										
13										
14										
15										
16										
17										
18										
19										
20										
xxx										

Références Bancaires Etablis Arrêté le présent état à la somme de (en lettres):

BIC :

* assujéti à la TVA conformément à l'article... (CGI)

IBAN :

* non assujéti à la TVA conformément à l'article... (CGI)

TOTAL HORS TAXE (H.T) :

TVA (7) (77)

TOTAL T.T.C. A PAYER

Annexe 2 : modèle « fiche de liaison »

FICHE DE LIAISON : CONTRIBUTION DU RESIDENT A SES FRAIS D'HEBERGEMENT		
Etablissement	Nom :	
	Adresse :	
	N° Téléphone :	
Résident	Nom :	
	Prénom :	
Mandataire de Protection Judiciaire	Nom :	
	Prénom :	
	Adresse :	
Date d'entrée dans l'établissement		
RESSOURCES PROPRES DU RESIDENT		
Libellé de la pension	N° de la pension	Montant
Revenus fonciers		
TOTAL DES RESSOURCES (1)		0,00 €
SOMMES LAISSEES A LA DISPOSITION DU RESIDENT		
Argent de poche		
Charges extra-légales (sur présentation des justificatifs)	Mutuelle :	
	Assurances :	
	Minimum vieillesse époux au domicile :	
	Impôts :	
	Autres :	
TOTAL DES SOMMES LAISSEES A DISPOSITION DU RESIDENT (2)		0,00 €
CONTRIBUTION PERSONNELLE DU RESIDENT (3)= (1)-(2)		0,00 €
ALLOCATION LOGEMENT (4)		0,00 €
CONTRIBUTION TOTALE DU RESIDENT (3)+(4)		0,00 €
Date :		
Signature du Résident ou de son Référent		Signature du Directeur de l'Etablissement



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170519-17-233-1-DE
Date de télétransmission : 07/06/2017
Date de réception préfecture : 08/06/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

DELIBERATION N° 17-233-1

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 8 JUIN 2017

MOTION DES ÉLUS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE EN SOUTIEN AUX SALARIÉS DE FRANCE ANTILLES

L'An deux mille dix-sept, le dix-neuf mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Joachim BOUQUETY (pouvoir donné à Georges CLEON), Johnny HAJJAR (pouvoir donné à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (pouvoir donné à Michel BRANCHI), Lucie LEBRAVE (pouvoir donné à Marie-Frantz TINOT), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE (pouvoir donné à Jenny DULYS-PETIT), Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (pouvoir donné à Marie-Thérèse CASIMIRIUS).

Les conseillers à l'Assemblée de Martinique, réunis en séance plénière le 19 mai 2017, assurent leur plein soutien aux salariés de France Antilles,

France Antilles, journal publié en Martinique, depuis avril 1964, est le seul quotidien aujourd'hui.

Le tribunal de commerce décidera de son sort, le 6 juin, après l'étude de deux dossiers de repreneurs.

L'un envisage déjà la suppression de 89 emplois sur un total de 317 répartis en Martinique, Guadeloupe et Guyane.

Les élus de la Collectivité Territoriale de Martinique, réunis ce jour, apportent leur total soutien aux salariés pour le maintien de leurs emplois et la poursuite du journal au service du pluralisme et de la libre expression.

La liberté de la presse est un rempart de la démocratie.
Lorsqu'un journal meurt, c'est un peu de la démocratie qui s'en va.
Soutenons les salariés et le maintien de leur outil de travail.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés,
en sa séance publique des 18 et 19 mai 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

